

sem 16-17 2018

allemagne.....	3
Berlin: nos idées ne sont pas négociables.....	3
Munich, Germany – Some collaborators of the prison system get stuck (03/2018).....	5
canada.....	5
Perturbation de la réunion d'En Marche Montréal.....	5
Kingston: Graffiti for Cedar.....	6
À ce jour : l'arrestation de Cedar.....	6
espagne.....	8
Madrid (Espagne) : Cramage d'un dab en solidarité avec Lisa.....	8
France.....	9
France : Samedi après-midi d'émeutes à Montpellier et à Nantes – 14 avril 2018 [Mise-à-jour 16 avril].....	9
zad et mouvement social : 10000 manifestants bloqués par la police à Nantes.....	10
Appel du MIMI à bloquer les partiels à Nanterre, le lundi 16 avril 2018.....	10
Nantes: Engie en cendres.....	12
Un mort en prison, révolte au Mirail.....	12
Brétigny-sur-Orge (Essonne) : La ministre dans le noir.....	13
Toulouse, France : Partie de la prison, la révolte se répand après la mort d'un détenu – 15 et 16 avril.....	14
Montpellier : manifestation nationale inter-luttes du 14 avril 2500 personnes dans les rues, centre-ville retourné, 50 interpellés, une quarantaine de gardes à vue.....	14
Toulouse, France : Les feux de la révolte continuent pour la troisième nuit consécutive – 17 avril.....	16
Grenoble, France : Petite balade fracassante contre les riches et la propriété – 16 avril.....	17
Communiqué sur la semaine de révoltes à Toulouse.....	17
Communiqué de prisonniers enfermés à la prison de Seysses : Encore un mort au mitard.....	18
Manifs du 19 avril : joyeux bordel à Paris.....	20
J'aimerais, moi aussi, squatter la piste de danse en toute tranquillité !.....	22
Compte-rendu à chaud de la manif du 19 Avril : (l'énième) fin du bloc ?.....	24
Grenoble : Fascinant et misérable.....	27
Répression en cours: les deux d'Ambert sont sortis !.....	28
Évacuation de Tolbiac : vérité pour les blessé.e.s.....	28
Névache(hautes Alpes) résistance Anti fasciste libérons les frontières.....	28
Angers et sa région (Maine-et-Loire) : Les fachos ont des noms et des adresses.....	29
Périgueux (Dordogne) : Dégradations de la permanence du député LREM.....	30
Brest (Finistère) : Moins d'une semaine après l'inauguration de la nouvelle permanence LREM	30
Ambert (63): des précisions sur l'enquête en cours.....	30
Toulouse, France : Récapitulatif au sujet de la répression de la révolte et communiqué des prisonniers de Seysses.....	34
Cussac-sur-Loire, France : Attaque incendiaire contre les bureaux d'Eurovia (Vinci) – 10 avril 2018.....	36
La Casemate, un journaliste, des entreprises de « haute technologie » et la région AURA sont dans un bateau.....	36
Communiqué-invitation du squat de l'église de Clavières.....	38
Demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions. Mais nous sommes une continuité. grenoble.....	38
« Aucun blessé », « Une personne dans le coma », « Des dégradations très coûteuses »... Que s'est-il vraiment passé à Tolbiac ?.....	40
[Clavière – Briançon] En traversant la frontière... Manifestation contre toutes les frontières !! (répression+ MAJ).....	42
Paris : La direction chiffre les dégâts après l'expulsion à Tolbiac... et « La Commune Libre » se dissocie...	43
Cognin (Savoie) : La marie reste porte close après un week-end d'incendies.....	44
Chroniques de l'agitation professionnelle - Une semaine de lutte à Grenoble.....	45
Oeillères solidaires.....	50
C'est donc ça Toulouse ? Répressions et perspectives.....	53
Communiqué de l'Envolée : les prisonniers de Seysses ont raison !.....	54
À Marseille et à Gap : trois potes en prison.....	55

Attaque à Roybon.....	56
Soutien à un étudiant sans papier enfermé au CRA de Mesnil Amelot.....	57
Un petit récit du carnaval à Gap.....	58
grece.....	59
Plus d'info sur l'attaque de Lesbos.....	59
italie.....	61
Bologna, Italy – Action against DAB-Integrated Systems.....	61
Rome (Italie) : Des micros trouvés dans un véhicule.....	61
Florence (Italie) : Un compagnon retourne en prison, un autre sous contrôle judiciaire.....	61
russe.....	62
[Russie] Des nouvelles de la traque aux anarchistes et antifascistes.....	62
suisse.....	62
Ce premier mai prenons la rue avec le bloc révolutionnaire !.....	62
zad.....	63
Les gendarmes se déploient pour empêcher le rassemblement sur la zad - nous nous rejoindrons !.....	63
— la magie de la zad, la reprise des bâtons et le dispositif policier débordé.....	64
Dijon, France : Ravalement de façade pour la SAFER (officine du ministère de l'agriculture et de la finance) en soutien à la ZAD.....	65
Objectif atteint - une grande charpente portée par 300 personnes jusqu'au gourbi durant la nuit.....	66
Vous expulsez la ZAD, on prends Nantes !.....	66
Bâtons et reconstruction !.....	68
From Olympia, Long Live the Commune, Long Live La ZAD.....	69
Après la journée de reconstruction de la ZAD du 15 avril, la résistance collective et la lutte continuent et se renforcent !!!.....	70
Nantes : Des pelleteuses qui s'enflamment.....	70
Récit d'actions du dimanche 15 avril.....	71
Compte-rendu des comparutions immédiates hier à Nantes.....	71
Sur la ZAD : Manif et quelques affrontements – et les gens sont toujours là.....	72
Les Lilas (Seine-Saint-Denis) : Solidarité avec la ZAD depuis le 9-3.....	75
Châteaubriant, France : Tags et sabotage en solidarité avec la ZAD – 14 et 15 avril.....	75
ZAD : L'occupation continue, les actions aussi!!.....	75
Ceci n'est pas un programme! Cela peut présenter un intérêt.....	76
De Philadelphie (USA) à Bruxelles, solidarité avec la ZAD.....	78
Signe ton formulaire et ferme ta gueule.....	79
Déclarons nous tou-te-s sur la ZAD !.....	80
Harcèlement sonore en soutien à la ZAD.....	81
Compte rendu de la comparution immédiate du 11 avril 2018.....	81
Compte rendu du procès du 9 avril 2018.....	82
Retour de la rencontre avec la Préf ce vendredi 20 avril.....	83
Ca devient du n'importe quoi !.....	84
Défendre la ZAD : Court récit d'un court passage en zone libre.....	85
Prise de parole des « soutiens de l'extérieur » à « l'assemblée des usages » de la ZAD du 16 avril 2018.....	86
Contre les lèche-bottes et leur monde.....	88
Besançon : Engluages pour le bocage.....	90
Communiqué : Résistance et sabotage, saison 2018 - Le cas Louis XVI.....	90
St-etienne : Soutien à la ZAD : Un samedi après-midi dans le centre ville.....	91
Messages soutien et chanson de Raoul Vaneigem.....	91
RÉVOLTÉ DU DIMANCHE.....	93
COMMUNIQUÉ DES SANS FICHE.....	98
Signe ton formulaire et ferme ta gueule : Expression critique du processus de légalisation en cours sur la zad de nddl.....	99
Cussac-sur-Loire (Haute-Loire) : Les bureaux d'Eurovia au cocktail Molotov.....	101
Lettre à nos voisin.e.s.....	101
Pendant ce temps-là, à l'Est de la zad.....	102

Fay-de-Bretagne (44): expulsion de l'Ancre noire.....	103
censure, repression et babillages politicards en direct de la zad de nddl.....	104
Rubicon: Attaque de l'ambassade de France et du consulat de France.....	108
Solidarité intergalactique avec la ZAD, de Bruxelles à Philadelphie.....	109
La main tendue et le coup de pied au cul.....	110
Expulsions low cost ?.....	112

allemagne

Berlin: nos idées ne sont pas négociables

Dans le cadre de la comparution en cour de Justice le 14 mai prochain, en vue de l'expulsion du rez-de-chaussée du R94, et après [les journées de discussion et du chaos au sein de R94 et ailleurs](#), nous entrerons dans un nouvel épisode de procédure.

La demande d'expulsion a été émise par la société écran «Lafone Investment Limite», propriétaire de l'immeuble depuis 2014, au nom de Mark Robert Burton (son 3e directeur depuis l'achat).

La société sera défendue par l'avocat Markus Bernau, spécialisé en affaires routières et circulation.

En cours

Le 14 mai à 9h00 s'ouvriront les portes de la Cour pour imposer le droit allemand.

Toutes les discussions et décisions qui seront prises ce jour-là feront référence aux paragraphes et articles de loi créés pour soutenir le système capitaliste et défendre l'idée de la Propriété comme valeur centrale de la vie.

Évidemment, Justice, Sénat et propriétaire tenteront tout pour sortir de la Cour avec un titre d'expulsion. Une société écran essayera de réclamer la propriété de pierres posées les unes sur les autres, et voudra gagner le droit d'envahir nos espaces, accompagnée par des chiens enragés en uniforme, pour nous l'arracher des mains.

Ils penseront alors tous partir de la Cour en vainqueurs

Assis de l'autre côté de la barre, nous ne nous attendons pas à une quelconque sorte de «Justice».

Car ceux qui continuent de penser, malgré les évidences, malgré l'oppression violente quotidienne, que sous le Capitalisme, la Liberté et la Dignité humaine restent des principes importants, ferment les yeux, ignorent la réalité et demeurent soumis.es aux Autorités.

Il devrait être évident, pour chacun.e d'entre nous, que nos idées ne sont pas négociables à la barre.

Certes il s'agit de notre maison, de nos infrastructures, d'un lieu de convergence, de la Kadterschmiede et du club de jeunesse autogéré. Mais ce qui définit ces espaces, ce sont les idées que nous défendons, ici ou ailleurs et là on ne chasse pas après une part du gâteau, on veut toute la pâtisserie, il n'y a pas de compromission possible. C'est prendre une position offensive envers la question «à qui est accordé le pouvoir de décision sur la vie d'autrui, que ce soit par la Propriété, la matraque en main, le Droit et la Loi».

Ici, dans la ville capitaliste, nous luttons pour une vie autonome et une solidarité mutuelle, contre le déplacement, l'individualisation, contre la pression sociale de devoir travailler et consommer.

Nous voulons co-organiser et faire partie de la Résistance contre la gentrification et le contrôle étatique, et aider à faire avancer les nombreuses luttes dans cette ville.

Revenons en arrière

Pendant les trois semaines du siège de la maison, [durant l'été 2016](#), après l'expulsion de l'ensemble du rez-de-chaussée le 22 juin, en dehors du harcèlement et de la violence menés par les parties adverses, nous avons été

soutenu.e.s et avons ressenti une forte solidarité de toutes parts, et sous différentes formes. Ces actions solidaires ont renforcé nos convictions et nos actes.

Ces semaines nous ont démontré que la Solidarité devient une force importante non pas par la pitié, mais bien parce que l'expression de ces idées portées et soutenues à l'extérieur renforcent la motivation de chacun.e à entrer en conflit.

Après des moments offensifs émouvants dans les rues, les flics ont finalement quitté les lieux, à la suite de la décision de justice du 13 juillet 2016, dénonçant la non-conformité du processus d'éviction.

Un jour plus tard nous avons ré-investi nos espaces et avons ouvert la Kadterschmiede pour vous.

Un nouveau tour

C'est donc parti pour un nouveau tour, le jour suivant les quatre jours de discussion et de chaos, ici à Rigaer Straße et à d'autres endroits à Berlin.

Représentée par l'avocat Markus Bernau, spécialisé en «affaires routières et circulation», le propriétaire douteux, la société écran «Lafone Investment Limited», dont Mark Robert Burton est le 3e Président depuis l'achat de la maison en 2014, a déposé auprès de la Cour allemande, une demande d'expulsion.

S'ils obtiennent ce jour-là l'autorisation de nous déloger, les flics pourront alors venir dans les semaines qui suivent pour attaquer notre maison.

Que ce soit initié par le propriétaire ou par les têtes de la flicaille, c'est sans importance.

Mais nous ne laisserons aucune attaque sur des structures autonomes, aucune intrusion de ces asticots dans notre maison, sans réponse.

Ainsi, il n'y a pas de temps de paix où nous pouvons nous reposer et prendre notre retraite.

Utilisons les journées de discussion et du chaos du 10-13 mai pour partager nos luttes et nos perspectives, apprendre les un.e.s des autres, briser les structures en croûte dans cette ville et se rassembler.

L'oppression et l'ordre capitaliste sont quotidiens, notre résistance aussi.

De différents endroits, nous percevons les appels à la confrontation. Discutons des réponses possibles mais surtout de notre antagonisme quotidien avec les conditions qui prévalent, car une réponse n'est pas seulement une réaction, pas seulement un bref moment, mais doit être permanente.

N'abandonnez jamais, ne vous abandonnez jamais !

Notre rez-de-chaussée est et reste occupé!

Amour et force à nos deux prisonniers du 29 mars !

Rigaer 94

Chronique Lafone vs. Rigaer94

Décembre 2014: achat de la maison par Lafone Investment Limited, société écran basée aux îles Vierges britanniques, directeur général: John Dewhurst.

22 juin 2016: évacuation du rez-de-chaussée par 300 flics, travailleurs et agent de sécurité, début du siège de trois semaines et de nombreuses activités quotidiennes et nocturnes.

Jugement par défaut le 13 juillet 2016 devant le Landgericht Berlin. André Tessmer, avocat de Lafone n'apparaît pas, locaux retournés au club...

2 février 2017: confirmation du jugement par défaut devant le Landgericht Berlin, Lafone est sans directeur depuis le 7 août 2016, J. Dewhurst ayant démissionné, l'avocat Markus Bernau ne peut exercer au nom de Lafone.

29 juin 2017: Lafone est inapte à poursuivre son procès – reporté – en raison de la mort subite, au mois de mai, du chauffeur de bus (et directeur) Colin Francis John Guille des îles Sark.

22 août 2017: Mark Robert Burton reprend le poste de directeur. Il est également gérant prête-nom de trois autres sociétés fictives au Consett Business Park, dans le nord de l'Angleterre.

Munich, Germany – Some collaborators of the prison system get stuck (03/2018)

Attack is easy

A few days ago we went through the streets in anger. A scarf on the face, a knife in the pocket. A vehicle of SECURITAS, ffsss, ffsss, ffsss. Then a vigilance vehicle, ffsss, ffsss, ffsss. Two vehicles of SPIE, involved in the construction of prisons in France: ffsss, ffsss, ffsss. A vehicle of TELEKOM, which produces and develops surveillance technology for prisons: same as before, slashed tyres.

Vehicles of these companies are to be found in every city, in every neighbourhood. Attack is easy. This is for all those who struggle against the prison system. Strength and greetings!

anarhija.info

Translated from Italian by act for freedom now!

canada

Perturbation de la réunion d'En Marche Montréal

Soumission anonyme à MTL Contre-info.

Bande de bouffons, vous pensiez vraiment qu'on allait laisser votre petite clique faire son événement, pendant que vous essayer de détruire tout ce qu'on construit?

Portés par la force de l'appel intergallactique de soutien à la ZAD, nous avons décidé d'intervenir lors d'un 5 à 7 d'En Marche (et oui, ils viennent nous faire chier jusqu'à Montréal) pour rappeler aux macronistes que l'odeur nauséabonde de la marde qu'ils sèment finira toujours par revenir à leurs narines

Tandis que partout en France le gouvernement macron tente lamentablement de mater les grévistes et d'évacuer nos amiEs sur la ZAD et dans les universités, c'était au tour des crapules d'En Marche de se faire expulser.

Alors que notre arrivée festive et nos chants enjoués ont semblés un temps les réjouir, nous avons été surprisEs de leur froideur lorsqu'ils reçurent bombes puantes, pétards et insultes. Nous les aurions cru plus favorables à l'emploi de la violence à voir comment leur monarque déploie ses chiens contre le mouvement.

Nos vie sont belles et elles méritent qu'on les défende.

La résistance est en marche: parce que c'est notre projet!

[N.D.L.R. Nous jugeons bon de partager également [quelques textes](#) sur des [événements](#) des derniers mois sur la ZAD qui devraient faire l'objet de discussions dans nos espaces de lutte.]

Kingston: Graffiti for Cedar



Anonymous submission to [Northshore Counter-Info](#)

Last night we left graffiti reading FREE CED(A)R on Montreal Street in Kingston.

It felt appropriate to make use of the steel shutters of the Elm Cafe to share our message. The shutters were installed last year following [repeated unclaimed vandalism](#) against the gentrifying business, provoking outrage among local yuppies as well as certain 'progressives' who rush to defend the sanctity of small business.

We hope this small act encourages curious local residents to reflect on the situation, and brings a smile to the faces of anarchists in Hamilton currently dealing with repression.

– some anarchists

À ce jour : l'arrestation de Cedar

Du [Hamilton Anarchist Support](#)

[Cliquez ici pour faire un don au Fond de Défense de la Communauté d'Hamilton](#)

Le dernier mois a été chargé à Hamilton. Pour mettre en contexte l'arrestation de Cedar, on peut commencer par souligner le Salon du livre anarchiste qui s'est tenu au début du mois de mars, le premier salon du livre à s'être tenu en 7 ans. L'événement a eu un succès retentissant et a rassemblé des gens venu-es de tout le continent pour explorer des possibilités de changement radical, pour dessiner une vision d'un monde sans hiérarchies ni domination, pour simplement se rencontrer et apprendre les un-es des autres. La fin de semaine a été particulièrement marquée par une [petite émeute](#) ayant eu lieu à travers un des quartiers les plus aisés d'Hamilton sur une des rues les plus commercialement toxique. L'« Émeute de Locke Street » était une expression collective de rage, non seulement contre la gentrification accélérée d'Hamilton, mais contre le capitalisme et le monde violent d'aliénation qu'il nourrit. Elle a mené à beaucoup de conversations productives par rapport à l'inévitable inconfort que produit la lutte pour de nouveaux mondes, et [l'importance de clarifier et d'articuler nos politiques](#). Un nuage toxique de sédiments a aussi été brassé par l'émeute à Hamilton, on a pu voir un déversement massif de chaudes larmes pour les petits commerces, les conseiller-ères municipaux-ales ont crié au « terrorisme », et une ferveur anti-anarchiste des trolls locaux de l'alt-right ont vu là une opportunité pour prendre place sous les feux des projecteurs.

Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs de ces réactions ont été dirigées contre le seul espace social anarchiste d'Hamilton, The Tower, qui est defacto devenu une cible avant même d'avoir eu la chance de se positionner pour [appuyer l'émeute](#). Premièrement, ses fenêtres ont été fracassées, ensuite la porte a été défoncée

et la librairie saccagée, puis les serrures ont été collées, et plus récemment sommes témoins d'une vague de graffitis amateurs incluant le mot « gay » écrit en colle de farine émietée sur les fenêtres de plexiglas. À la fin mars, alors que les supporters du Tower étaient occupé-es à nettoyer l'espace aux suites du saccage, une coalition de trolls nationalistes blancs, misogynes et homophobes a organisé un rally en soutien aux commerces de la rue Locke. Leur triste rally a été largement [confronté et déjoué](#), mais pas avant que certain-es d'entre eux n'aient eu la chance de se mêler aux propriétaires des commerces de la rue Locke et de discuter autour de beignes citron-pistache. Une fuite d'information [a révélé](#) que les Soldats d'Odin et les Proud Boys espéraient se rendre à The Tower après le rally pour confronter les « mâles beta de 120 lbs » qu'ils espéraient y croiser. La première fois qu'ils s'y sont pointés ils ont trouvé 40 anarchistes prêt-es à défendre l'espace. Ils ont crié leurs droits démocratiques et ont fini par utiliser une escorte policière pour se rendre de l'autre côté de la rue. Quelques heures plus tard, un plus petit groupe d'entre eux ayant l'air saoul s'est pointé en cherchant la bagarre et malgré nos nobles efforts pour désescalader la situation nous avons fini par les renvoyer chez eux ce jour-là avec des nez cassés et sanglants.

Pendant ce temps la pression publique s'est accrue pour retrouver les responsables de l'action émeutière sur la rue Locke. La police a été incapable d'appréhender quiconque la soirée de l'action et a répondu aux lamentations publiques avec des promesses de justice et des appels désespérés invitant [la coopération du public](#). Finalement, le 6 avril, un mois après l'émeute, la police [a monté un spectacle](#) pour satisfaire un public assoiffé de sang. Mandats en main, ils ont défoncé la porte d'une maison collective à l'aube et ont lancé une grenade assourdissante dans le salon. Avec des fusils d'assaut en main ils ont envahi la maison et menotté les gens, et ont arrêté Cedar (Peter) Hopperton avec des charges de complot visant à commettre un acte criminel (rassemblement illégal et port de masque). Les autres ont été relâché-es et ont dû passer quelques heures dans l'allée de la maison pendant que les flics mettaient la maison sans dessus dessous en cherchant quoi que ce soit pouvant être utile à leur enquête. Ils ont saisi les ordinateurs, les téléphones, des papiers, des zines et des livres, qu'on mettra des années à pouvoir récupérer de leurs pattes graisseuses.

L'audition pour la remise en liberté sous caution de Cedar, qui n'a eu lieu que cinq jours après son arrestation et après que la Cour ait manœuvré de manière particulièrement sournoise pour la retarder, était un supplice méticuleux. Quatre heures de déblatérations d'imbécilités ont rendu évident que non seulement Cedar était jugé, mais bien aussi l'anarchisme au grand complet. Au final, Cedar s'est vu refusé une libération sous caution et a été renvoyé-e dans [l'enfer de la prison Barton](#) où des hordes de personnes kidnappées attendent leur procès dans des conditions misérables. Iel pourrait demeurer à Barton pour un an ou plus tandis que l'État traîne des pieds à monter un dossier contre eulle.

À Hamilton, nous avons organisé une solide équipe de soutien pour nous assurer que Cedar ait une défense légale fiable et autant de conseils et de communication que possible. Nous souhaitons poursuivre les projets auxquels iel tient, et soutenir toute forme d'organisation qu'iel pourraient mener en prison. Nous avons commencé ce blog à titre d'espace où fournir des nouvelles par rapport à la situation de Cedar, leur situation légale, et comment iel se porte. S'il y a plus d'arrestations par rapport à l'émeute de Locke Street, ce site offrira un espace similaire pour ces mesures de soutien. La prison n'est pas la ligne d'arrivée pour les anarchistes, ce n'est qu'une des dimensions du monde contre le quel nous nous battons. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour résister à l'isolement qu'ils essayent d'imposer à ceuzes qu'ils capturent, et continueront notre bataille ensemble contre ce monde de police, de tribunaux et de prisons.

espagne

Madrid (Espagne) : Cramage d'un dab en solidarité avec Lisa

Madrid : Cramage d'un dab en solidarité avec Lisa, condamnée pour braquage de banque en Allemagne.

ContraMadriz (traduction reçue par mail – grand merci !)/ mercredi 11 avril 2018

Le 13 avril était la date anniversaire de la détention de la compagne [Lisa](#), dans une opération policière coordonnée entre les Mossos d'esquadra (police catalane) et la police allemande. La compagne a depuis été enfermée dans plusieurs prisons espagnoles puis allemandes (où elle se trouve actuellement). Récemment elle a été condamnée par un tribunal allemand à 7 ans de prison, accusée d'avoir exproprié une banque à Aix-la-Chapelle (Allemagne).

À l'aube du 11 avril un dab de Bankia à Vallekas (Madrid) a été incendié, dans la rue Carlos Martín Álvarez et des tags en solidarité avec la compagne ont été faits.

L'attaque se justifie en soi : les banques sont l'un des moteurs principal de la société de l'État et du capitalisme. Les investissements dans les taules, centres pour mineurs ou dans l'industrie de l'armement ; les crédits accordés aux entreprises et états ; les expulsions et spéculations avec les logements, la complicité avec les processus d'embourgeoisement, sont entre autres ce qui contribue aux engrenages du capitalisme ... Le système bancaire dans toute son architecture a toujours été l'un des ennemis majeurs des exploités, et par conséquent, des anarchistes, comme on a pu le voir à travers les expropriations et sabotages qui ont toujours accompagné la lutte anarchiste au cours de son histoire.

Face au tableau gauchiste de soumission (qui atteint même les milieux libertaires) qui se joint de façon acritique à la protestation contrôlée, civique et citoyenne, où est réclamée la liberté d'ordures policières ou politiques en pleine catharsis de nationalisme citoyeniste tandis que d'autres nagent en pleine autosatisfaction de victimisation sur les réseaux sociaux, nous sommes nombreux à ne pas renoncer à l'attaque.

Que cette petite preuve de solidarité soit une façon d'exprimer de la tendresse et du réconfort envers Lisa et envers tous les compagnons et compagnones anarchistes emprisonné-e-s par l'État, en Italie, en Grèce, en France, en Allemagne, en Turquie, au Chili, au Mexique, en Russie et partout dans le monde.

La solidarité c'est l'attaque !

Courage pour Lisa !

Vive l'anarchie !

Des anarchistes.

France

France : Samedi après-midi d'émeutes à Montpellier et à Nantes – 14 avril 2018 [Mise-à-jour 16 avril]

Samedi 14 avril, de nombreuses manifs étaient organisées dans de nombreuses villes de l'Hexagone, contre les expulsions sur la ZAD de Notre-Dame des Landes mais pas seulement (mouvement étudiant, grèves dans plusieurs secteurs...). A Montpellier et à Nantes, les manifs ont très vite tourné à l'émeute.

A Montpellier, entre 1000 (selon les flics) et 2000 personnes (selon les organisateurs) ont pris les rues dans l'après-midi. Au sein de la manif était présent un cortège anarchiste de plus de 200 personnes, dont la plupart était vêtue de noir et cagoulée. Si les larbins armés de l'Etat (et du capital) ont pris quelques projectiles (oeufs de peinture, fumigènes et caillasses), ce sont notamment les banques (Banque Populaire, Crédit du Nord...), les compagnies d'assurances (AXA...), les agences immobilières et de téléphonie (Orange, SFR) ainsi que des magasins de fringues et des panneaux publicitaires qui ont été attaqués: la plupart se trouvait sur le boulevard du Jeu-de-Paume, mais aussi sur la Grand'rue Jean Moulin et la place de l'Observatoire.

Le seul bémol à ce joyeux samedi après-midi plein de rage, ce sont les 51 interpellations à l'issue de la manif. 43 personnes étaient toujours en garde à vue dimanche.

A Nantes, entre 7.000 et 10.000 personnes ont battu (et décelé) les pavés. Les affrontements avec la flicaille ont duré plusieurs heures (jusqu'en début de soirée). Les voies de tramway ont été fortement dégradés au niveau de Duchesse-Anne et du château des Ducs, mais aussi à Bouffay et Commerce en raison du décelage des pavés et des barricades enflammées.

De nombreuses sucettes publicitaires sur le cours des 50-Otages, des vitrines de commerces (Monop', Habitat, Camaïeu, Sephora, C & A), de banques (LCL, Banque Populaire...) et d'agences immobilières ont été fracassées. Les principaux secteurs touchés concernent le bas du cours des 50-Otages, de la rue Feltre, ainsi que les allées Brancas et Flesselles. L'accueil mobilité de la Tan (compagnie de transports) a également été dégradé place du Commerce. Comme à chaque manif, des tags ont fleuri en nombre un peu partout.

Dans la soirée, peu après les derniers affrontements aux alentours de 21h, 14 personnes avaient été interpellées. Le lendemain, douze suspects étaient encore dans les geôles de l'hôtel de police de Nantes. Les deux premiers libérés sont ressortis, l'un avec un rappel à la loi. L'autre sans poursuites.

Ce dimanche 15 avril au soir, des douze gardés à vue encore entre les murs du commissariat de Waldeck-Rousseau, trois seulement ont eu le droit de ressortir, libres, mais ils seront bientôt convoqués devant le tribunal correctionnel.

Deux adolescents, mineurs, seront déférés au parquet de Nantes ce lundi 16 avril, afin de comparaître devant le tribunal pour enfants. Six personnes seront jugées le même jour en comparution immédiate. Enfin, une personne a vu sa garde à vue prolongée: on n'ignore encore les chefs d'inculpation.

Par ailleurs, **les deux personnes arrêtées vendredi matin aux alentours de la ZAD** ont été envoyées directement en prison à l'issue de leur garde à vue: l'une arrêtée à Vigneux-de-Bretagne pour des « violences aggravées » a été déféré samedi au parquet de Nantes et placé en détention provisoire dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate. Il comparaitra le 16 avril devant le tribunal correctionnel de Nantes. L'autre, poursuivie pour « participation à un attroupement avec arme et violences sur personne dépositaire de l'autorité publique avec arme (usage d'un marteau) » a elle aussi été déférée samedi au parquet de Saint-Nazaire et placée en détention provisoire. Il comparaitra le 17 avril prochain.

zad et mouvement social : 10000 manifestants bloqués par la police à Nantes

Mis à jour : le dimanche 15 avril 2018 à 16:04

Mot-clefs: [aéroportnotre-dame-des-landesluttessalariales/lutteétudiant-e-slycéen-ne-smouvement](#)

Lieux: [Notre-Dame-des-LandesZAD](#)

Cet après-midi, [un cortège syndical et étudiant](#) de plusieurs milliers de personnes est parti dans les rues nantaises dès le début d'après-midi. 5000 personnes les ont rejoint à 16h30 pour manifester contre les expulsions sur la zad et ailleurs. Le cortège était très hétérogène, avec des personnes de tout âge. Une banderole de tête annonçait « SNCF, ZAD, Universités, Vive le commun ! », une autre « Enracinons l'avenir sur la zad ! Contre toutes les expulsions ».

Le gouvernement voulait tout faire pour empêcher cette jonction visible entre le mouvement social en cours et la résistance aux attaques sur la zad. Il a donc décidé de bloquer la manifestation au début du parcours prévu juste après le château : mobilisation policière hallucinante, barrières anti-émeutes, nuage épais et constant de gaz lacrymogènes et mise en action des canons à eau. Cette dispersion brutale est à l'image de ce qui s'est passé cette semaine sur la zad.

Dans les rues de Nantes comme dans le bocage le gouvernement tente de ne laisser aucune autre issue à chacun.e d'entre nous que de repartir seul.e, isolé.e.

Ils croient qu'il leur suffira de gazer, détruire et blesser jusqu'à ce que le gens comprennent et se soumettent à leurs chantages. Mais le collectif résiste et renaît toujours ! La révolte contre Macron et son monde s'amplifie partout.

Appel du MIMI à bloquer les partiels à Nanterre, le lundi 16 avril 2018

Le Mouvement Inter Maternelles Indépendant, réuni ce dimanche en congrès exceptionnel, appelle toutes les forces en présence à se joindre aux étudiants de Nanterre demain matin, pour lancer la vague nationale des examens en chocolat.

Nous sommes des enfants de trois à cinq ans, menant la lutte contre les ignominies de ce monde au cœur des différentes écoles maternelles du territoire français où nous étudions.

Nous avons l'habitude de ne pas être pris entièrement au sérieux, tout autant nous le sommes. Nous n'écrivons pas ceci dans le seul but de faire sourire.

Nous sommes celles et ceux qui, au lycée, se mobiliseront, lutteront et se révolteront contre le monde qu'ils nous construisent.

Nous sommes celles et ceux qui, luttant au lycée, se forgeront un profil contraire aux attendus d'une société de parvenus.

Nous sommes celles et ceux qui ne pourront jamais aller à l'université.

Il est dès lors nécessaire pour nous, et ce nous regroupe toutes celles et ceux que les enjeux de nos luttes concernent, que la loi Vidal ne passe pas. Pour que la lutte soit encore possible, au lycée et à l'université – et chacun sait que ce sont des poudrières –, il faut que ceux-ci soient accessibles à tout.e.s.

La mobilisation ne cesse de grossir, depuis plusieurs mois, au sein des universités. Plus de 44% des universités sont aujourd'hui occupées. Le calendrier universitaire suit pourtant son cours, et mène tout droit face au mur des partiels : ils ne doivent pas avoir lieu.

Déjà parce que c'est une nécessité tactique, les examens sont l'épée de Damocles qui décourage beaucoup à rejoindre la lutte : parce que choisir de lutter revient à renoncer à ses révisions, et que la tenue des partiels mettrait un coup d'arrêt à la mobilisation. Libérer les étudiant.e.s de cette contrainte, c'est les rendre disponibles à la lutte.

Ensuite parce que c'est un enjeu stratégique majeur. Depuis quelques semaines, Vidal répète dans les médias qu'il ne faut pas s'inquiéter, que les partiels auront bien lieu – elle ne prendrait pas la peine de dire cela si elle ne s'en inquiétait pas. Macron a tenu à dire, en préméditant sa formule, qu'il n'y aura pas d'examen en chocolat – c'est qu'il entrevoit déjà cette possibilité de diplôme accordé par le blocage des examens plutôt que par le bachotage, et qu'il la craint.

S'ils répètent partout qu'il ne faut pas avoir peur de l'annulation des partiels, c'est qu'ils ont bien peur que ces partiels soient annulés. Si l'on nous dit que les examens ne sont pas au chocolat, c'est que montent au nez des saveurs plus goûteuses, qui ne s'obtiennent pas en grattant un papier. Les partiels ne doivent pas avoir lieu, aussi parce que c'est le cas de figure qu'ils souhaitent absolument éviter.

L'université de Nanterre – il n'est pas la peine de rappeler tout ce qu'elle symbolise - sera l'une des premières à mettre en place ses partiels. Son président, Jean-François Balaudé, incarne parfaitement le technocrate macroniste – des bruits de couloirs disent qu'il aurait souhaité être ministre de l'enseignement supérieur. Carriériste, il cherche à s'attirer les faveurs de Vidal dont il est un sbire, et traduit à l'échelle de l'université ce qu'est Macron à celle de la France.

L'université de Nanterre est celle où Macron a lui-même fait une partie de ses études.

Nanterre est l'université qui, tout en commémorant mai 68, orne la carte de ses étudiant.e.s des tours de la Défense, et envoie les CRS matraquer et arrêter des étudiant.e.s réuni.e.s en assemblée générale.

Nanterre doit être la première université où les partiels sont annulés, où l'année universitaire soit accordée aux étudiant.e.s grâce à la non-tenue des partiels ; il se trouve par ailleurs que c'est dans celle-ci que les professeurs mobilisés réclament la validation de l'année avec un 20/20.

Les étudiant.e.s de Nanterre, avec qui le MIMI entretient quelques liens, se sont donnés l'objectif ambitieux de bloquer l'intégralité de l'université lundi 16 avril, premier jour de tenue des partiels. Objectif ambitieux parce que c'est probablement l'une des universités les plus difficiles à bloquer : il y a plus d'une quinzaine de bâtiments répartis sur un très grand campus, chacun comportant plusieurs entrées. Autrement dit, la partie ne sera pas facile.

Pour autant, l'agression policière sur les étudiant.e.s, professeurs et personnels lundi dernier a provoqué une révolte au sein de la « communauté universitaire », très nombreux sont les étudiant.e.s, personnels et les professeurs à prendre acte que, dans ces conditions, les partiels ne peuvent pas décemment se tenir, et à s'organiser en conséquent. L'idée de blocage est partagée et approuvée par une part presque surprenante des étudiant.es, professeur et personnel - même par certains vigiles -, alors même qu'il est plus délicat de bloquer des partiels que des cours : elle fait sens pour tout le monde, s'impose comme nécessité, et se propage contagieusement. Les conditions semblent plus que favorables, tout porte à être optimiste.

Cet optimisme qui porte les étudiant.es de Nanterre à cette audace salutaire ne doit pas masquer la réalité, qui est que bloquer les partiels conduira inévitablement à des réactions hostiles de la part de certain.es, soit pour le stress que représentent les examens mêlée à l'incertitude ouverte par leur annulation, soit pour des positions politiques réactionnaires. Il faut avoir la finesse de ne pas confondre les deux, en sachant que la stratégie des seconds est d'entraîner derrière eux les premiers. Il nous faudra convaincre les angoissés, ne pas les laisser aux

mains de quelques vermines, donc aussi chercher à ne pas les brusquer. A ce titre, de nombreux professeurs mobilisés ont signalé leur volonté de participer eux-mêmes au blocage ! L'objectif est bien d'empêcher les partiels, mais tout en entraînant les indécis dans la lutte, il faut alors faire comprendre que l'action de blocage n'est pas contre, mais dans l'intérêt des étudiant.e.s.

15 bâtiments ne se bloquent pas comme cela, même avec la meilleure volonté du monde, et il sera nécessaire d'être nombreux. C'est pour cela que le MIMI apportera toutes ses forces lundi aux étudiant.e.s de Nanterre, pour bloquer l'intégralité de l'université, et donc anéantir la possibilité que s'y tiennent les examens. Nous appelons chacun.e à en faire de même. Nous insistons, il y a un enjeu réel à annuler les examens : parvenir à les empêcher à Nanterre, compte tenu de la symbolique de cette université, de son calendrier en avance sur les autres universités, mais aussi de la difficulté technique de cette opération, pourrait donner en cas de réussite un élan qui manque encore aux mouvements en cours. Nanterre doit montrer la voie. Si les partiels n'ont pas lieu à Nanterre, ils n'auront lieu nulle part. Si les partiels n'ont pas lieu à Nanterre, les diplômes auront une saveur chocolatée.

Rendez-vous dès 6h00, devant la gare de Nanterre, pour le blocage historique et inédit de l'intégralité de l'université de Nanterre ! Un rassemblement devant le bâtiment B aura également lieu à 10h, pour le pot de départ du président Balaudé, ayant fait l'erreur grossière d'envoyer les CRS matraquer et arrêter ses étudiants.

On compte sur vous, chaque personne présente à 6 heures pourra changer la donne. Le délai est court, c'est pour demain, faites tourner le message, ce sera une journée historique !

Le MIMI, réuni en congrès exceptionnel ce dimanche 15 avril 2018 à Paris.

P.-S.

Invitation au pot de départ du très honorable Monsieur Jean-François Balaudé, dernier président de l'université de Nanterre

<https://www.facebook.com/events/597556423936184/>

Nantes: Engie en cendres

Dans la nuit de samedi 14 avril à dimanche, à Nantes sur le boulevard Pasteur dans le quartier Zola, j'ai incendié un camion d'Engie Axima. Engie Axima, entre autre nuisances, collabore à l'enfermement et aux expulsions en participant à la gestion des centres de rétention. Vu ou était situé le camion, il devait aussi participer à la construction d'une résidence de standing comme il y en a beaucoup à Nantes qui poussent comme des champignons.

Nique la métropole, son capitalisme et ses larbins

Un mort en prison, révolte au Mirail

Nous avons appris la mort de J. 27 ans habitant du quartier des Izards à Toulouse dans la nuit de samedi 14 à dimanche 15 avril. Il est décédé alors qu'il était incarcéré à la maison d'arrêt de Seysses dans des circonstances jusqu'ici inconnues.

Le quartier de la Reynerie (Mirail) à Toulouse a été secoué par des révoltes toute la nuit du dimanche. Et peut être également le quartier d'Empalot (pas plus d'information à ce sujet). On n'a connaissance jusqu'ici (lundi 16 à 19:30) d'aucune arrestation ni blessures. La détresse du Midi a publié [un article sur le sujet](#) sans donner plus d'information. La maison d'arrêt de Seysses aurait aussi été agitée par une révolte. Le "calme" serait revenu en

fin de journée [selon un journal local en ligne](#). Celui-ci relaie la parole officiel : "il ne s'agit pas d'une mutinerie, mais d'un refus de réintégrer". Matons, police et ERIS seraient tout de même intervenus dans la journée. Le journal parle clairement d'un "suicide par pendaison" qui serait la version choisie par les autorités pour expliquer le décès. La prudence reste de mise. Les stratégies, dans ce genre de cas, sont d'évoquer une raison plausible quitte à revenir sur celle-ci dans un second temps. La famille a déjà été convoquée par les autorités locales et fera savoir plus tard ses volontés. La colère et la rage domine chez nombre de Toulousain.ne.s face à cette nouvelle mort en prison.

Rage, courage et solidarité.

Plus d'info sur d'éventuelles suites à venir.

Des banderolles ont défilées dans le centre villes accompagnées de personnes peu nombreuses mais déterminées. Des slogans ont été criés d'Esquirol à Jean Jaurès en passant par le capitole : "crève la taule", "flic maton assassin", "solidarité avec la Reynerie"...



La nuit a été agitée au Mirail occasionnant quelques arrestations. Il semblerait que le feu ait prit au delà des limites du quartier [selon cet article](#).

Brétigny-sur-Orge (Essonne) : La ministre dans le noir

Le Parisien / vendredi 13 avril 2018

Elle a dû effectuer l'essentiel de son intervention dans le noir. Invitée à la salle Maison-neuve de Brétigny-sur-Orge, ce jeudi soir, pour y évoquer son projet de réforme de la formation professionnelle, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a été obligée de composer avec un imprévu technique.

Certains des manifestants qui avaient répondu à l'appel de la CGT, et s'étaient réunis devant la salle en vue de défendre le service public, ont en effet coupé le courant, en vandalisant un transformateur voisin.

« Le restaurant McDonald's situé juste à côté a lui aussi été touché », affirme Nicolas Méary, maire (UDI) de la ville, qui condamne cet acte. [...]

Rassemblant une centaine de personnes, **le mouvement avait été le théâtre de quelques heurts, brefs mais violents, entre les plus jeunes des participants et la police.** Le parquet indique qu'une personne a été

interpellée pour participation à un attroupement violent, et en possession d'un fumigène. Elle a écopé d'un rappel à la loi.

Toulouse, France : Partie de la prison, la révolte se répand après la mort d'un détenu – 15 et 16 avril

Dans la nuit de samedi à dimanche 15 avril, un détenu de la prison de Seysses, Jawad (27 ans), est mort dans sa cellule. La thèse officielle (celle de l'administration pénitentiaire) parle d'un « suicide par pendaison ». Mais les proches du défunt évoque plutôt un tabassage violent de la part des matons. Le dimanche, plus de 90 prisonniers répondent à cette mort en refusant de remonter en cellule. La contestation dure plusieurs heures et l'AP décide de faire appel aux ERIS pour rétablir l'ordre.

Le soir-même, la colère s'exprime alors dans les rues du quartier de la Reynerie, où de nombreux véhicules sont cramés (plus d'une dizaine), les flics caillassés. Le commissariat du Mirail, à Bellefontaine, est également attaqué au cocktail Molotov par des jeunes au cours de la soirée. La nuit de désordre se termine sans aucune interpellation.

Dans la nuit de lundi à mardi 17 avril, les émeutes s'intensifient et se répandent bien au-delà du quartier de la Reynerie: Bellefontaine et Bagatelle, jusqu'au quartier de la Patte d'Oie en direction de Casselardit, et même jusqu'aux Minimes, et aussi à Blagnac et Colomiers. Des « groupes mobiles de 30 à 40 personnes » montent des guets-apens contre les forces de l'ordre déployées en nombre pour cette deuxième nuit d'émeutes consécutive (outre les effectifs toulousains, déploiements massifs des escadrons de CRS dans tout le quartier, plus un hélicoptère de la gendarmerie nationale). Les flics sont attaqués à coups de caillasses, poubelles et véhicules sont brûlés... Commencées vers 20h40 à La Reynerie, les émeutes se poursuivent jusqu'à 4h du matin, tous quartiers confondus.

Depuis la soirée de lundi 16 avril, des manifs défilent au centre-ville avec banderoles: lundi soir, des slogans ont été criés d'Esquirol à Jean Jaurès en passant par le capitole : « crève la taule », « flic matons assassin », « solidarité avec la Reynerie »...

Montpellier : manifestation nationale inter-luttes du 14 avril 2500 personnes dans les rues, centre-ville retourné, 50 interpellés, une quarantaine de gardes à vue

Montpellier Poing Info, le 15 avril 2018 – Étudiant·e·s, lycéen·nes, retraité·e·s, syndicalistes, militant·e·s pour l'ouverture des frontières, pour la Palestine... : 2500 personnes se sont rassemblées devant le parc du Peyrou ce samedi après-midi, à l'appel de la coordination nationale des luttes, pour s'opposer à Macron et à son monde.



Avant même que le cortège ne soit parti, les policiers ont braqué leurs LBD40 (flashball) sur les manifestant·e·s et ont bloqué le boulevard du jeu de Paume, près du parc du Peyrou. Taquins, des révoltés ont repeint les casqués, qui ont alors gazé toute la place à coups de grenades lacrymogènes.



Le cortège, essentiellement composé de jeunes, est alors parti vers la préfecture, a emprunté la rue de la Loge et la rue Jean Moulin. Sur le parcours, des symboles du capitalisme – banques, agences immobilières, boutiques de luxe, assurances – ont été détruits. Les murs ont été repeints.

Au bout d'une heure et demie, le cortège est retourné à son point de départ, au parc du Peyrou. Quelques feux d'artifice ont éclaté sur les policiers, qui ont tiré sur les manifestants à coups de lacrymos, de grenades et de LBD40.

Fidèle à son rôle de milice du capital, la police a interpellé plusieurs dizaines de personnes devant le Carrefour de la route de Mende, alors qu'une partie du cortège retournait vers la faculté Paul-Valéry. Des personnes inconscientes ont été trainées au sol.

Au final, une cinquantaine de personnes auraient été arrêtées, dont une quarantaine placés en garde à vue dans la foulée. Les bus de la TAM ont servi à transporter les personnes interpellées jusqu'au commissariat. Un rassemblement de soutien devant le commissariat est prévu pour ce soir à 18h.



[Grenoble : Attention aux citoyens-flics !](#)

Le Dauphiné / lundi 16 avril 2018

Les services de police ont été alertés par des témoins, peu avant 3 heures dans la nuit de dimanche à lundi, que deux hommes déambulaient dans le quartier Condorcet à Grenoble en tapant à coups de marteau dans les vitrines des magasins.

Sur place, les policiers grenoblois ont effectivement constaté que **les vitrines de plusieurs commerces et agences immobilières des rues Paul-Dijon, Thiers et Condorcet étaient étoilées** mais les deux vandales avaient disparu et n'ont pas été retrouvés. Aucun tag ni inscription revendicative n'ont été écrits sur les façades des locaux visés. [...]

This entry was posted in [Bouffe du riche](#) and tagged [Grenoble](#), [Isère](#). Bookmark the [permalink](#).

Toulouse, France : Les feux de la révolte continuent pour la troisième nuit consécutive – 17 avril

Les émeutes se sont poursuivies dans la nuit de mardi à mercredi, notamment dans le quartier du Mirail et de Bagatelle.

29 véhicules ont été incendiés au cours de cette troisième nuit d'émeute, dont au moins 12 chez un concessionnaire Citroën situé sur l'avenue du général Eisenhower, ainsi que 12 conteneurs à ordures sur lesquels les pompiers sont intervenus. Des affrontements ont également eu lieu avec les flics, divers projectiles contre flashball et lacrymogènes.

[Comme pour la nuit précédente](#), plus de 200 policiers et CRS quadrillaient le quartier du Mirail, avec l'appui de l'hélicoptère de la gendarmerie. Et les émeutes ont secoué d'autres quartiers ou villes de l'agglomération. A 22h45 à Colomiers trois véhicules ont brûlé. Une demi-heure plus tard, à 23h15, rue du Lot dans le quartier Bagatelle à Toulouse, les forces de l'ordre ont été visées par des tirs de mortier d'artifice. Un homme a été interpellé. Au total, cinq personnes auraient été interpellées.

On compte également beaucoup de dégâts après ces trois nuits: **abribus explosés, poubelles, mobilier urbain, bitume brûlé...** les services de Toulouse Métropole ont dressé un premier bilan du préjudice matériel de ces émeutes pour la collectivité à savoir **21 containers brûlés, cinq véhicules brûlés ainsi que 128 m2 d'enrobés à reprendre.**

Mardi après-midi, [pour le deuxième jour consécutif](#), 200 détenus ont refusé de rejoindre leur cellule après la promenade. Les équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) ont dû intervenir pour mater la rébellion. Dans la colère exprimée par les émeutiers, on dénonce les conditions carcérales et le traitement infligé aux détenus. «Un traitement inhumain !», s'indigne l'un d'eux.

Une manifestation est prévue ce vendredi 20 avril à Toulouse:

Lire le texte en ligne sur iaata

Un point sur la répression après trois nuits d'émeutes

En trois jours, dans les cités de Reynerie, Bellefontaine et Bagatelle et même à Blagnac, les policiers ont interpellé 23 personnes pour violences volontaires aggravées, dont six mineurs. Après cette troisième nuit d'incendies et d'affrontements, la préfecture de la Haute-Garonne a décidé d'interdire la vente de carburant au détail et de produits pyrotechniques en ville. Le maire parle lui d'instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs des quartiers concernés.

Un lycéen de 18 ans a été condamné, ce mercredi 18 avril, en comparution immédiate à une peine de 6 mois de prison dont 3 mois avec sursis pour avoir jeté un pavé sur une voiture de police, lundi soir, quartier Reynerie à Toulouse. La voiture de police a été cabossée avec des dégâts sur le pare-brise. Le procureur Patrice Michel a requis une condamnation de 8 à 12 mois ferme.

Ce que dit le communiqué du proc de Toulouse publié dans la soirée de mercredi 18 avril :

« Dans le cadre des violences urbaines qui se sont déroulées dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 avril dans les quartiers de reconquête républicaine de la Reynerie, Bagatelle et Bellefontaine à Toulouse, le procureur de la République de Toulouse précise que, sur les 18 personnes interpellées :

- la garde-à-vue de deux mineurs a été levée mardi 17 avril dans la soirée ;
- un jeune majeur a été déféré au parquet le 18 avril dans la matinée en vue de l’audience de comparution immédiate du même jour. Il a été condamné par le tribunal correctionnel à la peine 6 mois d’emprisonnement dont 3 mois assortis du sursis pour les faits de violences volontaires sur personne dépositaire de l’autorité publique, dégradations de biens publics, participation à un groupement en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens ;
- dix autres individus sont présentés par le parquet de Toulouse au juge des libertés et de la détention en vue d’une comparution immédiate vendredi 20 avril 2018 devant le tribunal correctionnel ;
- un jeune homme a été déféré au parquet en vue de la mise en œuvre d’une mesure alternative de composition pénale comportant l’obligation d’accomplir un travail non rémunéré circuit court ainsi qu’un stage valeurs républicaines ;
- quatre mineurs sont présentés par le parquet des mineurs au juge des enfants en vue de leur mise en examen, le parquet ayant pris des réquisitions de placement sous contrôle judiciaire pour trois d’entre eux comportant des interdictions de paraître dans le quartier du Mirail et de placement en détention provisoire pour le 4ème.

A cette heure, six personnes se trouvent toujours en garde-à-vue pour les faits commis dans la nuit du 17 au 18 avril ; ces gardes-à-vue font toutes l’objet de prolongations. [...] »

[Reformulé de la presse locale]

Grenoble, France : Petite balade fracassante contre les riches et la propriété – 16 avril

Dans la nuit de dimanche à lundi 16 avril à Grenoble, plusieurs vitrines de ce monde de riches ont été fracassées à coups de marteau dans le quartier Condorcet.

Plusieurs commerces et agences immobilières des rues Paul-Dijon, Thiers et Condorcet ont eu leurs vitrines étoilées à coups de marteau par deux individus cagoulés au beau milieu de la nuit. Contrairement aux [récentes attaques contre des bailleurs sociaux](#), aucun tag ni inscription revendicative n’ont été écrits sur les façades.

Toujours prêt.e.s à défendre leurs maîtres et en l’occurrence les riches, des citoyen.ne.s vigilant.e.s ont alerté les flics pour faire part de ces attaques fracassantes.

Fort heureusement, les deux vandales en vadrouille ont disparu dans la nuit sans être inquiété.e.s.

[Reformulé des « plaisantins » du Daubé, qui n’ont pas besoin d’être bourrés pour écrire de la merde]

Communiqué sur la semaine de révoltes à Toulouse

Depuis dimanche 15 avril dernier des révoltes ont lieu au Grand Mirail et dans la prison de Seysses. Les révoltes sont le résultat d’un contexte général de violences policières racistes et islamophobes dans les quartiers et de la mort d’un détenu à la prison de Seysses.

Dans la prison, des détenus affirment qu’une autre personne est entre la vie et la mort suite aux violences des matons. Depuis lundi environ 200 détenus refusent de rentrer en cellule après la promenade et mardi ils ont notamment déployé une banderole « *la vérité pour Jaouad, on t’aime* ». A chaque fois les ERIS, des

commandos de répression dans les prisons, sont envoyés pour mater la révolte et plusieurs détenus ont été transférés parfois loin de leur famille.

Du côté des révoltés au Mirail, on compte environ 25 arrestations dont plus d'une dizaine de mineurs. Le commissariat de l'Embouchure est tellement rempli que des mineurs sont envoyés à Colomiers. Ce mercredi les procès ont commencé. Plusieurs familles de personnes arrêtées nous ont raconté diverses pressions et insultes à leur encontre de la part des flics. Le tribunal est sur le pied de guerre, débordé entre les audiences et des réunions officieuses entre magistrats et politiques. Le tribunal ne fait qu'appliquer des décisions politiques. Le but est d'écraser et de criminaliser les exigences de justice légitimes et de couvrir les violences des flics et des matons. Une personne a été condamnée à 6 mois dont 3 fermes pour avoir jeté une pierre.

Pour les autres, des mineurs sont toujours en garde à vue, et certains majeurs sont partie en préventive en attente de prochaines comparutions immédiates vendredi.

Tout semble prévu pour en faire une journée d'abattage ! Pour ne pas les laisser seuls et les soutenir un rassemblement est appelé vendredi à 13h30 devant le Palais de Justice de Toulouse.

Retrouvons-nous pour leur exprimer toute notre solidarité !!! Construisons la solidarité avec la famille et les proches de Jaouad, ainsi que les détenus et les révoltés.

Communiqué de prisonniers enfermés à la prison de Seysses : Encore un mort au mitard

Maison d'Arrêt de Seysses, le 19 avril 2018.

J. avait 26 ans. Samedi dernier, il était au mitard, dans une « cellule disciplinaire » de la prison de Seysses. Il y est mort. Les médias relaient une version des faits, une seule : celle des matons, les « surveillants ». Mais nous, on y vit, dans cette prison. Et on n'est ni sourds, ni aveugles. On sait que sa mort a été provoquée par la violence des matons affectés au mitard. Non, J. ne s'est pas suicidé.

Si plus d'une centaine de prisonniers ont refusé de remonter en cellule plusieurs jours de suite cette semaine, c'est parce que c'est tout ce qu'on peut faire pour protester, ici. J. est mort au mitard, et l'autopsie aurait conclu à un suicide. Mais on sait que ce n'est pas le cas, car il y a des témoins qui étaient présents dans les cellules environnantes lors de son passage à tabac, qui ont tout entendu, qui ont assisté à tout ça. C'est suite à un déferlement de coups que J. est mort samedi. Pensez-vous que nous serions 200 prisonniers à refuser de remonter en cellule et à déployer une banderole dans la cour de promenade si nous n'étions pas convaincus de leurs mensonges ?

Tous ceux qui sont passés par le quartier disciplinaire pourront témoigner des humiliations qu'ils y ont subi, des insultes racistes, des crachats à la figure, des ordres donnés comme si on était moins que des chiens... Là-bas, celui qui a le malheur de « la ramener » peut finir comme J. : pendu. Aucun droit n'est respecté dans ce mitard. Les promenades ont lieu au bon vouloir des surveillants, et en général il n'y en a pas. L'accès au douches nous y est refusé, et il peut se passer quinze jours sans qu'on puisse y aller. Pareil pour l'accès au feu, pour allumer une cigarette : c'est maximum trois fois par jour et ils usent de beaucoup de zèle, il faut presque les supplier. La peur y règne, et y aller est pour chacun d'entre nous, prisonniers, une vraie descente aux enfers.

Cet hiver, plusieurs prisonniers se sont retrouvés dans ce mitard sans matelas, sans couverture et sans vêtements, alors qu'il faisait moins cinq degrés. Juste parce qu'ils avaient tapé sur la grille de leur cellule pour

réclamer à manger ou avoir du feu. Ils ont dû dormir par terre, nus, sur un coussin, et manger « la gamelle » dans des barquettes qui arrivaient ouvertes, apparemment déjà utilisées.

J. a été battu par cinq ou six surveillants, pendant plus d'une demi-heure. Puis il y a eu un grand silence, et les surveillants se sont mis à discuter entre eux, à estimer son poids et sa taille pour s'accorder sur une version des faits. Puis ça a été l'heure de la gamelle et, quand sa cellule a été rouverte, ils ont fait mine de le découvrir pendu. Alors le Samu est intervenu et a tenté de le réanimer, en vain. Le lendemain, ils ont libéré tout le monde du mitard et personne n'a été entendu, même pas le chef ni les gendarmes. Ça montre bien qu'ils ont des choses à cacher, qu'on ne vienne pas nous dire le contraire.

Certains d'entre nous (sur)vivent dans cette prison de Seysses depuis plusieurs années, ou y font beaucoup d'allers-retours. Cette situation n'est pas nouvelle, et d'autres « morts suspectes » ont eu lieu ici ces dernières années. Nous avons vite compris que notre parole ne valait rien face à la leur, mais nous savons aussi que beaucoup dehors s'interrogent ou ont déjà compris leur petite mascarade. Qui tue.

C'est très difficile pour nous de donner des preuves de ce qu'on avance. Ici, nous sommes enfermés, et chaque information qui arrive dehors risque d'avoir de graves conséquences pour nous. Pourtant il faut que ça se sache, car nous sommes en danger de mort. Les surveillants jouent avec nos vies dans ce quartier disciplinaire.

C'est plus que de l'humiliation ; ils nous terrorisent, et ce qui est arrivé à J. pourrait arriver à chacun d'entre nous.

Nous dénonçons aussi les pressions qui sont faites sur les prisonniers qui ont assisté aux faits. Les témoins malgré eux de ce qui s'est passé samedi dernier subissent des pressions psychologiques et sont très clairement menacés de transfert. Tout semble mis en place pour les pousser à bout. Ainsi, cinq d'entre nous ont déjà été transférés suite au blocage de la promenade et sont désormais à Lille, Bordeaux, Sedequin... Considérés comme « meneurs », on ne les a même pas laissé embarquer leurs affaires personnelles. C'est comme ça que la prison est tenue maintenant, en nous menaçant d'un « transfert disciplinaire » qui nous éloignerait encore plus de familles et de nos proches.

Nous exigeons que la direction de la Maison d'Arrêt remplace immédiatement cette équipe de surveillants, il est évident que c'est la première chose à faire. La petite équipe sadique de matons du mitard, nous, prisonniers, la surnommons « l'escadron de la mort ».

Ici, on est spectateurs du désespoir humain, et on sait tous que J. pourrait être n'importe lequel d'entre nous. Il a été battu à mort parce qu'il tapait dans une porte : il n'en pouvait plus d'attendre, coincé dans la « salle d'attente » de la prison, sans fenêtre. Il voulait juste regagner sa cellule. Ils sont venus et l'ont plié.

On ne soigne pas le mal par le pire. Nous voulons que tout cela cesse.

Que celui qui est condamné à aller au mitard puisse au moins conserver sa dignité et que ses droits fondamentaux soient respectés.

Nous voulons que la vérité soit faite sur la mort de J. et qu'une telle horreur ne puisse plus se reproduire, ni ici, ni ailleurs.

Nous nous associons à la douleur de la famille et sommes prêts à témoigner si elle le désire.

Des prisonniers de la M.A. de Seysses

Publié initialement par [l'Envolée](#) et sur [la page facebook du Syndicat PRP](#).

Manifs du 19 avril : joyeux bordel à Paris

extrait de Ouest-France / vendredi 20 avril 2018

133 manifestations et des milliers de personnes dans les rues : la France a vécu ce jeudi au rythme des slogans anti-réformes. La CGT, qui appelait à manifester aux côtés de Solidaires, voit la mobilisation grossir. Les chiffres relativisent toutefois ce sentiment.

Des heurts ont émaillé la manifestation parisienne. Des affrontements ont eu lieu vers 16 h entre des manifestants et la police. Les forces de l'ordre ont essuyé des jets de projectiles et ont répliqué avec des gaz lacrymogènes.

La façade du très sélect hôtel Marriott a été endommagée

par des personnes cagoulées, ainsi que de nombreuses vitrines, notamment celles d'agences bancaires ou de compagnies d'assurances, et du mobilier urbain.



Le Parisien / jeudi 19 avril 2018

Jets de projectiles, dégradations, lacrymogènes et canon à eau... des heurts ont éclaté jeudi entre manifestants et forces de l'ordre lors du défilé syndical à Paris contre la politique d'Emmanuel Macron, qui a rassemblé 15 3000 manifestants,

selon un comptage indépendant.

Sur le boulevard Saint-Jacques (XIV^e arrondissement), dans le sud de la capitale, les policiers ont essuyé des jets de projectiles devant l'hôtel Marriott en milieu d'après-midi. Ils ont répliqué avec des gaz lacrymogènes, reçu de nombreux renforts et recouru à un canon à eau contre plusieurs centaines de personnes, souvent cagoulées.

Les vitrines de l'hôtel ont été endommagées à coups de pioches par des manifestants, obligeant le cortège de la CGT à interrompre sa progression. Après environ une

heure d'échauffourées dans le même secteur, les CRS ont effectué plusieurs charges, en lançant de nouveau des lacrymogènes.



Selon la préfecture de police de Paris, un cocktail Molotov a été lancé en direction des forces de l'ordre. Un manifestant blessé a été pris en charge par les secours, selon la même source. Valérie Lesage, la responsable de la CGT pour l'Ile-de-France, a dénoncé



des « provocations inqualifiables et scandaleuses de la préfecture de police », affirmant que « des CRS ont forcé le cortège CGT. »

NdAtt. : on remarquera qu'une partie du cortège « syndical » (lire : des personnes de tout âge à visage très souvent découvert, apparemment pas de habituées du cortège de tête et marchant par défaut derrière les banderoles des syndicats) a repoussé pendant un bon moment les lignes de CRS, à coup de pieds et de poings, jusqu'à que deux rangées de flics se trouvent encerclées par les manifestants... La rage est contagieuse !

La douche avec cette chaleur ça fait plaisir

Rennes : Les vitrines tombent ici aussi

extrait de Ouest-France / jeudi 19 avril 2018

[...] Au cours de la manifestation rennaise, **plusieurs vitrines de banques et d'agences immobilières ont été taguées et caillassées.** [...] « De très nombreux messages hostiles au Président de la République, au Gouvernement et en soutien aux zadistes ont été tagués sur plusieurs façades le long du parcours. Certains commerces ont été particulièrement visés par les manifestants. **Les vitrines de trois agences bancaires, d'une agence d'intérim et deux agences immobilières ont dégradées, voire brisées. Des distributeurs automatiques de billets et des panneaux publicitaires ont également été cassés** », indique la préfecture.



Toujours selon la préfecture, aucun blessé n'est à déplorer. Aucun manifestant n'a été interpellé. [...] « Des forces de l'ordre positionnées pour sécuriser le défilé ont empêché l'accès au centre historique de la ville. Elles ont fait l'objet de jets de peinture et de tirs de projectiles : bouteilles, pierres, fumigènes »

Une banderole « Zad » déployée sur la façade d'un immeuble en chantier, boulevard de la Liberté, pendant le défilé. Une action largement applaudie par les manifestants.

Tours : Manif grosse et dynamique, grâce aux lycéens

extrait d'Info-Tours / jeudi 19 avril 2018

[...] la mobilisation était au rendez-vous avec entre 3500 (selon la police) et 6000 personnes (selon les syndicats) présents. **Un cortège gonflé notamment de la présence de nombreux lycéens (entre 1500 et 2000) qui ont descendu l'avenue Grammont bruyamment pour rejoindre la manifestation peu avant 10h. A noter que dans l'agglomération, une dizaine de lycées avaient été bloqués au préalable dans la matinée.**

Des lycéens nombreux, remontés et bruyants, prenant parfois de court les organisations syndicales qui ont eu du mal à contenir tout le monde derrière les banderoles de tête en début de manifestation. Un peu plus loin dans le cortège, on retrouvait également de nombreux cheminots toujours en lutte contre la réforme de la SNCF et de leur statut. Des cheminots plus remontés que jamais également après le passage mardi, en première lecture à l'Assemblée Nationale, de la loi transformant la SNCF en Société Anonyme, mais aussi de l'annonce hier de la fin d'embauche sous statut cheminot au 1er janvier 2020.

Une manifestation bruyante, un peu tendue au départ avec la présence de nombreuses forces de l'ordre déployées autour, mais aussi la crainte chez certains représentants syndicaux, de débordements en marge du cortège. Finalement la manifestation s'est terminée sous les coups de midi place de la gare. **De leur côté les lycéens décidaient de partir en manifestation sauvage afin de dénoncer l'interpellation de deux jeunes de 13 et 16 ans le matin-même devant le lycée Descartes**

Lille : trois personnes interpellées (et SciencePo bloqué)

extrait de Ouest-France / vendredi 20 avril 2018

[...] A Lille, trois personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Elles sont soupçonnées d'outrage, de participation à un attroupement non autorisé et de violences sur les forces de l'ordre, a-t-on précisé de même source. [...]

A Paris :



La ligne 6 du métro a été brièvement bloquée par des simples bouts de bois jetés sur les rails. Une bonne idée à

retenir...



Un journafluc s'est fait abimer son joujou

J'aimerais, moi aussi, squatter la piste de danse en toute tranquillité !

Ou Je ne suis pas un fruit exotique de Jupiter à consommer absolument !

Je suis une gouine, une meuf, une noire et une féministe.

Et bien plus encore !

Vendredi soir,

– on m'a touché les tresses parce qu'"elles sont jolies"

– on m'a carressé le bras parce que ma peau avait l'air douce.

– deux meufs se sont demandées, à deux pas de moi, si j'étais dispo ; baisable, parce que j'étais "bonne" ! [1]

– on m'a dévoré des yeux : un tas de fois...

– on m'a demandé de quelle origine j'étais : 3 fois. Grand classique

- on m'a demandé si j'étais célibataire : 4 fois.
- on s'est volontairement frotté à moi.
- on a dit que j'étais une sauvage quand j'ai demandé à une personne de me foutre la paix.

Et j'en passe...

Tout ça entre 21h30 et 3h00 du matin !

C'était pendant la première soirée du festival de fermeture du Guêpier (à Marseille) !

Ras-le bol !

Je fais tout de suite tomber ce mythe : « parce que c'était une soirée en mixité ! ». C'est à dire que c'était une soirée publique et qu'il y avait un tas de gars cis-hétéro. Ça a peut-être sûrement multiplié le nombre de réflexions et de gestes tordus. Rassurez-vous, en mixité choisie MTPG, ça arrive aussi et dans toutes les villes où je passe régulièrement. Sauf quand je reste collée aux copines. Ce qui fait tomber l'autre mythe : « parce qu'on est à Marseille ». J'ai le droit à ce type d'attitudes dans les espaces les plus politisés et radicaux que je connaisse. Eh oui !

Pourquoi ce petit texte ?

Parce que je n'ai pas envie de désertier vos soirées-boum !

Parce que quand deux potes mixent, j'aimerais ne plus avoir à quitter la piste de danse en pleurant.

Parce que je suis fatiguée de mettre en place un tas de stratégies pour passer des moments agréables et anodins pour beaucoup.

Parce qu'il y a encore du taf. Beaucoup de taf. Beaucoup beaucoup de taf !

Parce que ce vendredi soir, nous n'étions que 9 personnes noirEs. Et je comprends pourquoi certainEs désertent.

Parce que ça suffit !

Parce que j'ai l'impression d'être dépossédée de mon corps. Qu'il appartiendrait à tout le monde. Il n'y aurait qu'à le commenter et se servir...

Parce qu'on parle d'antiracisme à tout va mais il y a un sacré écart entre le discours, les pratiques et la vie.

Parce que je continuerai à porter des fringues colorées, des paillettes...et à danser jusqu'au bout de la nuit !

Ca s'est passé au Guêpier, vendredi 23 mars 2018, mais ces postures envers ma personne, c'est quasi systématique : dans tous les espaces et en tout temps. Je ne crois plus depuis longtemps aux espaces "safe" et à la bienveillance dégoulinante.

En revanche, quand je me retrouve dans des espaces où j'ai à priori "confiance", il est vrai que j'aimerais être moi aussi au repos (au moins quelques heures) de la "relouterie" - des (micros) agressions de la vie quotidienne. Ce n'est pas le cas ! C'est très loin d'être le cas.

Il y a toujours la petite réflexion qui fait grincer des dents. La remarque déplacée ! Il y a encore beaucoup de travail.

Et chaque espace pourrait s'y mettre encore plus sérieusement.

Et plus particulièrement les espaces féministes.

Parce que ce soir-là, un bout de ma confiance a été mis à mal.

C'était il y a quelques jours et j'ai un peu de mal à passer à autre chose.

J'annule des choses prévues depuis longtemps de peur de revivre encore une fois les mêmes situations. Je me pause un tas de questions. Je me demande si c'est moi qui provoque ça. J'en arrive même à minimiser les choses.

C'est absurde !

D'autres absurdités. Y retourner le lendemain.

Pour se prouver à soi-même qu'on est capable. "Il y a pas moyen, j'y ai toute ma place aussi !". A quoi bon !? Bien sûr, vous pourrez dire "quelle relou celle-là, elle n'a qu'à pas y aller...dans ces espaces qui la mettent tant en insécurité" ou encore "elle se plaint parce qu'on la trouve jolie". [2]

Sauf que ces soirées /ces événements, parfois c'est chouette quand même ; croiser des tas de copines, faire la fête ensemble, s'amuser sur une piste de danse, découvrir le travail de copines, se donner des rendez-vous. C'est des moments pour décompresser.

Qui tergiverse quasi-systématiquement pendant des jours pour savoir si ielle va à telle soirée ou pas ?

Ce texte aborde les espaces de fêtes mais il vaut aussi pour les rencontres politiques, féministes.

Ce texte s'adresse aux alliéEs potentiel.le.s, aux camarades : féministes matérialistes, camarades d'extrême gauche.

Ce texte s'adresse aux personnes Blanches !

Il s'adresse à ceux qui parlent d'intersectionnalité à tous bouts de champs et qui te sautent dessus en te parlant d'Afro-féminisme !

S'excuser et être désoléEs ne suffit pas.

Concrètement, comment on pose les choses ?

F.

[1] C'est à dire parler de moi à la troisième personne alors que je suis tout près.

[2] Ce sont des choses qui m'ont été dites il y a quelques semaines quand je soulevais déjà franchement le souci. Joli ou pas, là n'est pas le problème.

Compte-rendu à chaud de la manif du 19 Avril : (l'énième) fin du bloc ?

Récit écrit à chaud, et résultat d'une expérience forcément subjective d'une journée de manif particulière, marquée par la fin du fantasmagique « black block » et la constitution d'un énorme cortège déter, où les kways noirs se sont retrouvé.e.s en minorité.

Débuts habituels

A 14 heures vers Montparnasse, les rangs sont encore clairsemés, et il fait très chaud. On voit déjà beaucoup de soignant.e.s, salarié.e.s et cheminot.e.s à l'avant du cortège, loin de tout ballon syndical.

Rapidement le cortège gonfle et, peut-être parce qu'on étouffe sous les k-ways, l'ambiance est vite survoltée. De très nombreux tags fleurissent (dédicace à « sous les k-ways le hammam ») ; à peine arrivé-es vers Port Royal ça gaze déjà dans tous les sens.

Les flics ont l'air d'avoir définitivement abandonné la stratégie de la cachette : à la moindre bouteille, on se fait copieusement asperger de lacrymos et d'assourdissantes. Plusieurs fois le cortège recule, avance, re-recule, ré-avance, et on finit par s'engager dans la grande artère qui passe devant les Grands Voisins, où ça se calme un peu.

Sur les grands murs tristes des tags informent les bobos d'une révolution prévue pour le mois de mai.

S'ensuit un long passage très au soleil où le cortège semble comme assommé, et où on marche très vite pendant quelques centaines de mètres jusqu'à arriver aux rues abritées des immeubles qui longent la ligne 6.

Sbeul général

Je ne sais pas si c'est un effet d'optique, si des copines.copains ont retiré leur k-way parce qu'il faisait trop chaud, ou si tout le monde est parti en vacances, mais on est vraiment très peu nombreux.ses en noir à l'avant du cortège. D'habitude, on se sent plus quand on voit une chasuble rouge de syndiqué.e dans le bloc, mais là, c'est plutôt l'inverse qui est en train de se produire. Le bloc habituel est comme pulvérisé au milieu d'une masse humaine avec des lunettes de piscine et des masques blancs pour seule protection.

Dans cette masse, on voit des soignant.e.s arracher rageusement des morceaux de panneaux publicitaires déjà dégomés par des cagoulé.e.s, un mec en t-shirt faire des mouvements de boxe contre un radar routier, et des chasublé.e.s balancer des coups de pieds dans des vitrines.

Arrivés devant le "Marriott", un lugubre hôtel de luxe/centre de conférences aux vitres teintées, tout dérape. Des vitres se font exploser (encore une fois, pas que par des gens en kway, loin de là). Les CRS font leur grand retour, et pendant très longtemps le va-et-vient reprend : charge-lacrymos, on avance, re-charge-relacrymo, on ré-avance.

Le contraste avec les manifs passées au même endroit à l'automne 2017 est flagrant : il y a quelques mois, on était quelques pélos en kway étouffé.e.s entre les CRS, la ligne 6 et le cordon de SUD. Là, il y a toujours quelques glandu.e.s en kway, cette fois au milieu d'une marée qui avance chaque fois que les CRS reculent, et recule seulement quand les gaz se font trop suffocants. On s'ambiance tous et toutes ensemble sur un mélange de musique et d'explosions.

Punition collective

A ce moment les CRS, qui ne supportent plus de voir contredit devant leurs yeux le récit policier/médiatique des méchant.e.s casseurs.casseuses VS. Les gentil.le.s manifestant.e.s, décident d'une punition collective. Un énorme escadron se positionne de chaque côté du cortège et, comme à Nantes, charge et défonce tout le monde sur son passage à la moindre bouteille reçue.

On voit des charges hallucinantes sur des dizaines de mètres, les CRS n'essaient même plus de rester en ligne, ils courent juste comme des fous en balançant des coups de tonfa à des vieux.vieilles, des soignant.e.s, bref une manif dans tout ce qu'elle a de diversité, mais qui se retrouve aujourd'hui collectivement punie pour être restée unie face à la répression.

Mais plus hallucinant encore que les charges policières, à chaque fois qu'on retrouve notre souffle dans les nuages de gaz, une masse compacte va se coller contre les lignes de CRS en leur hurlant de se barrer, de nous laisser tranquilles, et en les repoussant sur des dizaines de mètres ! Les soignant.e.s et cheminot.e.s sont particulièrement déter pour bolosser les robocops, les pousser et les forcer à se replier chaque fois qu'ils s'aventurent trop loin des rues perpendiculaires dans lesquelles ils se terrent habituellement.

Dix fois les flics chargent pour couper le cortège en deux, dix fois ils sont repoussés contre les murs ; tout ça avec grand max quelques dizaines de gens en noir qui jettent des trucs, le reste une foule en colère qui les repousse à mains nues.

A ce moment je me rends compte que le k-way est devenu carrément obsolète, vu la situation, car dans ma tête c'est carrément une révolution qui est en train de se passer (je m'enflamme un peu) ; et je redeviens un mec véner parmi des manifestant.e.s véner.e.s.

Comme l'affront ne peut pas passer, les keufs sont rapidement rejoints par des dizaines et des dizaines de robocops, de part et d'autre de la ligne 6, qui coupent le cortège après une énième charge et forment une double-ligne d'à peu près 200 keufs. La situation est complètement absurde car l'avant coupé du reste, censé être le vilain black bloc, est identique à l'arrière, et de part et d'autre il y a juste des manifestant.e.s peu équipé.e.s pour la plupart, avec des ballons syndicaux très très loin derrière qui ont l'air de faire leur manif à elleux dans leur coin. Tout le boulevard Blanqui a l'air d'un grand cortège non-syndiqué et véner, plus déterminé que jamais. Je me retrouve dans la partie arrière du cortège.

Des bulldozers pour venger la ZAD

La suite est surréaliste : la ligne de keufs de devant continue ses charges-marathons sur des dizaines de mètres, pendant qu'une deuxième ligne tente de nous bloquer loin derrière. Les CRS sont rouges comme jamais, pour la plupart proches de l'implosion. La foule les conspue et leur hurle des insultes, je me retrouve avec des soignant.e.s, syndiqué.e.s et cheminot.e.s en chasubles à former une chaîne humaine.

Au vu des personnes présentes, on pourrait croire à un sit-in pacifiste ; sauf que le sit-in a décidé de se lever pour dégager la ligne de CRS qui l'empêche de rejoindre les camarades resté.e.s devant. De Corvisart jusqu'à Place d'Italie (ça fait plusieurs centaines de mètres), une foule en colère pousse comme un bulldozer la ligne de CRS arrière, pour poursuivre la ligne de CRS qui poursuit nos camarades resté.e.s devant.

On voit des personnes âgées nous pousser par derrière comme une mêlée de rugby, et mettre des coups de drapeaux aux CRS. Chaque fois qu'une partie de la ligne tarde à avancer, les camarades resté.e.s derrière viennent les aider en poussant, pendant qu'on les attend devant.

Les CRS sont comme hagards et déboussolés, deux d'entre eux agitent leur tonfa dans tous les sens, la bave aux lèvres, ils frappent notre ligne et nous gazent, nous jettent des assourdissantes à bout portant. Sans masque je crache mes poumons, mais à chaque agression ils se prennent des coups de poing de la part des manifestant.e.s qui avancent, et sont un peu retenus par leurs collègues qui sentent qu'il faut pour eux se barrer au plus vite.

Arrivés à Place d'Italie, les CRS se retrouvent dos à dos avec la ligne avant. Tout le monde leur hurle de se barrer, les pousse. Ils hésitent quelques minutes et s'apprêtent à charger, mais on leur montre le chemin pour rentrer dans leur fourgon en leur criant de dégager au plus vite et en leur laissant la voie ouverte. On voit alors 100 CRS reculer piteusement vers leurs fourgons, en se prenant des coups de pieds et de poings de toutes parts par la foule : à ce stade, même plus de projectiles, juste la rage pure qui s'exprime après avoir passé une après-midi de plus sous les lacrymos.

Ils se replient dans une rue perpendiculaire à la Place d'It, et on les poursuit en leur disant de rentrer chez eux. Ça commence à être un peu délicat car on va pas non plus les poursuivre jusqu'à leur commissariat (ou alors pourquoi pas, mais on passe à un autre stade de la lutte). Ils interpellent deux personnes, et c'est trente personnes hors d'elles qui courent vers eux pour les éclater, mais le rapport de force reste inégal.

Ils chargent quelques fois, et amènent des fourgons pour nous repousser, alors les potos cheminot.e.s disent à tout le monde de s'asseoir par terre. Mais de derrière on nous crie qu'une ligne arrive derrière pour nous nasser : encore une fois la foule s'énerve, les pousse, et ils rentrent la queue entre les jambes rejoindre les leurs dans leurs fourgons.

Que retenir de cette journée ? Des complicité éphémères avec des camarades soignant.e.s, cheminot.e.s et syndicalistes déters, le sentiment éprouvé de la puissance d'une masse en colère qui une fois bien excitée gère les CRS comme des sacs de patates qu'on déplace à notre guise, les limites du « black block » comme entité fantasmée avec son folklore et son monopole de la violence ritualisée (pas pour annoncer la fin du black block en soi comme tactique, toujours indispensable, mais son dépassement in situ par la masse

énervée) ; bref, pas de prédictions d'avenir dans mon sac, mais la fraîcheur d'un printemps qui commence enfin, pour de vrai.

Grenoble : Fascinant et misérable

Dans la nuit du lundi 16 avril 3 agences immobilières, un Apple store et les bureaux de l'entreprise pro BTP ont été vandalisés dans le centre ville de Grenoble

Destruction et dégradation ont de tout temps été fins et moyens, pour des individualités insoumises, de vivre leur négation du monde. De petites actes aux grandes attaques, des gestes éparses, fascinants et misérables, concrétisent une véritable conflictualité à tous les pouvoirs.

Récemment dans cette ville, plusieurs enseignes de [bailleurs sociaux](#) ont été détériorées. Inévitablement, les dirigeants de ces institutions et de la ville ont prêché, larmoyants, leur fonction sociale au près des pauvres. Les torchons du coin, virtuels et papiers ont bien sûr relayé cette bien-pensance éhontée. Echaudé.es par leur culot, nous empoignons cette nuit nos marteaux et sortons saccager des bureaux pour faire écho à ces attaques de bailleurs sociaux.

Commençons par rappeler que la distinction public/privé est un artifice de la domination sociale. Les gauchistes sont dupes, pas les anarchistes. Tout est privé ! Le public n'est que le privé de l'Etat. Un propriétaire, élu ou pas, sera toujours notre ennemi. Le privé implique la privation, en l'occurrence de toits. Ne reste que la rue, les camps, les squats ou l'acceptation contrainte du racket établi par l'ordre propriétaire.

La dépossession généralisée de la possibilité de construire et d'habiter chacun.e à sa guise assure pouvoir et profit à une clique de parasites extrêmement organisée : patrons de BTP, ingénieurs, huissiers, notaires, banquiers, assureurs, agents immobiliers, fonctionnaires, propriétaires ... sans oublier leurs mercenaires, vigiles, flics, matons et le cas échéant, militaires.

Constatant que les classes bourgeoises s'acoquinent savamment par le vol permanent des logements Que la loi et l'argent nous extorquent toute latitude d'habiter librement

Pourquoi irions-nous protester contre l'incompétence de telle institution, contre l'avidité de tel propriétaire, contre le montant des honoraires de tel notaire ? Pourquoi s'encombrer de détails lorsqu'on refuse absolument l'organisation sociale répressive de nos subjectivités ? Selon le bon mot d'un cambrioleur magnifique « je ne sollicite pas ceux que je hais et méprise ». Alors pourquoi encore revendiquer, négocier, dialoguer avec une bureaucratie foncièrement autoritaire quand on ne songe qu'à sa ruine ?

Assidûment réfractaires à ce monde qui n'est pas le nôtre, nous avons cru possible de le désertir pour en bâtir d'autres. Dans les creux, les interstices, les friches, les bocages, les marges, on s'est ardemment élancé.es, espérant prendre le large. Hélas, toute tentative d'évasion dans l'au delà du déjà là s'est immédiatement soldée par une réincarcération dans les geôles du vieux monde. Ne pouvant ni ne voulant plus fuir, nous avons cessé de tourner le dos à l'ennemi pour lui faire face, fort.es de nos audaces. Puisqu'il n'y a pas d'ailleurs, pas d'extérieur au contrôle exorbitant de nos existences nous n'avons d'autres choix que d'armer nos colères et nos joies et d'abandonner nos êtres à la mutinerie, à la résistance.

On profite de ce texte pour contribuer à faire sortir de l'ombre une sale histoire de répression. **Plusieurs individu.es labellisé.es en « association de malfaiteurs » ont été perquisitionné.es, presque simultanément à Limoge, Toulouse, Ambert et Amiens. Accusé.es d'avoir incendié des véhicules de la gendarmerie (Limoge) ou d'avoir commis des dégradations en réunion (Clermont), trois personnes sont en préventive**

pour une durée de 4 mois à 4 ans et d'autres sont en cavale. Les médias ont certainement reçu l'ordre de la fermer alors nous entendons l'ouvrir.

Aux perquisitionné.es, enfermé.es et traqué.es nous envoyons notre pleine solidarité

PS : Apple store quel rapport ? Avec le logement aucun, mais s'il fallait trouver des motifs pour saccager les vitrines de cette entreprise, l'encre coulerait longtemps. Au delà des raisons stratégiques d'en faire une cible, nous éprouvons avant tout des expériences sensibles.

Muscles et nerfs

subliment nos colères

on cogne dans le verre

la destruction nous libère

NdAtt. : on peut comparer avec [ce qu'en disait ce torchon du Daubé](#), qui parlait de "plaisantins" alcoolisés...

Répression en cours: les deux d'Ambert sont sortis !

Petite brève pour annoncer une bonne nouvelle dans le brouillard ambiant. Les deux compagnons d'Ambert incarcérés depuis le 28 mars dernier sont sortis sous contrôle judiciaire après le jugement de l'appel de la mise en détention. Ils doivent pointer 2 fois par semaine et ont interdiction de se voir et de communiquer entre eux ainsi qu'avec un certain nombre de personnes.

Évacuation de Tolbiac : vérité pour les blessé.e.s

Rassemblement devant l'hôpital Cochin samedi 21 avril à 14h pour obtenir la vérité de la part des services hospitaliers.

Tolbiac, fac au centre de la mobilisation contre la loi Ore, volontairement ouverte à tou.te.s à été plusieurs fois attaquée. Le lendemain du 19 avril, les Crs ont évacué avec violence l'occupation de Tolbiac à 5h30 du matin. Des témoignages racontent que l'intervention policière a blessé plusieurs camarades, dont 2 grièvement. L'un d'entre nous serait actuellement entre la vie et la mort.

La version de la préfecture se pose en contradiction avec celle des personnes présentes lors de l'évacuation. Ces même personnes qui ont assisté à la scène. Nous exigeons de savoir : Combien y a t il de blessés ? Notre camarade est-il dans le coma ? Comment s'appelle-t-il(s) ?

Névache(hautes Alpes) résistance Anti fasciste libérons les frontières

Une centaine de militants du mouvement « Génération identitaire » ont lancé ce samedi matin une opération coup de poing dans la Vallée de la Clarée, à la frontière franco-italienne, dans les Hautes-Alpes.

Les militants, en majorité des Français, mais également des Italiens, des Hongrois, des Danois, des Autrichiens, des Anglais et des Allemands sont en train de grimper en raquette le col de l'Échelle (1 762 m) enneigé pour « contrôler la frontière ».

[no tav infos](#)

Rendez-vous antifasciste

Demain (dimanche 22) 11 h on se retrouve à Bussoleno sur la place du marché, direction Névache (France)

À partir d'aujourd'hui, un groupe de néo-Nazis Français et italiens contrôler le col de l'échelle. Ils ont placé un réseau de plusieurs centaines de mètres et se disent déterminés à renvoyer en Italie toute tentative de franchissement de la frontière à travers les montagnes. Tout cela est inacceptable et il est urgent de donner une première réponse sans attendre.

Déjà aujourd'hui, certains camarades ont surveillé la situation, sur la photo le misérable spectacle, en regardant vers le col. Demain **nous devons être nombreux et aller libérer la frontière**. Construisons donc une caravane pour arriver sur place.

11 h00 rendez-vous sur la place à bussoleno, départ ensemble en voiture, étape à l'église de claviere vers 12.30 h, arrivée à névache et montée au col de l'échelle.

Rappelons que :

– à 10 h à l'église de claviere il y aura une initiative organisée par des Alpes libres qui finira juste après le déjeuner. Donc pour ceux qui sont déjà là il y aura la possibilité de se déplacer en voiture avec la caravane à venir (qui attendra la fin de l'initiative)

– à 15 h au cinéma de bardonecchia il y aura l'attribution du prix Bruno Carli à Richard chats d'open arms.

Nous réitérons donc l'invitation à participer aux deux rendez-vous et à se joindre au tour antifasciste à [Névache](#).

. Nos vallées nous appartiennent et nous ne pouvons pas laisser des

Fascistes dans la liberté de circuler à quelques jours du 25 avril.

Les partisans qui, dans ces montagnes, ont tout donné, même la vie, se retournent dans la tombe.

Nous construisons ce premier rendez-vous avec l'objectif de **libérer la frontière et de construire des initiatives jusqu'à ce que cela se fasse, fascistes, gendarmes ou policiers qu'ils soient**.

Maintenant et toujours résistance !!

Angers et sa région (Maine-et-Loire) : Les fachos ont des noms et des adresses

Le Courrier de l'Ouest / Vendredi 20 avril 2018

Dans la nuit de lundi à mardi, de nombreuses inscriptions antifascistes ont été taguées à Angers, Chazé-Henry dans le Segréen (sur le mur d'un cimetière) et Niaffles en Mayenne. Parmi les cibles visées par ces tags, la maison de Pascal Gannat, ex-chef de file du Front national dans les Pays de la Loire et celle de Gaëtan Dirand, ex-secrétaire départemental du FN.

Les autres personnes visées sont des membres de L'Alvarium ou leurs proches. Ce local, basé avenue Pasteur à Angers et qui héberge l'association « Nouveaux sarments – Anjou populaire », a lui-même [été dégradé à deux reprises ces dernières semaines](#).



Depuis son ouverture fin janvier, le bar L'Alvarium cristallise les tensions. Ses membres, sous le statut d'association, assurent œuvrer dans l'aide aux Français les plus démunis. D'autres, partis politiques, syndicats ou associations, y voient un repaire d'identitaires d'extrême droite

La majorité des victimes de ces dégradations ont déposé des plaintes. Des enquêtes ont été ouvertes.

This entry was posted in [Antifa](#) and tagged [Angers](#), [Chazé-Henry](#), [Maine-et-Loire](#), [Mayenne](#). Bookmark the [permalink](#).

[Périgueux \(Dordogne\) : Dégradations de la permanence du député LREM](#)

Des policiers du commissariat de Périgueux, situé au bout de la rue, ont réalisé des relevés ce vendredi. « C'est affligeant », a déploré Philippe Chassaing en découvrant les dégâts causés. Il a l'intention de déposer plainte. [...]

C'est la seconde fois que la permanence du parlementaire est visée. « Mais la première fois, il s'agissait d'affiches avec des revendications de cheminots, c'était totalement différent », relève un membre de l'équipe du député

[Brest \(Finistère\) : Moins d'une semaine après l'inauguration de la nouvelle permanence LREM ...](#)

Le Télégramme / Dimanche 22 avril 2018

La permanence des élus LREM (La République en Marche) à la Métropole a été inaugurée dans le quartier de Saint-Martin. **Son intégrité de façade n'aura duré qu'une semaine puisque dans la nuit de vendredi à samedi, elle a été largement repeinte aux sons de slogans particulièrement hostiles et même menaçants.** Sur son compte Twitter, Marc Coatanéa, l'un des élus, se dit scandalisé par la méthode et réplique fermement que « La lâcheté n'a d'égale que l'idiotie des auteurs. Nous ne céderons jamais face à la violence ! ».



[Ambert \(63\): des précisions sur l'enquête en cours](#)

Pour rappel, le matin du 28 mars ont eu lieu à [Ambert](#) (63) trois perquisitions. Celles-ci ont été ordonnées dans le cadre d'une enquête sur la tentative de destruction par le feu d'un véhicule d'Enedis dans la même ville dans la nuit du 8 au 9 juin 2017. L'une de ces perquisitions visait un squat dans lequel les gendarmes ont découvert trois « dispositifs de confection artisanale pouvant s'apparenter à des engins incendiaires », en l'occurrence « des bouteilles contenant un liquide et sur lesquelles étaient serties des blocs blancs pouvant être des allumes-

feux » (tous les termes apparaissant entre guillemets dans ce texte sont ceux de la justice). Deux personnes ont été placées en garde à vue (60 heures), puis en détention provisoire avec un mandat de dépôt criminel d'un an. Ils sont mis en examen pour les faits suivants : « tentative de destruction volontaire du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes en bande organisée », « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime » et, pour l'un des deux seulement, « refus de se soumettre au prélèvement biologique destiné à l'identification de son empreinte génétique par une personne soupçonnée d'infraction entraînant l'inscription au FNAEG ». Les deux compagnons ont fait appel de leur mise en détention et, après deux semaines enfermés l'un à Riom et l'autre à Montluçon, ils sont passés à la cour d'appel de Riom le 17 avril. Ils ont été relâchés le jour même sous contrôle judiciaire.

Le présent texte tente de rassembler et de communiquer les différents éléments de cette affaire qui reste pour le moment très opaque. Les inculpés et l'avocat n'ont pour le moment pas pu avoir accès au dossier. À l'heure où la toile de la répression s'agite aux quatre coins du pays (a-t-elle jamais cessée de le faire ?), il semble important de transmettre le maximum de détails quant aux modes opératoires, aux rythmes et aux connaissances du tandem police/justice (tout en gardant à l'esprit que chaque enquête, chaque affaire a ses spécificités).

L'enquête

Comme évoqué précédemment, tout commence le 9 juin 2017 lorsque un employé d'Enedis retrouve sur le pneu d'un véhicule un « engin incendiaire » constitué d'une bouteille de liquide inflammable, d'un bloc d'allume-feu et de bougies d'anniversaire. Ce dispositif ne s'était pas enflammé. Aucune trace d'ADN n'a été retrouvée sur celui-ci.

Une enquête de flagrance puis une enquête préliminaire sont entamées par les gendarmes de la brigade d'Ambert puis par la section de recherche de Clermont-Ferrand. Ils rattachent ces faits à la « mouvance anarchiste ou d'extrême-gauche » en les reliant avec d'autres commis et revendiqués dans les mêmes semaines contre Enedis ailleurs en France. Le 14 décembre 2017, une information judiciaire est ouverte et l'enquête est maintenant entre les mains d'Anne Morin, juge d'instruction du TGI de Clermont. C'est à ce moment qu'apparaissent les chefs de « tentative de destruction volontaire du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes en bande organisée » et « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ».

L'enquête cible donc des personnes d'Ambert appartenant au « mouvement anarchiste » et plus particulièrement à certaines fréquentant un squat. D'après ce qu'il a été compris du dossier lors des audiences, les gendarmes ont pu utiliser les gros moyens : filatures, écoutes téléphoniques, balises de géolocalisation sur au moins deux véhicules, prises d'images des personnes entrant et sortant du squat. Ces investigations leurs permettent de constater d'une part que ce lieu est fréquenté par de nombreuses personnes, d'autre part qu'il y a un recours à de fausses identités, notamment pour l'ouverture du contrat d'électricité et sur la boîte aux lettres (ce qui est monnaie courante pour ouvrir des squats). Cela leur permet donc de déduire que ce « souci de préserver leur anonymat » témoigne d'une volonté de vivre dans « une certaine forme de clandestinité ». De la même manière, les déplacements, surtout lorsqu'ils sont faits sans téléphone, deviennent suspects.

Ces six mois d'enquête, malgré les moyens importants qui lui étaient alloués, n'auront pas permis de prouver d'une quelconque manière la participation de certaines des personnes surveillées aux faits reprochés. La juge d'instruction ordonne donc la perquisition de trois domiciles le 28 mars dernier.

Les perquisitions

Les perquisitions ont commencé le matin vers 8h30. Les enquêteurs/rices découvrent relativement rapidement dans le squat trois « bouteilles contenant un liquide et sur lesquelles étaient serties des blocs blancs pouvant être des allumes-feux ». La personne encore présente sur les lieux est donc placée en garde-à-vue avec effet

rétroactif, de même qu'une autre personne perquisitionnée dans un autre endroit (la GAV a donc commencé officiellement dès le début de la perquisition). La perquisition du squat durera jusqu'à 19h30. Y participent, en plus d'une dizaine d'officiers de la section de recherche de Clermont-Ferrand, une dizaine de gendarmes du PSIG (avec leurs cagoules et leurs fusils), 3 membres des Ntech (spécialistes des nouvelles technologies) et 2 techniciens d'investigation criminelle (police scientifique). Dans chacun des trois lieux perquisitionnés, les gendarmes placeront sous scellé :

- tout le matériel informatique et numérique (ordinateurs, clés USB et cartes SD, disques durs externes, imprimantes, appareils photo, lecteurs MP3)
- du matériel de « propagande » (brochures, affiches, stickers, livres), particulièrement tout ce qui faisait « l'apologie de délits contre les forces de l'ordre et l'autorité »
- des documents attestant de l'identité des personnes présentes, étant passés par là ou étant en lien avec des personnes fréquentant le lieu (papiers d'identité, factures, correspondances, le moindre bout de papier où figurait un nom ou un numéro de téléphone)
- des objets permettant de récupérer de l'ADN (couverts, fonds de cendrier, brosse à dent, gants)

Les téléphones sont exploités et laissés sur place.

Les suites...

La GAV des deux compagnons sera prolongée à deux reprises. Ceux-ci gardent le silence et la juge d'instruction les met en examen des chefs précédemment cités. Elle demande le placement en détention provisoire, qui sera accepté par le JLD, en faisant bien comprendre que ce n'est pas dans l'intérêt des inculpés de garder le silence. À noter pour des faits relevant de la juridiction criminelle, le mandat de dépôt est d'un an renouvelable une fois. Cependant, la « bande organisée » est une circonstance aggravante permettant de prolonger la détention provisoire jusqu'à quatre ans.

Ne pouvant donc pas être détenus dans le même établissement sous prétexte des nécessités de l'instruction, l'un des compagnons sera envoyé au centre pénitentiaire de Riom, l'autre à la maison d'arrêt de Montluçon. Après deux semaines de détention, les deux compagnons ont comparu le 17 avril devant la cour d'appel à Riom, où il a été estimé que le contrôle judiciaire serait suffisant pour éviter la concertation entre les suspects, la disparition de preuves et la réitération de délits ou de crime.

Deux éléments semblent avoir particulièrement concouru à cette remise en liberté. D'une part, pour des raisons inconnues, l'audience ne s'est pas tenue à huis clos, invalidant de fait l'argument de la préservation du secret de l'affaire. D'autre part, le procureur (ou pour être exact l'avocat général) n'a pas hésité à dire et à répéter que le motif principal du placement en détention provisoire était de forcer les deux compagnons à parler et à coopérer (ce qui ne figure pas encore dans le code pénal). L'avocat s'est donc saisi de ces deux éléments pour agrémenter sa plaidoirie. On peut également penser que la disproportion entre les faits – tentative de destruction d'un véhicule – et l'arsenal judiciaire déployé – juridiction criminelle, donc passage en cour d'assise –, disproportion pointée par le procureur lui-même, a eu un impact.

Les deux compagnons sont donc dehors sous contrôle judiciaire. Pour l'un d'eux, les contraintes sont : fixer sa résidence au xxx dans l'agglomération clermontoise, ne pas sortir des limites du Puy-de-Dôme, ne pas aller dans le squat, pointer deux fois par semaine au commissariat et ne pas entrer en contact avec six personnes. Pour l'autre : fixer sa résidence au xxx à Ambert, ne pas aller dans le squat, pointer deux fois par semaine à la gendarmerie et ne pas rentrer en contact avec six personnes.

Malgré le soulagement ressenti à l'annonce de cette remise en liberté, personne n'oublie une seule seconde que l'affaire se poursuit. Il ne fait aucun doute qu'elle s'inscrit dans un cadre dépassant largement les faits ambertois. Il suffit de savoir qu'à deux jours d'intervalle ont eu lieu d'autres perquisitions à Toulouse, Amiens et Limoges pour supposer une coordination à l'échelle nationale des enquêtes ciblant les anarchistes. Et il y a malheureusement fort à parier que l'État s'échine dans d'autres coins du pays à mettre de nouveaux coups de pied dans la fourmilière. Ce ne sera pas la première fois et probablement que ce ne sera pas non plus la dernière. Espérons que ce partage d'informations sur les situations locales, qui a déjà commencé et qui sera amené à se poursuivre, permette à chacun.e d'avoir une idée plus claire de ce qui se joue et ait pour résultat d'enrayer au maximum la machine répressive.

[Publié le samedi 21 avril 2018 sur [Indymedia-Nantes](#).]

Article du journal *La Montagne*

Des velléités incendiaires ?

La Montagne | 19 avril 2018

Soupçonnés d'avoir voulu incendier des voitures sur le parking d'enedis, à Ambert, en juin 2017, deux trentenaires ont été remis en liberté par la chambre de l'instruction de Riom, mardi.

La découverte de cet agent d'enedis, à Ambert, le 9 juin 2017, est si étrange qu'il prévient les gendarmes. Un curieux bricolage est posé sur la roue de l'une des voitures de la société, sur le parking.

Ce dispositif incendiaire est rudimentaire : une mèche, un allumefeu et un réservoir de liquide inflammable.

Une enquête est ouverte. La piste de l'extrême-gauche est envisagée. Les soupçons se portent sur un groupe qui gravite autour d'un squat d'ambert. Surveillances, investigations téléphoniques, voitures géolocalisées... « Dans ce dossier, on a utilisé un marteau pour écraser une mouche », s'est indigné Me Jean-Louis Borie, avocat des mis en cause.

Les enquêteurs découvrent que les personnes qui fréquentent ce lieu utilisent régulièrement des identités d'emprunt. « Ces personnes sont soucieuses de préserver leur anonymat et une certaine forme de clandestinité », relate le président de la chambre de l'instruction.

Perquisitions et interpellations

Le 28 mars, les gendarmes perquisitionnent trois domiciles, dont le squat. Deux trentenaires sont interpellés. Les enquêteurs mettent la main sur trois engins similaires à celui trouvé chez Enedis. Ils saisissent en outre des documents d'orientation anarchiste et d'autres témoignant d'une relative adhésion aux actions violentes envers les forces de l'ordre. « Les gendarmes ont soigneusement choisi les documents qui les intéressaient. Ils n'ont rien pris des livres sur l'art ou sur la culture musicale », ironise Maxime H., l'un des mis en cause.

Les deux suspects sont mis en examen pour « tentative de destruction volontaire du bien d'autrui par moyen dangereux en bande organisée » et « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ».

Incarcérés à l'issue de leur mise en examen, Maxime H. et Clément A. ont tous deux fait appel de leur placement en détention provisoire, mardi, devant la chambre de l'instruction de Riom. Les magistrats ont tranché en leur faveur et les ont libérés sous contrôle judiciaire.

« La question de la validité de la mise en examen va se poser prochainement devant la chambre de l'instruction », prévient Jean-Louis Borie.

Toulouse, France : Récapitulatif au sujet de la répression de la révolte et communiqué des prisonniers de Seysses

13 personnes devaient être jugées en comparution immédiate vendredi 20 avril 2018 à Toulouse, après [les nuits d'émeutes qui ont éclaté](#) après la mort d'un détenu à Seysses. 7 des 13 prévenus ont demandé le report de leurs procès, afin de parfaire leur défense. Quatre d'entre eux sont (notamment) poursuivis pour violences commises en réunion. Leurs audiences se tiendront donc au mois de mai.

Deux autres personnes – un homme de 38 ans et une femme de 24 ans – ont été relaxées pour leur participation aux émeutes. Ces deux personnes, que les journaux d'Actu Côté Toulouse qualifient de « *membres de l'ultra-gauche toulousaine* » participent à la lutte en cours à l'Université du Mirail. Les deux ont été relaxées pour le chef de « *participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens* ». En revanche, ils ont été condamnés à un mois de prison avec sursis pour « refus de se soumettre au prélèvement biologique » destiné à l'inscription au Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG). La jeune femme, étudiante au Mirail, a également écopé de 500 euros d'amende pour « *avoir fourni une identité imaginaire* » aux policiers. Deux autres personnes, qui avaient été interpellées en même temps, accusées elles-aussi de faire partie de « *la mouvance d'ultra-gauche* » et de « *s'être faufileés parmi les émeutiers* », ont vu leur audience reportée à une date ultérieure. Deux hommes de 18 et 19 ans ont également été condamnés à des peines de six mois de prison ferme (sans mandat de dépôt) pour « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique ».

Un homme de 24 ans, interpellé en possession d'un laser, est lui accusé d'avoir ébloui le pilote de l'hélico de la gendarmerie qui survolait la zone: il a été condamné à trois mois de prison avec sursis, 210 heures de travaux d'intérêt général, et un stage de citoyenneté.

Enfin, un sans-papier Tunisien vivant en Espagne, interpellé dans les coursives d'un immeuble, a été relaxé pour le chef de « participation aux émeutes » mais condamné à deux mois de prison avec sursis et interdiction de territoire français pendant trois ans.

Pour rappel, un émeutier de 18 ans (casier vierge) avait écopé mercredi 18 avril de six mois de prison, dont **trois mois ferme**, sans mandat de dépôt pour avoir des pierres sur une voiture de police.

Si plus d'une centaine de prisonniers ont refusé de remonter en cellule plusieurs jours de suite cette semaine, c'est parce que c'est tout ce qu'on peut faire pour protester, ici. J. est mort au mitard, et l'autopsie aurait conclu à un suicide. Mais on sait que ce n'est pas le cas, car il y a des témoins qui étaient présents dans les cellules environnantes lors de son passage à tabac, qui ont tout entendu, qui ont assisté à tout ça. C'est suite à un déferlement de coups que J. est mort samedi. Pensez-vous que nous serions 200 prisonniers à refuser de remonter en cellule et à déployer une banderole dans la cour de promenade si nous n'étions pas convaincus de leurs mensonges ?

Tous ceux qui sont passés par le quartier disciplinaire pourront témoigner des humiliations qu'ils y ont subi, des insultes racistes, des crachats à la figure, des ordres donnés comme si on était moins que des chiens... Là-bas, celui qui a le malheur de « la ramener » peut finir comme J. : pendu. Aucun droit n'est respecté dans ce mitard. Les promenades ont lieu au bon vouloir des surveillants, et en général il n'y en a pas. L'accès aux douches nous y est refusé, et il peut se passer quinze jours sans qu'on puisse y aller. Pareil pour l'accès au feu, pour allumer une cigarette : c'est maximum trois fois par jour et ils usent de beaucoup de zèle, il faut presque les supplier. La peur y règne, et y aller est pour chacun d'entre nous, prisonniers, une vraie descente aux enfers.

Cet hiver, plusieurs prisonniers se sont retrouvés dans ce mitard sans matelas, sans couverture et sans vêtements, alors qu'il faisait moins cinq degrés. Juste parce qu'ils avaient tapé sur la grille de leur cellule pour

réclamer à manger ou avoir du feu. Ils ont dû dormir par terre, nus, sur un coussin, et manger « la gamelle » dans des barquettes qui arrivaient ouvertes, apparemment déjà utilisées.

J. a été battu par cinq ou six surveillants, pendant plus d'une demi-heure. Puis il y a eu un grand silence, et les surveillants se sont mis à discuter entre eux, à estimer son poids et sa taille pour s'accorder sur une version des faits. Puis ça a été l'heure de la gamelle et, quand sa cellule a été rouverte, ils ont fait mine de le découvrir pendu. Alors le Samu est intervenu et a tenté de le réanimer, en vain. Le lendemain, ils ont libéré tout le monde du mitard et personne n'a été entendu, même pas le chef ni les gendarmes. Ça montre bien qu'ils ont des choses à cacher, qu'on ne vienne pas nous dire le contraire.

Certains d'entre nous (sur)vivent dans cette prison de Seysses depuis plusieurs années, ou y font beaucoup d'allers-retours. Cette situation n'est pas nouvelle, et d'autres « morts suspectes » ont eu lieu ici ces dernières années. Nous avons vite compris que notre parole ne valait rien face à la leur, mais nous savons aussi que beaucoup dehors s'interrogent ou ont déjà compris leur petite mascarade. Qui tue.

C'est très difficile pour nous de donner des preuves de ce qu'on avance. Ici, nous sommes enfermés, et chaque information qui arrive dehors risque d'avoir de graves conséquences pour nous. Pourtant il faut que ça se sache, car nous sommes en danger de mort. Les surveillants jouent avec nos vies dans ce quartier disciplinaire.

C'est plus que de l'humiliation ; ils nous terrorisent, et ce qui est arrivé à J. pourrait arriver à chacun d'entre nous.

Nous dénonçons aussi les pressions qui sont faites sur les prisonniers qui ont assisté aux faits. Les témoins malgré eux de ce qui s'est passé samedi dernier subissent des pressions psychologiques et sont très clairement menacés de transfert. Tout semble mis en place pour les pousser à bout. Ainsi, cinq d'entre nous ont déjà été transférés suite au blocage de la promenade et sont désormais à Lille, Bordeaux, Sedequin... Considérés comme « meneurs », on ne les a même pas laissé embarquer leurs affaires personnelles. C'est comme ça que la prison est tenue maintenant, en nous menaçant d'un « transfert disciplinaire » qui nous éloignerait encore plus de familles et de nos proches.

Nous exigeons que la direction de la Maison d'Arrêt remplace immédiatement cette équipe de surveillants, il est évident que c'est la première chose à faire. La petite équipe sadique de matons du mitard, nous, prisonniers, la surnommons « l'escadron de la mort ».

Ici, on est spectateurs du désespoir humain, et on sait tous que J. pourrait être n'importe lequel d'entre nous. Il a été battu à mort parce qu'il tapait dans une porte : il n'en pouvait plus d'attendre, coincé dans la « salle d'attente » de la prison, sans fenêtre. Il voulait juste regagner sa cellule. Ils sont venus et l'ont plié.

On ne soigne pas le mal par le pire. Nous voulons que tout cela cesse.

Que celui qui est condamné à aller au mitard puisse au moins conserver sa dignité et que ses droits fondamentaux soient respectés.

Nous voulons que la vérité soit faite sur la mort de J. et qu'une telle horreur ne puisse plus se reproduire, ni ici, ni ailleurs.

Nous nous associons à la douleur de la famille et sommes prêts à témoigner si elle le désire.

Des prisonniers de la M.A. de Seysses

[Publié sur iaata.info]

Cussac-sur-Loire, France : Attaque incendiaire contre les bureaux d'Eurovia (Vinci) – 10 avril 2018

Dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 avril, peu de temps après une manifestation de soutien aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes devant la préfecture du Puy-en-Velay, on apprend dix jours plus tard par la presse locale qu'un incendie a causé de gros dégâts dans les locaux administratifs de l'entreprise de travaux publics Eurovia (groupe Vinci), sur la zone d'activité du « Comté-de-Foix » à Cussac-sur-Loire.

Même si l'incendie s'est éteint de lui-même, les bureaux ont été retrouvés dans un piteux état : outre le bureau sinistré, les plafonds des pièces adjacentes ont également été fortement endommagés. Une fenêtre a également été cassée. Il semblerait d'après les gendarmes que l'incendie ait été déclenché à l'aide d'un cocktail Molotov.

La Casemate, un journaliste, des entreprises de « haute technologie » et la région AURA sont dans un bateau...

France 3 vient de sortir un article annonçant le prochain possible financement de la réfection de la Casemate par la région Auvergne-Rhône-Alpes. [À hauteur de cent-mille euros](#) ! Oui, rien que ça.

Journaliste, sais-tu lire ?

Bon, je pourrais déjà commenter rapidement l'amateurisme certain de l'auteur de l'article, qui enchaîne les erreurs et les raccourcis grossiers.

Je déduis de ma simple capacité à lire que je peux faire un meilleur boulot qu'une personne payée pour faire de l'information.

Pour commencer, il donne le lien de la revendication de l'incendie de la Gendarmerie de Grenoble en septembre dernier. Oui, à la place de la revendication de l'incendie de la Casemate, qui a eu lieu deux mois plus tard.

Plus loin, l'auteur de l'article donne un lien vers ce qu'il présente comme un autre texte des incendiaires présumés... sur Indymedia Nantes. Alors que le texte est le même que [celui en réalité publié sur Indymedia Grenoble](#)... mais à un autre endroit que ce qu'il indiquait.

On passera rapidement sur l'utilisation du terme « technophobe », volontairement orienté : après tout la neutralité est un mythe de journaliste et je ne saurais pas lui reprocher. Peut-être aurait-il pu utiliser « technocritique » ?

Enfin, il écrit que « le site Indymédia récuse l'appellation anarcho-libertaire » en pointant la republication de l'article « [Guillotinons les anarcho-libertaires](#) »... Oui sauf que...

- ▶ en fait, cet article n'a pas été écrit par l'équipe d'Indymedia Grenoble... et c'est indiqué dans le chapeau de chaque article. Il n'a pas du aller au delà du titre de celui-ci.
- ▶ que l'article ne cherche pas à dédouaner Indymedia Grenoble de l'appellation d'« anarcho-libertaire » : il met en exergue le pléonasme, et en critique l'utilisation. Pléonasme que le type de France 3 continue lui-même à utiliser. Peut-être que s'il lit cet article (à condition d'être capable de lire en plus d'écrire trop vite et sans vérification), il cessera d'utiliser ce pléonasme. Incessamment sous peu. Peut-être même au jour d'aujourd'hui. À partir de dorénavant. Après avoir reçu une autorisation préalable de son chef supérieur (c'est important la hiérarchie pour se dédouaner de son incompétente impéritie).

Bref...

Cet article nous apporte quand-même cette information : la Casemate, repère d'« idiots utiles » (dixit le Postillon) va toucher 100 000 balles de plus.

Paye ta Casemate

Alors bon, je ne vais pas défendre ou attaquer sur la pertinence l'incendie de ce bâtiment (d'autant que ça risquerait de faire refuser cet article) au delà de ceci : au final, pragmatiquement, ça se sera avéré contre-productif.

Bon... Par contre ce qui se passe en terme de financement reste critiquable. On a vu ici des gens (des camarades de lutte ?) venir défendre la Casemate comme étant avant tout un lieu de partage de savoir et d'un moyen d'apprendre à s'autonomiser techniquement et à se séparer de grands groupes de type « GAFAM », pour reprendre l'expression à la mode.

Oui... mais non, en fait. Déjà, on pourrait faire des critiques sur la surface. Par exemple, [leur site internet](#) embarque des publicités et des traqueurs Google. Okay. Super cohérent.

Ou bien parler – par exemple – de [Marion Sabourdy](#) (la « chargée des nouveaux médias » de la Casemate), techno-dépendante, capable de passer plus de temps sur Twitter qu'un Antoine Back amphétaminé, ainsi que de faire des [conférences pour dire à quel point son réseau social fétiche, évidemment capitaliste et centralisé est vraiment trop trop bien](#).

Et ceci n'est justement que la surface d'une structure qui, comme le révélait encore le Postillon est ou a aussi été financé (régulièrement ou épisodiquement) par... Schneider Electric, Enedis, Giant ou STMicroelectronics, le Commissariat à l'énergie atomique, Génération Robots, Xerox, l'Institut des neurosciences, Orange...

Contrairement à ce qui a pu être avancé, **la Casemate n'est pas un lieu d'émancipation**. À la lumière de ces faits, il faut être naïf pour ne pas le voir. Et dire que certains ont avancé de leur argent personnel pour la Casemate incendié par les vilains anarcho-libertaires.

Ou si elle l'est, c'est dans des marges hyper-restreintes. Si tel n'était pas le cas, elle ne recevrait pas de telles subsides. Si elle en reçoit c'est, au mieux, parce-qu'elle est l'outil de ces entreprise à « produire leur propre critique, à la laisser couler dans son sang pour mieux s'en immuniser ».

Alors bon, que la Casemate soit ainsi un outil du capitalisme numérique, c'est une chose... Qui devient plus gênante quand on se rend compte qu'en 2014 elle engloutissait déjà 1,7 millions d'euros par l'argent public (la Métropole, la ville de Grenoble, la région, l'État, l'Europe).

Fallait-il vraiment engloutir 100 000 balles de plus d'argent régional dans cet outil de promotion ou de « *damage control* » pour grands noms de l'électronique ? Alors que ces grands noms le financent déjà par ailleurs ?

Mais au fond, c'est parfaitement cohérent avec d'autres politiques régionales menées par Laurent Wauquiez : financer les grosses boîtes, [comme récemment en Chine](#)... en espérant un retour sur investissement. Hypothétique. Dont profiteront d'autres moins fortunés par ruissellement (haha). Peut-être. Un jour.

Et si on faisait autre chose de cet argent ? À part nous rendre tous techno-dépendant. Avec l'aide de *l'autonomisation-knowledge-washing* de la Casemate.

À la théorie du ruissellement, opposons la théorie de l'inondation : une fois le pognon distribué à tous, on pourra renverser le bateau dans lequel sont la Casemate, le journaliste et toutes ces entreprises de merde et la région (liste non exhaustive)... **et les y noyer**.

Plus d'informations sur le site du Postillon :

► [Pour sauver le climat, ils plantent des arbres virtuels !](#) (Oct / Nov 2015 / N°32)

► [Les Makers m'écoeurent](#) (Avril-Mai 2017 / N°40)

Communiqué-invitation du squat de l'église de Clavières

Les passages clandestins d'exilé·es sont de plus en plus difficiles au col de Montgenèvre, près de Briançon : les migrant·e·s venant d'Italie arrivent plus nombreu·ses que cet hiver, et ne peuvent passer rapidement la frontière française. Jeudi soir, onze d'entre elleux, dont quatre femmes et trois enfants, ont passé la nuit dans la salle paroissiale, sous l'église de Clavières, située à deux kilomètres de la frontière française.

Illes ont été rejoint par une quarantaine d'autres vendredi, et une quinzaine samedi, ce qui aurait pu créer une situation humanitaire dramatique. Environ vingt personnes vivant des deux côtés des Alpes les soutiennent, sans appartenir aux associations d'aide aux migrant·e·s habituelles qui ont été beaucoup citées par les médias à propos de Briançon depuis décembre. Une vingtaine d'exilé·es ont décidé de passer en France à pied dans la journée, par leurs propres moyens.

L'État italien, resté passif cet hiver, a envoyé la police antiémeute contrôler ces passages en fin d'après-midi.

Deuxième communiqué de Chez Jésus

Vous recevez ce communiqué en raison de la situation préoccupante sur la frontière briançonnaise.

Depuis jeudi, nous occupons une salle à l'église de Clavières. À la frontière la situation s'est complexifiée ces dernières semaines. Le flux de personnes arrivant à la frontière est toujours plus important et les actions de solidarité mises en œuvre ces derniers mois ne sont plus suffisantes. Pour cela, nous ressentons encore plus le besoin de soulever le réel problème qu'est la frontière. Nous avons aussi occupé ces locaux de l'église car la nécessité d'avoir des temps et des espaces pour s'organiser et parler avec les personnes, arrivant chaque jour par dizaines pour traverser cette frontière, se fait de plus en plus sentir.

Dans le même temps, cette occupation ne veut pas invoquer une intervention des pouvoirs publics qui pourraient nous donner une réponse partielle d'accueil que la plupart de ces personnes fuient.

Nous préférons nous organiser en auto-gestion. Nous ne voulons pas « gérer » des personnes. Au contraire, nous voulons chercher la complicité avec celles et ceux qui se battent pour leur propre liberté de mouvement, à l'inverse du système d'accueil que nous connaissons qui ne fait rien d'autre que de légitimer le dispositif au frontière.

Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre pour un repas partagé. Rendez-vous demain dimanche 25 mars chez Jésus (sous l'église de Clavières) à partir de midi.

C'est cool si vous pouvez apportez votre repas, des couvertures, des gants, des écharpes, etc.

Demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions. Mais nous sommes une continuité. grenoble

Journée de repos. Moral dans les chaussettes. Rangement, déchetterie... et puis pourquoi pas acheter des outils pour bricoler du bois pendant les vacances avec les mômes ? Direction Casto, une scie à chantourner, des gants (la sécurité !), un panneau pas trop épais. En repartant je vois la direction « *Domaine universitaire* ». J'ai du temps devant moi, un peu d'énergie sociale : allons saluer les mobilisé·e·s !

Le campus a changé. La mobilisation est plus facile à suivre sur facebook que parmi cet enchevêtrement de bâtiments neufs. Presque 10 ans maintenant. Heureusement il subsiste un monolithe de béton repérable de loin : la BU, et son symétrique ébouriffé, les Jardins d'Utopie. Je retrouve mes repères. Je tourne autour de Stendhal ; on l'occupait en 2007, la LRU. Depuis, je m'étais promis de ne jamais remettre les pieds sur le campus. Mouvement taclé de tous les côtés, on était dans nos retranchements. Et ce n'était pas drôle. Petite pensée pour mon premier fils, directement issu de ces barricades éphémères. De la lutte surgit toujours la vie.

Je trouve une barricade devant Stendhal. Méfiance de rigueur des étudiants bloqueurs, mais je sais annoncer mes intentions. On m'indique un comité de mobilisation et un rassemblement devant des bâtiments que je ne connais pas. En fait si. Les noms seulement ont changé.

J'y vais. Mais demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions.

« Hé ! Tu vas bien ? ». Un camarade du CPE, de la LRU... en fait un camarade depuis mon arrivé à Grenoble lorsqu'il m'a présenté le projet « Antigone » qui n'était qu'un projet. Je suis surpris, je le pensais plus âgé que moi. En fait il a repris les études. Il me présente à l'entourage, fait référence à un journal franco-canadien du campus auquel je participais. On évoque les souvenirs : Mouvement contre les frais pédagogiques en 2005, CPE en 2006, LRU en 2007, les suites en 2008 et l'occupation du CROUS comme apothéose. On parle du DVD sur le CPE et de la commission Mémoire des Luttés. Putain ! YouTube et Facebook n'existaient presque pas !

Je lui explique mon taf actuel. « *J'ai choisis de mettre les mains dans le complexe* ». Je ne m'étends pas. Mais demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions.

Je me disais bien que sa tête me disait quelque chose sur le blocage tout à l'heure. La mémoire revient : un prof avec lequel on avait créé le RUSF. On échange. Il me fait le récit des dernières années : l'obtention du guichet préfecture sur le campus, les partenariats avec l'université qui sont plus faciles, les réunions avec 250 personnes... Ça fait plaisir. Il ne me cache pas les galères qui continuent et le double discours des dirigeants universitaires, prêts à s'engager sur la voie humanitaire mais propre à envoyer les flics taper les étudiants mobilisés.

Je lui explique mon taf actuel, comment on arrive à contourner certaines règles pour loger les sans-papiers. Je ne m'étends pas. Demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions.

Un salut à un camarade palestinien, un coup d'œil à une vieille militante immuable, un coucou à un employé de la fac avec qui on a lutté ensemble dans son quartier, un voisin de la Villeneuve autant étonné de me voir là que moi de le voir lui (et en fait non) ...

A force d'être rattrapé par le passé, on en oublie de dire et de voir ce qui nous entoure : une foule d'étudiants et de personnels de l'université, joyeuse, combattante, avec de l'envie. Pour quoi ? Comment ? Je ne sais pas, je n'ai pas voulu savoir. (Bon les ami-e-s, il faut aussi monter une commission communication pour pouvoir faire des tracts, et des journaux de la grève, et tout, et tout... !) Mais quand ça appelle à occuper, quand l'interrogation de la venue de la Police parcourt l'assemblée... Un frisson me raidit l'échine : « *C'est parti les ami-e-s ! Je suis avec vous !* », que je me dis. Ce serait trop facile. Connaître la joie d'être sur la barricade sans l'avoir construite, c'est un rêve petit bourgeois, et je me contenterai pour aujourd'hui de l'avoir frôlé.

Je repense à mon travail et à quelle barricade on essaye de construire là-bas. Mais demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions.

Soudain, un appel au micro : depuis le temps ils ont inventé les sonos portatives, fini le mégaphone pourri, ou la sono empruntée-réquisitionnée à EVE... « *On vous invite à débattre de l'université telle qu'on pourrait l'imaginer !* ». Je n'y suis pas allé. La fatigue. Mes enjeux de demain et d'après-demain. J'aurai pu. Et j'aurai pu

contribuer à un débat similaire il y a quelques années. Toute ces conneries sur les générations, toutes ces conneries sur les « *c'était mieux avant !* ». Fini le découragement façon « *j'ai raté ma chance !* » : Je me voyais, avant et maintenant dans les gens autour de moi. Des gens normaux. Plus ou moins jeunes. Plus ou moins victimes du monde ou de la mode. Une diversité unie dans l'envie de vivre. Une continuité.

Demain, j'ai rendez-vous avec d'autres contradictions. Mais nous sommes une continuité.

« **Aucun blessé** », « **Une personne dans le coma** », « **Des dégradations très coûteuses** »... **Que s'est-il vraiment passé à Tolbiac ?**

Retour sur les mensonges de la préfecture et de la présidence, mais aussi sur une communication parfois problématique de la part du mouvement (y compris sur Paris-luttes.info) suite à l'expulsion de Tolbiac.

Malgré l'évacuation de Tolbiac, le mouvement contre la sélection continue et même se renforce en d'autres endroits. Petit bilan critique de la grande confusion ayant cependant régnée les heures et les jours qui ont suivi la chute de ce bastion de la contestation.

Des dégradations mineures qui auraient pu être politiquement assumées

Déjà avant l'expulsion, c'était la stratégie de communication affichée par le président Haddad : faire passer les occupant-e-s pour des sauvages ayant complètement saccagé la fac. Une fois les flics ayant effectué leur sale boulot, tous les journalistes sont donc invités à entrer afin de constater ces terribles dégradations. Les caméras n'auront pourtant que quelques tags ainsi que des distributeurs abîmés à filmer, même si ça peut toujours faire son petit effet sur le téléspectateur ce n'est sûrement pas suffisant pour scandaliser le contribuable, alors annonçons des chiffres ! Haddad s'improvise ainsi expert en constat d'assurance, et balance le chiffre de 800 000€ de dégâts. Aujourd'hui, le ministère parle déjà plutôt de « 200 000 à 300 000€ » et on peut être à peu près sûr que la facture finale sera encore moins élevée.

Si ces chiffres peuvent sembler tout de même importants aux yeux du contribuable moyen, qui mettrait des années à mettre de telles sommes de côté, ils sont en réalité assez insignifiants à l'échelle du budget d'une université comme Paris 1. Ce dernier s'élève en effet en moyenne aux alentours de 220 millions d'euros par an (masse salariale comprise) [1], ce qui fait que le coût supposé des dégradations, même en admettant l'estimation haute du ministère, ne dépasse pas 0,14% du budget annuel de l'université... Même en ne considérant que le budget de fonctionnement hors masse salariale, qui tourne autour de 45 millions d'euros, cela ne représente pas plus de 0,67% du budget annuel. Tout cela est réellement insignifiant au regard des milliards qui manquent chaque année à l'enseignement supérieur et dans les services publics pour pouvoir fonctionner correctement, et ça l'est encore d'avantage au regard des conséquences de la sélection sur la vie de milliers de lycéen-ne-s dans les prochaines années. Rappelons par ailleurs que l'État dépense actuellement **300 000 à 400 000 euros par jour** [2] pour détruire des cabanes sur la zad, qui elles n'empêchent pourtant personne de passer ses examens (en chocolat ou pas).

Avec ces ordres de grandeur en tête, celles et ceux qui se scandalisent de telles sommes apparaissent tout de suite plus ridicules. Au lieu de condamner les dégradations en les renvoyant à quelques actes individuels (et exposant ainsi d'avantage à la répression les personnes ayant commis ces actes), n'aurait-il pas été plus judicieux de les revendiquer, notamment les tags, comme faisant intrinsèquement partie du processus de réappropriation de la fac par ses occupant-e-s ? Avant que la fac ne décide de faire un grand coup d'aseptisation suite au mouvement contre la loi travail en 2016, tous les amphis de Tolbiac étaient recouverts de tags, témoins des luttes passées. Cela n'a jamais empêché personne d'étudier, c'était même au contraire plutôt plaisant de se retrouver assis en cours dans l'amphi N entre un « Vive la Commune » et un « Trotsky tue le ski ».

Plus gros mensonge de la journée : la question des blessés

Une fois l'évacuation terminée, la préfecture se vante immédiatement dans un communiqué que cette dernière se serait effectuée « dans le calme », sans faire aucun blessé. Communiqué repris à son compte par Haddad puis par l'ensemble des médias dominants. Avec la diabolisation des occupant-e-s, c'était l'autre pendant de la stratégie de communication pour cette évacuation : faire passer les forces de l'ordre pour des gentils pas du tout violents, rendre l'envoi de CRS sur des étudiant-e-s acceptable auprès de l'opinion publique afin d'éviter tout élan de sympathie, que ce genre d'opération a souvent tendance à provoquer. Pourtant, s'il y a bien quelque chose dont on est sûr à propos de cette journée, c'est qu'il y a eu des blessés. Les témoignages sont en effet nombreux [3] et la préfecture finira elle-même par admettre en fin de journée qu'au moins une personne a été hospitalisée suite à l'expulsion.

Le mystérieux coma

Là où le bat blesse pour le mouvement, c'est en ce qui concerne la communication autour des blessés. Alors que le mensonge avéré de la préfecture à ce sujet est déjà en soi un fait scandaleux, à marteler de partout, toute l'attention va se cristalliser à partir du milieu d'après-midi autour de l'état de santé supposé d'un de ces blessés : un homme serait dans le coma. Si plusieurs témoignages concordent pour affirmer que quelqu'un s'est bien blessé à la tête - peut-être gravement - en tentant d'échapper à la police à l'arrière du bâtiment [4], à absolument aucun moment une source fiable n'a sérieusement pu donner de détails sur son état de santé. Pourtant de nombreux comptes twitters militants et/ou proches de l'occupation parlent de coma ou de quelqu'un qui serait « entre la vie et le mort », y compris Paris-luttes.info qui n'est pourtant pas réputé pour avoir l'habitude de relayer des informations non vérifiées. Si cette affaire [demeure mystérieuse](#) et mérite encore d'être éclaircie, les spéculations sur l'état de santé du blessé puis leur non-confirmation a eu pour effet de faire passer complètement au second plan le mensonge bien avéré de la préfecture qui avait soutenu contre l'évidence que tout s'était déroulé dans le calme.

Pas de leçon à recevoir pour autant

Alors il serait facile de remettre en cause la crédibilité des relais militants qui se sont fait écho de cette histoire de coma, pourtant si on fait le bilan de la journée les médias traditionnels ne sont eux non-plus pas exempts de critiques : quasiment tous ont relayé le premier communiqué de la préfecture sans chercher par la suite à avoir plus d'informations sur d'éventuels blessés auprès des étudiant-e-s. Si la liste de toutes les fausses informations dont on est régulièrement abreuvé serait longue à faire, rappelons juste au passage qu'en 2016 lors d'une manifestation contre la loi travail la préfecture avait elle-même communiqué de son côté au sujet d'un policier dans un état « d'urgence absolu » [5], dont on n'avait pas eu de nouvelles par la suite car il s'était probablement révélé bien moins grave qu'annoncé [6]... Bref ce n'est pas pour autant une raison de faire comme eux, alors restons vigilants à toutes les informations que nous diffusons, y compris et même surtout dans les moments de grande confusion comme après une violente expulsion.

C.B

[1] Chiffres 2014 et 2015 [2] [Source](#)[3] Certains recueillis [ici](#)[4] Notamment recueillis par [Reporterre](#)[5] <https://twitter.com/prefpolice/status/725712559530192896>[6] De mémoire le flic avait pris un pavé dans la gueule et il a eu le nez cassé

[Clavière – Briançon] En traversant la frontière... Manifestation contre toutes les frontières !! (répression+ MAJ)

Pendant que la vermine identitaire fanfaronnait au col de l'échelle ce week-end, la lutte contre les frontières s'organisait de chaque côté des versants alpins. Une quarantaine d'exilés ont pu arriver accompagnés par un cortège de 300 personnes jusqu'à Briançon. Ci-dessous, un communiqué publié par le Refuge autogéré Chez Jésus à Clavière.

Hier, Dimanche 22 Avril, 300 personnes sont parties depuis Clavière, pour traverser la frontière. Après une matinée de discussions et de rencontres sur le thème des « Alpes, frontières et résistances » et un repas partagé devant le Refuge Autogéré Chez Jésus, nous nous sommes organisé·e·s, exilé·e·s et solidaires, ensemble, contre toutes les frontières.

Nous avons marché ensemble et unis, et nous avons bloqué la route qui va de Clavière jusqu'à Briançon. Ceci pour donner un signal clair aux fascistes et à la police, et en réponse à la militarisation qui s'est développée et a complètement bloqué la frontière ces derniers jours. Il s'agissait bien d'une chasse à l'homme, nocturne et diurne. Hier, la traversée de la frontière était aussi une réponse à la manifestation des néo-fasciste de « génération identitaire » au Col de l'Échelle. Si les militaires et les fascistes veulent bloquer les frontières, alors nous continuerons à lutter afin que celles-ci soient abattues.

La semaine passée, avec la fin de la saison touristique, la frontière italo-française du Montgenèvre a changé de visage : elle a perdu son image de « village de ski » pour devenir le lieu de villégiature de dizaines de militaires, qui sont venus s'entraîner à la guerre en chassant les exilé·e·s. Et c'est bien d'une chasse qu'il s'agit : des patrouilles de nuits de dix, vingt personnes surveillent les sentiers qui traversent la frontière, équipées de torches et de moto-neige. Ils sont à la recherche de ceux qui, déterminé·e·s à continuer leur vie en dehors de l'Italie, tentent chaque jour de traverser cette frontière, perméable seulement pour ceux qui détiennent le privilège du lieu de naissance ou de la richesse.

En conséquence, les nuits passées ont été le théâtre de véritable guet-apens des militaires et des gendarmes dans les bois. Les refoulements en masse ont bloqué des dizaines de personnes au Refuge Autogéré Chez Jésus, sans possibilité de passage.

Ceci, ainsi que la présence néo-fasciste au Col de l'Échelle, nous a poussé·e·s à choisir de rompre, en nombre et à la lumière du jour ce dispositif de frontière qui tente de rendre la traversée impossible à ceux qui ne sont pas les bienvenu·e·s.

Afin que toutes et tous voient et entendent, contre l'utilisation politique et économique des flux migratoires et contre tout le dispositif qui se met en place pour leur « gestion ».

Hier, nous avons marché pendant 19 kilomètres sur le sentier et sur la route, déjouant les tentatives d'interruption du cortège de la police française, déterminé·e·s que nous étions à atteindre l'objectif de cette marche.

Nous sommes arrivé·e·s à Briançon pendant l'après-midi. Nous sommes rentré·e·s dans la ville à 300, en chantant des chœurs et slogans contre les frontières, les fascistes et les contrôles de police. Pour une fois, personne n'a été obligé de se cacher dans la nuit et la neige, personne n'a marché pendant des kilomètres pour être repoussé par la police au point de départ. Un jeu de l'oie qui tue.

L'arrivée à Briançon a été la conclusion d'une belle journée de lutte. Nous sommes arrivé·e·s au centre de Briançon et les festivités ont commencé. C'est justement à ce moment là que la police a commencé sa chasse à

l'homme : peu après nous avons su que neuf manifestant·e·s avaient été arrêté·e·s en petits groupes, quand ils étaient éloigné·e·s du rassemblement. Ils ont été bloqué·e·s sur le trottoir, aligné·e·s, menotté·e·s et emmené·e·s. 4 personnes ont été libérées ce matin. Tous les autres sont encore en état d'arrestation. Hier les gendarmes ont essayé d'arrêter un autre

camarade après l'avoir jeté à terre et malmené. La frontière est faite d'uniformes, de bâtons et de dispositifs de division. C'est à nous de trouver les mécanismes de l'engrenage pour ensuite, le détruire.

Nous voulons la libération immédiate de tout·e·s les camarades arrêté·e·s. La frontière est seulement une ligne imaginaire. Si nous nous organisons ensemble pour la combattre, nous réussirons à la faire disparaître, et nous l'avons démontré hier.

LIBERTÉ POUR TOUT·E·S LES CAMARADES ARRÊTÉ·E·S !

informations concernant la répression en cours

trois italiens libérés lundi soir , deux suisse encore retenus. une dernière italienne Léonora sera jugée demain

Sur les réquisitions du procureur de la République Raphaël Balland, les trois prévenus ont été placés en détention provisoire dans l'attente de leur jugement, le 31 mai.

les deux copains sont enfermés à la maison d'arrêt pour hommes de Gap , la copine à la maison d'arrêt des femmes des Beaumettes de Marseille

sur la comparution immédiate pour aide au passage irrégulier des copains interpellés à Briançon: site à la demande de délais, mise en détention provisoire jusqu'au 31 mai date du procès, une première dans le cadre de délit de solidarité, risque de non représentation est infondé au vue de la situation des potes et de plus ils ont des avocats qui les représentent , le procureur mélange les événements des derniers jours, occupation, carnaval, fachos « qui n'auraient commis aucun délit », marche de soutien aux migrants. Pour le plaider le risque e réitération des faits et le risque de non représentation!!

décision totalement injuste , **mobilisons nous contre tous les enfermements**, tous solidaires, d'être impliqués pour les mêmes faits

rendez vous Briançon le jeudi 26 à 12h au parc de la chap, Gap vendredi 27 à 18h devant la MA

Paris : La direction chiffre les dégâts après l'expulsion à Tolbiac... et « La Commune Libre » se dissocie

Le Point / Vendredi 20 avril 2018

Amphis tagués, matériel informatique détruit, matelas et détritus à même le sol: l'heure est au bilan à la fac parisienne de Tolbiac, évacuée vendredi au petit matin par les CRS et transformé en capharnaüm après trois semaines d'occupation. « Regardez toutes ces dégradations, ces tags », souffle Florian Michel, directeur du centre qui s'improvise guide officiel pour quelques journalistes.



Dès l'annonce de la fin de l'évacuation à 6H00, la direction du site de Tolbiac, aussi appelé Pierre Mendès-France et qui accueille en temps normal près de 12.000 étudiants dans le XIII^e arrondissement de Paris, s'est activée pour évaluer **les dégâts qui pourraient s'élever à plusieurs centaines de milliers d'euros. [...]** **L'entrée principale est, elle, entièrement taguée.**

Dans la « fosse » du site, des bouts de verre témoignent des heurts qui ont éclaté tôt dans la matinée quand des occupants ont jeté des bouteilles sur les policiers venus en nombre pour lever le blocage.

Dans un amphi, le matériel audiovisuel a été arraché, les écrans de projection détruits [...] Dans la cafétéria réaménagée en cuisine collective, **les distributeurs de boissons ont été vidés et détruits.**

Le service technique est déjà à pied de oeuvre. **Plusieurs boîtiers permettant d'ouvrir des portes ont été fracturés par les occupants qui voulaient empêcher l'entrée des forces de l'ordre.**

NdAtt: « La Commune Libre de Tolbiac », via un communiqué publié sur les réseaux sociaux, montre à tou.te.s qu'elle n'est donc pas si libre que ça. Elle utilise le même langage moisi que les partis et les syndicats dont elle dit se démarquer. Admirez donc un peu cette prose de dissociateurs:

Selon l'administration du centre Pierre Mendès France "des bandits qui n'attendent que le moment opportun pour dévaliser le centre" auraient causé "des dégradations énormes et de tous ordres" et ces dégradations se chiffrent entre 600 000€ et 800 000€ d'après ses dires.

Les étudiant.e.s mobilisé.e.s de Tolbiac veulent répondre.

D'une part la Commune Libre de Tolbiac condamne collectivement et fermement ces actes individuels de dégradation des locaux et du matériel numérique, ainsi que les vols dont les occupant.e.s ont été les premières victimes. Ce sont des actes isolés (une partie du matériel pédagogique, déjà défectueux parfois, ayant été mis en sécurité dès le début de l'occupation).

Cognin (Savoie) : La mairie reste porte close après un week-end d'incendies

Le Dauphiné / Dimanche 22 avril 2018

Dans la nuit de samedi à dimanche, plusieurs incendies criminels ont touché le centre-ville de Cognin (Savoie).

Des palettes ont été brûlées contre l'entrée principale de la mairie, la porte ainsi que des vitres ont été détruites. Juste en face, c'est une **voiture qui a été brûlée, le feu a endommagé une partie de la toiture du centre commercial de l'Épine.** À quelques dizaines de mètres, rue de l'Épine, c'est un **container à poubelles qui a été incendié. Dans la nuit de**



vendredi à samedi, plusieurs commerces du centre commercial de l'Épine avaient été vandalisés. Ce dimanche matin, l'accès à la mairie est condamné par des panneaux de bois. La police nationale a ouvert une enquête.

This entry was posted in [Bouffe du riche](#), [Les affameurs](#) and tagged [Cognin](#), [Mairie](#), [Savoie](#). Bookmark the [permalink](#).

Chroniques de l'agitation professionnelle - Une semaine de lutte à Grenoble

Nos vies ont été agitées et bouleversées ces deux dernières semaines par ce qu'il faut bien oser appeler "un mouvement social", dont l'épicentre semble être l'université, avec, pour l'instant, encore quelques difficultés pour en sortir. Très récemment, Emmanuel Macron, traitait de "Professionnels du désordre et de l'agitation" celles et ceux qui, comme nous, luttons à partir de nos lieux d'études dans l'espoir de renverser l'ordre du monde. Nous voulions partager le récit de ce que nous en avons vécu, avec l'envie que ces récits convergent avec d'autres luttes en cours.

PRÉAMBULE

Dès septembre, pas mal de gens tentaient déjà de se bouger sur le campus de Grenoble. Autour des bibliothèques universitaires d'abord, plutôt avec succès, puis autour de la loi Vidal en préparation. De nombreuses AG à quelques dizaines se succéderont ainsi sans grand résultat. Ailleurs, ça prend doucement à partir de début mars, notamment à Toulouse. Puis, le 22 mars, deux événements répressifs vont agiter tout ça. D'abord à Montpellier, où une milice armée et cagoulée expulse un bâtiment occupé par des étudiant·e·s, accompagnée du doyen de la fac de droit. Puis à Grenoble où les flics viennent tabasser celles et ceux venus s'opposer à la tenue d'un colloque sur l'immigration organisé par Frontex et l'université. La semaine suivante, les syndicats étudiants organisent un printemps des chaises et appellent à une journée de mobilisation le mardi 3 avril. Environ 200 personnes répondent à cet appel et se retrouvent pour occuper jusqu'au soir le bâtiment de la présidence et y voter en AG le blocage de l'ARSH pour le jeudi suivant. Entre temps, le mercredi, la presse titre sur les mensonges répétés du président de l'Université Grenoble-Alpes (UGA) Patrick Lévy, qui deviendra très vite l'ennemi commun. Lui parlera plutôt de 40 personnes cagoulées extérieures au campus venues saccager ses bureaux, photos de 2 tags à l'appui. Dans le même temps, une missive nous parvient avec la demande d'intervention des forces de l'ordre pour Frontex, signée de sa main, alors qu'il avait précédemment nié faire cette demande. Et ce n'est qu'un début. Le jeudi, l'ARSH est donc bloqué joyeusement par une centaine de personnes, et une AG se tient sur l'agora le midi à environ 300 personnes. On y vote l'extension du blocage au bâtiment Stendhal et l'occupation de l'ARSH, après la manif' du personnel devant le rectorat qui a lieu le midi. Au retour, le bâtiment étant fermé, le directeur des services de la fac, Joris Benelle, promet de venir négocier mais ne vient jamais. Les portes ne sont pas forcées pour rentrer et l'occupation est donc reportée. Le lendemain, le blocage se poursuit. Tout le monde promet de se retrouver à nombreux·ses dès le lundi matin, avec petit déjeuner, café, sono, et ami·e·s. Une inscription évocatrice du mardi soir sur la façade de la présidence se réalise alors : "Nous avons commencé".

LUNDI 9 AVRIL

6H FAC – BLOCAGE DE STENDHAL

Des silhouettes se dessinent dans le petit matin du campus. S'activant en tous sens à la réalisation d'ouvrages mystérieux. Poubelles, barrières et caddies sont savamment agencés devant les portes du bâtiment Stendhal. Nous sommes une centaine, et le blocage de la fac, annoncé en grande pompe à la une du Daubé, a commencé. Le jour se lève et Hakuna Matata rugit sur la fac, un employé esquisse un petit pas de danse, les sourires sont là. Les peintres s'activent pour nous donner de la voix, respectant pour l'essentiel le schizophrénique vote du comité de mobilisation du vendredi contre les graffitis, celui-ci allant même jusqu'à adopter les mots et le

regard policier de la présidence en parlant de « dégradations ». 68 et son héritage de poésie murale offensive est encore loin, pour le moment. Le soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-landes, qui subit depuis 3h du matin une opération militaire d'une brutalité criminelle, s'exprime. On dresse une table de petit déjeuner. On s'organise pour surveiller les différentes entrées. On court parfois sans raison lorsque la rumeur d'une tentative de déblocage nous parvient. Voilà quelques semaines que dans plusieurs villes des facs sont bloquées et occupées par des milliers de personnes. Ce matin là, nous sommes heureux·ses de les rejoindre en enfonçant le clou planté la semaine passée, avec le sentiment d'être au début de quelque chose de beau.

10H RAILS – ASSEMBLÉE DES CHEMINOTS

Plus d'une centaine de cheminots sont réuni·e·s en assemblée générale et votent à la quasi-unanimité la reconduction de la grève (1 abstention sur 108 votes). La volonté de faire converger les luttes émergentes est présente dans nombre de bouches. La veille ils étaient nombreux à aller soutenir celles et ceux qui luttent au barrage du Sautet. Une délégation étudiante vient témoigner du soutien de leurs camarades et les invitent à les rejoindre à l'assemblée générale du midi. D'autres voix s'expriment, autour de la fermeture de la ligne Grenoble-Gap, de l'aide possible d'un centre social autogéré ou de ce qu'il se passe à la ZAD.

12h30 FAC - ASSEMBLÉE ÉTUDIANTE

Près de 800 personnes sont là, ce qui déjà constitue une indéniable réussite en faveur du blocage. Habituelle présentation de la loi puis ouverture des débats. L'ambiance est à l'enthousiasme, les applaudissements fusent pour encourager la lutte. Plusieurs briseur·ses de grève s'expriment en masquant leur affiliation politique, l'une prétend n'être ni de droite ni de gauche alors qu'elle est encartée à l'UNI (syndicat d'extrême droite), un autre se présente comme un simple étudiant en pharma alors qu'il est président d'InterAsso (regroupement d'associations étudiantes manifestement contre les blocages) Les leaders syndicaux nous font part de leur amour du micro et au passage tacle efficacement les briseurs·ses de grève. Tout le monde en appelle à la démocratie et à la légitimité des Assemblées Générales souveraines. Nous restons songeurs·ses. Nous n'arrivons pas à trouver d'exemples d'autres luttes qui mettent autant d'énergie à construire cette situation absurde : discuter et décider des moyen de la lutte avec celles et ceux qui se positionnent très clairement comme ses ennemi·e·s. A-t-on déjà vu des cheminots appeler l'ensemble des usager·e·s à décider de la reconduction de la grève ? Ou des personnes en luttes contre des Grands Projets destructeurs discuter des orientations de la lutte avec les partisans de ces infrastructures ? Il nous semble au contraire qu'une lutte tient sa légitimité en elle même, que le principe majoritaire a montré à plusieurs reprise dans l'histoire qu'il était potentiellement vecteur de désastre, que toute les conquêtes émancipatrices ont été historiquement le fait de minorités qui croyaient en leurs idées de la vie, du bonheur. Et que tout compte fait, nous n'avons besoin d'aucune légitimité sur laquelle nous appuyer pour croire en la justesse de notre lutte. Une très large majorité vote la reconduction du blocage ainsi que son extension au bâtiment Simone Veil, dont l'occupation est également prévue.

16H FAC - OCCUPATION VEIL

Dans la foulée de l'assemblée et pour joindre le geste à la parole, 200 étudiant·e·s investissent le bâtiment Simone Veil. Toutes les tables et les chaises sont sorties pour en faire des barricades. Étant prévenu·e·s de la demande d'intervention de la police de la part de la présidence, un point d'information anti-répression s'improvise. Lorsque les flics débarquent nous choisissons de partir en déambulation sur le campus, en chantant jusqu'à la présidence.

19H- Rassemblement place Notre-Dame – LA ZAD VIVRA

Dès l'aube, des centaines de gendarmes ont envahi la ZAD, ce petit bout de territoire qui a lutté pendant plus de 40 ans et gagné le 17 janvier l'abandon de l'aéroport. Ce soir, alors que là-bas les gendarmes continuent de mutiler des camarades et de détruire des lieux de vie, les esprits sont chargés de colère, mais aussi d'inquiétude. Les grenades assourdissantes font des cratères dans la terre du bocage, le meurtre de Rémi Fraisse n'est pas loin,

et nous sommes nombreux·ses à avoir des ami·e·s qui y vivent, ou qui sont parti·e·s aider à défendre l'expérimentation politique la plus vivante de notre temps. Nous sommes plus de 200, on se donne des nouvelles, et on attend, un peu circonspects. Soudain une banderole surgit et nous nous engouffrons à sa suite dans les petites rues de la vieille ville aux cris de « la Zad vivra ! La Zad vaincra ! ». Une bonne partie du cortège est masquée et déterminée à ne pas rester sans rien faire. Seulement, les départs en manif sauvage depuis Notre-Dame sont, depuis le printemps 2016, devenus une routine autant pour nous que pour les flics. Et ce soir ils sont là en nombre, bien décidés à ne pas nous laisser atteindre les places Grenette et Félix Poulat. Alors on bifurque à l'instinct, pas assez confiant·e·s en nos propres forces pour aller un peu plus au contact. Cela fait un moment que nous ne nous sommes pas tenu·e·s ensemble dans la rue. On fera un petit tour du jardin de ville puis retour jusqu'à la place aux Herbes. Où on se disperse, un peu déçu·e·s de nous même, ne pas sentir à la hauteur, pour les ami·e·s là bas. Ce soir l'énergie était là, mais l'organisation nous manquait.

MARDI 10 AVRIL

Sur la fac on apprend que l'UNI, présents la veille à l'AG en garants de la démocratie, a débloquent l'entrée principale de Stendhal, et qu'un incendie a été maîtrisé sur les jardins d'Utopie. Sans surprise, on réveille les réacs qui se rangent directement du côté du pouvoir. On retourne bloquer Veil, et face aux portes fermées, décidons ensemble d'investir le CLV à la place. Un comité de mobilisation se tient immédiatement, et quelques minutes après son début, Joris Benelle vient menacer les étudiant·e·s mobilisé·e·s d'une intervention policière dès 17h. Le midi, une AG des personnels en lutte se tient dans le bâtiment occupé et un rassemblement est appelé pour 17h pour faire face à la police et permettre de garder le lieu. Plus de 400 personnes viendront soutenir cette occupation, dont pas mal de profs et personnels. L'occupation tient.

MERCREDI 11 AVRIL

6H FAC – LÉVY DÉMISSION !

À l'aube, on trouve une 20aine de personnels accompagnés de vigiles cachés dans l'ombre derrière Stendhal, pris de surprise par notre arrivée matinale. En parallèle, l'administration envoie un mail au personnel pour leur expliquer qu'ils pourront bientôt de nouveau travailler car tout sera débloquent « pacifiquement » avec la sécurité privée. Dans le même temps, quelques personnels forcent une entrée de Stendhal, soit disant pour effectuer les paies des salarié·e·s précaires de l'université. Ces dernier·e·s, vacataires, étaient venu·e·s répondre au même chantage effectué par Benelle à l'AG de lundi, nous expliquant non seulement avoir déjà été payé·e·s, mais avoir eu 3 mois de retard dans leur paie l'an passé. S'en suivent de longues négociations où il est décidé de bloquer l'entrée à d'autres personnels et de rebloquer dès le lendemain matin. Les mensonges répétés de la direction agacent non seulement les étudiant·e·s mais également une bonne partie du personnel de la fac qui reçoit des informations contradictoires et qui est utilisé comme briseur de grève. La position de Lévy, volontairement manipulatrice et mensongère à grands renforts de mails quotidiens est extrêmement clivante. On réalise que le campus se divise. Les assos étudiantes, InterAsso en tête, ainsi que le président du DLST (bâtiment sciences) tentent de mobiliser contre le blocage pour l'AG du lendemain, à coups de filtres facebook, de mails incendiaires, de menaces à peines voilées et de pétitions. Cette situation, plutôt que de renforcer la mobilisation, va la fragiliser. L'AG du jeudi devient source d'angoisse, car tout le monde est effrayé à l'idée que la lutte puisse s'arrêter d'un coup net à cause de quelques réacs venus voter. Aucune discussion n'a d'ailleurs réellement lieu sur quoi faire en cas de vote négatif, et la pertinence de cette pseudo-démocratie étudiante est à peine soulevée par quelques camarades qui suggèrent plutôt la tenue d'AG de luttes comme c'est le cas dans absolument toutes les autres formes de mobilisation, y compris actuellement pour les Cheminots.

JEUDI 12 AVRIL

12H30 FAC – AG ÉTUDIANTE - « On n'entend pas chanter Interasso »

Les deux assemblées précédentes avaient commencé à donner le ton en montrant que les blocages libèrent du temps et impliquent plus fortement les étudiant·e·s. Cette fois encore, on n'est pas déçu·e·s : plus de 1200 personnes sont présentes. L'excès de démocratisation propre à ce genre d'AG nous amène à la situation complètement incongrue d'avoir une tribune composée presque exclusivement par des gens hostiles au mouvement (comme par exemple deux membres des Jeunes avec Macron !!!). Pendant près de trois heures, les débats tournent principalement autour de la reconduction ou de la levée des blocages déjà en place. Les arguments ne varient pas beaucoup de mouvement en mouvement et l'on assiste à l'éternelle litanie des prises de parole dénonçant le caractère « non démocratique » des blocages, menés par « une minorité » qui « prend en otage » les étudiant·e·s... Rien de bien nouveau sous le soleil et un discours similaire à celui entendu à propos des cheminots. Malheureusement, ces interventions ont tendance à polariser le débat autour de la justesse ou non de bloquer les bâtiments du campus, empêchant l'assemblée de prendre le temps de discuter d'autres perspectives de mobilisation à se donner. Toutefois, cela reste plaisant de pouvoir se compter, de constater qu'une colère partagée est bien présente et qu'elle s'étend (ou se rend visible) de jour en jour. C'est la mine basse que repartent les anti-bloqueurs, puisque malgré leurs appels sur internet à rameuter du monde pour voter contre le blocage, le résultat des votes s'avère être très majoritairement en faveur du maintien et – même – de l'extension des blocages à Sciences-Po et au bâtiment de sciences. Dans un élan complètement absurde, les présidents de l'IEP et du DLST décident de fermer préventivement leurs bâtiments dans la foulée de l'AG pour prévenir les blocages prévus... le lendemain...

12h30 FAC – AG DU PERSONNEL

L'amphi est bondé, près de 300 personnes. L'ambiance est électrique, tout le monde semble bien énervé par les manigances de Patrick Lévy qui depuis trois semaines communique à tout va contre le mouvement quand il n'envoie pas directement la police brutaliser les manifestants le 22 mars, où les déloger le 9 avril. Partout il ment et use de procédés outranciers, ce qui contribue nettement à faire chuter sa crédibilité. Les prises de paroles s'enchaînent pour dénoncer les violences policières, soutenir les étudiant·e·s en lutte et tenter de réveiller la combativité du corps professoral dont les conditions de travail, comme celles de l'ensemble du personnel, se dégradent continuellement. Il sera ainsi voté massivement le soutien aux étudiant·e·s, le refus de toute intervention policière sur le campus, et la demande d'ouverture d'une enquête sur les agissements de Patrick Levy auprès du CHSCT.

VENDREDI 13 AVRIL

Tôt le matin sur la fac, le blocage du DLST crée quelques remous et débuts de bagarres avec la direction du bâtiment et quelques anti-bloqueurs. La situation se tend mais ce blocage ainsi que celui de Sciences-Po tiennent grâce à la détermination des étudiant·e·s en lutte.

10H RAILS - AG DES CHEMINOTS

Grand soleil. 200 personnes sont présentes sur le parvis de la gare pour l'AG des cheminots, dont une moitié en soutien. La reconduction de la grève est votée une fois de plus à la quasi unanimité. Plusieurs prises de paroles rappellent que le ministre de l'écologie Nicolas Hulot est présent à Grenoble ce jour là, et se trouve à ce moment même à quelques pas de la gare, au CEA. L'invitation collective à aller lui rendre visite est passée par un camarades de la CGT et des membres du Comité ZAD Grenoble. Elle sera peu suivie.

11h HULOT – LA TRANSITION à COUP DE MATRAQUE

Nous sommes seulement une vingtaine, pour l'essentiel des soutiens à la ZAD, à partir de la gare et à nous mettre en route, dans un grand élan de naïveté, pour le CEA, où Eric Piolle accueille Nicolas Hulot. Au niveau

de l'arrêt de tram 'Europole - Cité internationale' nous tombons nez à nez avec quelques BACeux et plusieurs fourgons de CRS. Et plutôt que de se replier promptement nous nous jetons littéralement dans leur bras, sans doute convaincu·e·s que notre inoffensivité manifeste nous préservera de toute altercation. Bien à tort. Plusieurs dizaine de CRS sortent de leurs fourgons et nous encerclent pour nous nasser contre un mur. Nous sommes un peu abasourdi·e·s par le dispositif. Les flics veulent relever toutes nos identités, ce que nous refusons collectivement, nous prenant bras dessus bras dessous pour les empêcher de nous séparer. Soudain nous voyons arriver au loin un cortège étudiant qui scande « Libérez nos camarades ! ». Leur intervention détend l'atmosphère et mettra un terme à la volonté des flics de nous contrôler. Malgré le repli du cortège étudiant à la première sommation, il sera pris en chasse par un escadron de CRS qui foncera dans le tas en distribuant des coups de matraque à la volée. Une douzaine d'étudiant·e·s sonné·e·s sera ainsi ramenée et nassée à nos côtés. Quant à nous, et grâce à elles et eux, l'ambiance avait tourné à la rigolade, la lecture, les chants, et les vanes bien senties fusent. Nous nous retrouvons donc avec une nasse de zadistes, une nasse d'étudiant·e·s, et quelques soutiens parmi lesquels de rares cheminots. Si les flics avaient également nassé les cheminots, nous aurions eu une sorte d'instantané percutant de la politique Macronienne. Il nous faudra trouver des gestes pratiques de rencontre et d'entraide pour que la fameuse « convergence des luttes » dépasse le stade invocatoire. Après une heure, Hulot étant sûrement parti, nous fûmes libéré·e·s et 3 camarades embarqué·e·s, qui seront relâché·e·s aussitôt arrivé·e·s au poste. Sud Rail et la CGT Cheminot nous invite à casser la croûte à leur local pour nous remettre de nos émotions.

16H MAIRIE – UN BUS POUR LA ZAD !

Un rassemblement était appelé devant la mairie à 16h en soutien à la ZAD, et pour mettre la mairie face à ses beaux discours écologistes et ses tweets de la veille pour dénoncer l'intervention policière à NDDL. Nous nous y retrouvons à une bonne centaine de soutiens, et après une petite prise de parole rappelant la situation sur place, nous nous mettons en route pour investir les lieux dans l'espoir de réclamer qu'un bus soit affrété par la municipalité pour se rendre à la manifestation de reconstruction du dimanche. Nous trouvons policiers municipaux, portes closes, et élus, Antoine Back en tête, bourré de condescendance. Visiblement, les théories du complot ont de beaux jours devant elles, notre cher Antoine nous demandant qui nous avait manipulé pour nous faire venir ainsi occuper la mairie alors qu'il n'avait vu personne embêter Nicolas Hulot. Peut-être se trouvait-il à cet instant là trop loin de son côté de la barricade pour ne pas nous voir derrière les rangées de CRS. Après un jeu du chat et de la souris avec les flics sur place, nous parvenons dans le hall des élus, bien obligés de sortir de leur tour d'ivoire pour affronter la plèbe en colère. Nous ne trouvons pas d'écho concret aux belles paroles de leur communiqué, et repartons sans bus pour nous rendre à NDDL.

—
Nous terminons ce récit alors que l'occupation du CLV tient bon. Dimanche, une cabane où une personne résidait sur les jardins d'utopie fut incendiée en pleine journée. Le soir, des vigiles débloquaient Stendhal et désormais, 6 personnels de sécurité privé gardent le bâtiment pour empêcher tout blocage.. pendant les vacances. Si prompte à dénoncer la violence et le coût d'effacement des 2 tags sur sa façade, la présidence reste bien silencieuse à la fois sur la violence de cet incendie criminel ou sur le coût de ce gardiennage privé. Au delà de partager le récit très factuel de ce qu'il s'est passé durant ces deux dernières semaines, nous désirions engager nos voix pour qu'elles portent au-delà d'une lutte contre une nouvelle loi restreignant nos possibilités de choisir les vies que nous désirons. Nous sentons qu'une colère monte bien plus haut et qu'une énergie nouvelle, jusqu'alors inconnue, est en train de s'inventer. Jeudi, devant l'ARSH, une banderole annonçait : "Quand tout s'arrête, tout commence". Le temps libéré par les blocages permet alors rencontres, discussions, brise la monotonie du quotidien. C'est le temps et l'espace réappropriés qui permettent dès lors de questionner les évidences d'un destin tout tracé, et de poser ensemble les moyens de mondes qui nous ressemblent. Nous avons connu, depuis plus de dix ans, des mouvements sociaux de moins en moins nombreux et retrouvons aujourd'hui

la joie d'être des milliers en AG. A nous d'inventer la force qui saura jaillir de la présence de tous ces gens pour qu'elle renverse un peu plus que la loi Vidal, mais bel et bien le monde qui va avec.

Oeillères solidaires

   publié le mercredi 25 avril 2018 à 00:29 | . |

(Ce texte a été écrit en février, en réaction à un article sur la solidarité publié en janvier dans le n°2 du journal anarchiste francophone Kairos. Je leur ai proposé à la publication, et n'ayant pas de retour de leur part, je le publie avec un temps de retard par d'autres moyens.

J'ai bien conscience qu'il n'est pas anodin de publier un texte sur la solidarité en pleine vague de répression, de mouvements sociaux et de milieux anarchistes. Mais je ne veux pas que l'émotion (ou l'urgence) empiète trop sur les idées que j'essaye de développer ici.)

Puisque vous parlez de solidarité, je profite de l'occasion pour partager quelques réflexions que j'ai en tête depuis un moment, sur les contours et les conditions que je veux poser à mes gestes de solidarité. Et plus généralement sur comment j'envisage mes affinités.

Je trouve très belle la vision qui est présentée dans [Kairos](#), et pertinent de souligner l'importance de l'offensive, sans minimiser le fait que ce ne sont pas les attaques à l'extérieur qui permettent de cantiner. C'est surtout la partie sur l'infime catégorie de personnes avec qui l'auteure veut exprimer sa solidarité qui à mon sens mériterait d'être complétée. Dans le texte, on parle de limiter sa solidarité aux personnes qui adoptent un certain type de comportement face à la justice, et de ne pas idéaliser les détenu.es. Très bien, j'ai envie d'ajouter que visiblement, il ne semble pas très malin d'idéaliser les anarchistes non plus, et pour moi incomplet de se préoccuper uniquement de leur comportement face aux keufs et à l'enfermement.

Ma réflexion part notamment du constat que de nombreuses personnes dites "compagnonnes" se retrouvent impliquées dans des histoires d'agressions ou de viol, et qu'encore plus nombreuses sont celles qui ne veulent pas prendre position sur ces thématiques.

Je me pose donc la question suivante : est - ce que se définir anarchiste se limite à une méthode de conflictualité, ou bien à se retrouver dans un ensemble de valeurs qui ne nous sont pas imposées mais que dans la mesure du possible nous choisissons, et qui a priori impactent chaque aspect de nos vies, et nos façons de nous comporter les un.es envers les autres ?

J'imagine que la plupart se retrouveront dans la deuxième hypothèse. Mais j'ai l'impression qu'on n'entend pas forcément la même chose par "se comporter les un.es envers les autres". Je trouve qu'il y a une hypocrisie de ouf à ne pas parler des dynamiques de merde dans certains milieux (et qu'on ne me dise pas que le milieu ça n'existe pas, quand bien même ça n'est pas une dynamique que l'on veuille encourager), et que les peu d'exemples qui sont débattus et exemplifiés ne concernent quasiment que le refus de la spécialisation ou du leadership, toujours donc dans des visées organisatrices. Qu'on ne parle pas, ou si peu, dans dans la perspective de rendre concrètes nos valeurs anarchistes à tous les aspects de notre quotidien, de comment on se comporte les unes avec les autres, quand on fait autre chose que de la « guerre sociale » ou de la « guérilla urbaine ». Quand on est pas en train de penser lutte, organisation, propagande, action, etc. Bref, quand on fait toutes ces petites choses qui paraissent peu dignes d'intérêt pour l'expression de nos révoltes.

Je pense que tant qu'on continuera à ne pas prôner le fait de parler en terme de "personnel" parce que ça ne sonne pas assez véner, que ça n'est pas attirant pour les adhérents potentiel à l'insurrection (voire que c'est un

repousser pour des complicités éventuelles) ou juste parce qu'on ne sait pas le faire, ben on continuera à soutenir des gens qui ne craignent pas les années de prison mais qui n'ont jamais voulu entendre parler de consentement. Et ça ne me va pas. Par "personnel", j'entends parler de nos galères pour construire des relations épurées de tout ce qu'on trouve dégueulasse dans ce monde, pour incarner au mieux les individus que nous avons envie d'être, pour prendre en compte les petits gestes du quotidien qui nous font reproduire les normes desquelles nous prétendons vouloir nous échapper, en les détruisant.

Je ne cherche pas à reproduire un système judiciaire divisant le monde en deux catégories d'innocentes ou de coupables. Il ne s'agit pas de distribuer à tout va les étiquettes d'agresseurs à des personnes qui les garderaient à vie. Je veux ma pensée plus subtile, en cherchant à pointer du doigt la non remise en question des logiques de pouvoir qui nous animent. Pas tant les actes finalement, que les réactions qui les entourent. Je pense qu'on a tous et toutes (dans une moindre mesure sans doute) commis des agressions sur nos proches. Ce qui fait la différence pour moi c'est quel travail on entame ensuite pour en commettre le moins possible. Pour ne pas se voiler la face quant aux agissements des autres.

Je ne veux pas non plus lancer une campagne de flagellation généralisée, et critiquer la solidarité en soi. Mais je ne me sens pas solidaire simplement parce qu'il y a répression, pour faire un bloc face au contrôle de l'état. Bien que je puisse comprendre cette position, elle ne laisse pas de place pour individualiser les personnes qui subissent la répression, et tout comme je ne veux pas faire de catégorie « opprimés » je ne veux pas faire de catégories « réprimés ». Évidemment, quand je vois des actes de rupture avec la soumission, et que des personnes subissent la réponse de l'état pour ces actes, j'ai envie de les soutenir. De leur dire qu'elles m'ont fait rêver, que je salue leur courage, leur audace, leur détermination. D'autant plus quand des mots sont posés sur des attaques, et qu'ils les rendent plus explicites. J'y vois un intérêt, puisque ça me permet de savoir à quel point je partage ou non certaines des valeurs des personnes en question. Je peux comprendre qu'il soit reproché à certain.es de déballer leur vie sur des communiqués, d'exprimer des ressentis plutôt que de la propagande, (si tant est qu'il soit malin d'opposer les deux), mais au moins ça donne une idée sur ce que sont les personnes, au delà du fait qu'elles se révoltent. Parfois ça m'irrite parce que j'y vois trop de postures, parfois ça me fait me sentir plus proche des auteur.es. Et quand je vois les merdes commises par certaines personnes, je me dis que j'ai plutôt envie d'en savoir plus sur les personnes qui subissent la répression, et avec qui je serai susceptible de me solidariser.

Que les choses soient claires, je ne prône pas du tout l'action centrée uniquement sur le relationnel et l'introspection. Je vois aussi des moyens d'agir qui ne sont pas le dialogue, la médiation, la prise en charge collective de nos merdes, etc. Moi aussi, je veux me méfier des réflexes communautaires et de l'idée qu'on pourrait créer des espaces libérés de toutes formes d'oppression. Je suis pour l'attaque violente de l'autorité sous toutes ses formes, et pour exprimer mon soutien à celles et ceux, enfermés, qui en ont besoin, en faisant des gâteaux maisons ou attaquant. Pour envoyer de la chaleur aux personnes qui m'inspirent. Mais je n'ai plus envie de me fourvoyer en pensant que quiconque se définit comme anarchiste et prône l'attaque est une personne géniale à côtoyer dans la vie aussi. Je ne laisserai pas la pratique offensive anarchiste aux mains de quelques connards (ou connasses !) imbus d'eux même, qui mettent tout en jeu, sauf leurs égos.

Parce que l'égo, si c'est pour moi un rempart indispensable contre les logiques qui voudraient nous soumettre, est aussi quelque chose qu'il faut savoir attaquer à des moments, lorsqu'il devient le moteur d'un refus de se remettre en question et d'évoluer. Comme tout le reste, il est construit et malléable. Et si j'ai envie de le brandir comme un étendard à des moments, je sais qu'il m'empêche aussi d'être accessible à la critique.

Je me souviens, qu'à la phrase de Cospito qui faisait tiquer des potes « La qualité de la vie d'un anarchiste est directement proportionnelle au dommage réel que celui-ci inflige au système mortifère qui l'opprime. », j'avais envie de voir, un peu hypocritement, parce que j'aime bien ce que dégage Cospito, en dépit de la méfiance que je devrais probablement avoir, tout ce qu'on pouvait mettre derrière le terme "dommages réels". Destruction de normes, destruction de nos constructions genrées, autoritaires, destruction de nos réflexes de peur et de soumission, etc, et pas uniquement dégâts matériels. Mais tristement je me trouve peu d'exemple chez les anarchistes pour étayer mon propos.

J'ai un problème évident à l'idée de parler de "la valeur de la vie d'un anarchiste" telle qu'en parle cette phrase. J'aborderai plus le problème sous l'angle de la cohérence, de ce que moi, j'entends par anarchiste individualiste, et de qui me semble être de l'ordre de l'idée communément admise : "volonté de destruction de tout rapport de domination" ; et, "on est les propres acteurs de notre soumission". Donc... On essaye de changer (aussi) nos façons de se rapporter au monde ? On apprend à ne plus baisser les yeux face aux expressions de l'autorité ET à ne pas nous même en être une expression ? On pourra me rétorquer que l'on ne cesse jamais vraiment d'être l'autorité de quelqu'un.e d'autre. Certes, je suis plutôt d'accord. Mais on ne dansera (probablement) jamais sur les ruines de ce monde non plus, et ça n'empêche pas de réduire en miette des bâtiments. Il y a des formes autorités/de pouvoir inhérentes à toute relation interpersonnelle, et il y a le fait de reproduire des dominations systémiques et de refuser de se questionner.

Y a un truc qui me gêne sur lequel j'ai du mal à mettre des mots. On ne veut rien repousser à plus tard, la révolte c'est ici et maintenant, totale et sans compromis. On parle de la société et de ses normes, des institutions qui annihilent l'individu.e, on parle de détruire et de se révolter. Mais on ne parle pas de comment on se relationne les un.es aux autres. De comment les valeurs de cette société qui sont des prisons de hautes sécurités se traduisent dans nos vies. Pourquoi ? J'ai pas non plus envie de laisser l'analyse des rapports de dominations interpersonnelles aux mains des matérialistes de tout poils ; parce que je ne me retrouverais pas dans leur grille de lecture bien trop figée, transformant les dominations structurelles en lois mathématiques et les rapports sociaux en équations, mais dans laquelle il y a quand même des choses qui ne sont pas complètement vide de sens. Le fait qu'on soit construit socialement par exemple, que l'on ne choisisse par notre point de départ dans les hiérarchies sociales, et que ça ait un impact sur nos actes par la suite.

Je n'ai donc pas de réponse toute faite en ce qui concerne la solidarité. J'ai la sensation que c'est un discours plus général qui fait défaut. Une envie de parler de choses qui sont peut être moins flamboyantes, mais qui transforment tout autant nos vies. Et quoi qu'il en soit, me déclarer solidaire « des anarchistes » ou plus largement encore « des révoltés » sans savoir ce qui se cache derrière cette affirmation, me laisse un goût amer dans la bouche. J'aimerais que les expressions de solidarité puissent aussi être conditionnées aux personnes qui se mettent en jeu dans tous les aspect de leur vies, qui questionnent, agissent, et acceptent la remise en question. Soit qu'elles le laissent transparaître dans leur communiqués, soit dans leurs lettres publiques, soit que l'on puisse se faire une idée par d'autres biais. Il ne s'agit pas d'encourager des postures qui seraient adoptées dans le but d'obtenir de la solidarité mais bien de s'attaquer honnêtement à tous les aspects d'une guerre menée contre chaque forme sous laquelle la domination s'exerce.

On parle de conflictualiser nos rapports au monde qui nous oppresse, moi j'ai envie de conflictualiser aussi nos rapports dans l'intime qui nous oppresse.

P.s : Je ne peux pas m'empêcher de réagir au texte [Horror Vacui](#), bien je sache que ça n'en vaut franchement pas la peine, vu le mépris que m'inspirent leurs réflexions. Que des auto proclamés anarchistes - individualistes regrettent de se faire priver de leur masculinité et de leur féminité, sur fond de discours réactionnaire digne de

la manif pour tous, ça prêterait à un sourire compatissant face à tant de bêtise, si ça n'était pas aussi pathétique. Le pire étant qu'il prétendent poser une question similaire à la mienne : « Comment quelqu'un qui se considère anarchiste peut-il trouver des camarades parmi des personnes qui reproduisent le pouvoir, l'autorité et la soumission ? », alors

qu'ils illustrent clairement leur incapacité à admettre qu'ils sont ces personnes qu'ils prétendent décrier ; et à voir les endroits où se reproduisent le pouvoir, l'autorité et la soumission, au-delà de mauvais clichés sur les luttes partielles et la victimisation. Belle tentative, compas, mais arguments avancés sont si affligeants de nullité qu'il n'y a même pas lieu d'ouvrir le débat. Étouffez – vous avec votre médiocrité et vos certitudes.

C'est donc ça Toulouse ? Répressions et perspectives.

Retour sur le rassemblement écrasé par la police et qui était en soutien aux révolté-es de la Reynerie et en mémoire aux 2 personnes tuées par la prison le samedi 14 avril 2018. Plus quelques perspectives.

Le weekend du 14 avril, Jaouad et un autre détenu ont été retrouvés morts à la prison de Seysses. Pour Jaouad, absolument tout porte à croire qu'il a été assassiné par les matons. [Que ce soit les témoignages de nombreux détenus](#) ou les nombreuses traces de coups retrouvées sur son corps, comme ça a pu être rapporté par une personne à l'hôpital.

[S'en est suivi trois nuits d'émeutes dans plusieurs quartiers toulousains.](#) Principalement les cités de la Reynerie et Bellefontaine, situés dans le quartier du Mirail.

Une vingtaine de personnes ont été arrêtées dans le cadre ces événements. [Ce vendredi 20 avril, elles passaient au tribunal en comparution immédiate.](#) Les peines sont particulièrement sévères, notamment pour 5 personnes qui restent en taule en attente de leur procès plus 2 peines de prison ferme sans mandat de dépôt. Le tribunal voulait faire "un exemple pour la presse". [Presse qui s'est empressée de raconter un tas de connerie sur ces interpellations.](#)

En solidarité avec ces inculpées et en mémoire des deux personnes suicidées par les matons, [un rassemblement été appelé à la Daurade.](#)

Une quarantaine de personnes se sont retrouvées. De nombreuses autres personnes auraient voulu participer au rassemblement mais ne se sont pas approchées à cause du surnombre de flics présents.

En à peine quelques minutes, le rassemblement (qui ressemblait plus à une balade ensoleillée qu'à une manif du G20 à Hambourg) s'est fait nasser par les flics. Ils ont alors sorti brutalement un-e par un-e les participant-es.

Les clefs de bras ont succédé aux fouilles au corps, aux coups de pied, aux insultes, à l'humiliation que les flics avec un malin plaisir faisaient subir aux gens présents. Une fille a été jetée au sol, frappée, tout en étant insultée de "sale pute" puis balancée dans un fourgon direction la garde à vue. Au moins une autre meuf et deux types sont aussi parti-es en gardav pour que dalle. Et la liste des violences n'est pas exhaustive.

Frapper là où ça fait mal

Que se soit dans les quartiers populaires, à Bure, à la Zad ou contre les mouvement sociaux, la stratégie du gouvernement et de l'État semble claire. **Ils veulent nous pousser au découragement, au défaitisme et à toujours plus d'individualisme. Ne les laissons pas faire.**

Continuons à investir les assemblées d'étudiant-es, de travailleurs-euses, de lutte. Allons chercher les précaires, les lycéen-nes et les secteurs encore peu mobilisé-es. Propageons la grève, rendons-la possible en multipliant les caisses de grève et les actions de solidarité. Organisons des actions de jour quand le rapport de force est en

notre faveur, profitons de la nuit quand nous préférons nous bouger à quelques-un-es. Casser une vitrine de banque ou faire un péage gratuit c'est bien. Mais pour être efficace, il va falloir frapper là où ça fait mal, c'est-à-dire au porte-feuille. **Bloquer réellement l'économie, empêcher les salarié-es d'aller au taf et donc empêcher les entreprises de tourner et de faire du fric. Voilà ce qui fera flipper la bourgeoisie, voilà où peut se trouver notre victoire.**

Une défaite serait catastrophique pour qui ne fait pas parti des riches et des nantis. La sécurité sociale et la CMU seraient en péril, les retraites seront diminués, les gens au RSA seront superfliqués (voire ne toucheront plus rien), les indemnités chômage baisseront considérablement, l'intérim la précarité et les salaires de merde seront légion et la misère augmentera d'autant plus.

Il reste encore deux mois de lutte, ne perdons pas une seconde. Motivons-nous, bougeons-nous.

Communiqué de L'Envolée : les prisonniers de Seysses ont raison !

Samedi 14 avril 2018, J. est mort au mitard de la prison de Seysses. Il aurait été retrouvé pendu par les surveillants au moment de la distribution du repas du soir. Le 20 avril, nous relayions un [communiqué](#) envoyé par des prisonniers de cette maison d'arrêt au [Syndicat pour la Protection et le Respect des Prisonniers](#) (Syndicat PRP) avec qui nous travaillons étroitement et en qui nous plaçons une totale confiance. Ce communiqué remet en cause la version officielle, affirme que J. est mort suite à un déferlement de violence des matons à son encontre et témoigne des terribles conditions de détention à Seysses, en particulier au quartier disciplinaire.

Communiqué de L'Envolée, dimanche 22 avril 2018

C'est avec une certaine surprise que nous avons pris connaissance des déclarations de la Garde des sceaux dans les médias et du communiqué de son ministère le jour même de la publication de cette lettre. Pendant une semaine elle avait pourtant brillé par son silence alors que, dès l'annonce du prétendu suicide de J., des centaines de prisonniers de la maison d'arrêt de Seysses conduisaient durant plusieurs jours un mouvement de protestation (refus de remontée de promenade malgré l'intervention des ERIS, « Matons, assassins ! » hurlé aux fenêtres, déploiement d'une banderole dans la cour de promenade...) et que des manifestations de colère éclataient dans des quartiers de Toulouse.

Il y a un suicide tous les trois jours en prison. Il n'y a pas pour autant un mouvement de prisonniers tous les trois jours. Rappelons aussi que les prisonniers qui se soulèvent, qui témoignent, qui s'expriment prennent énormément de risques : sanctions disciplinaires, diminution des jours de remise de peine, suppression de parloir, pression du personnel pénitentiaire, fouilles administratives, transferts, etc. Cela aurait dû suffire à la ministre pour considérer avec le plus grand sérieux leur exigence de vérité. Mais il a fallu qu'un communiqué de prisonniers commence à circuler massivement sur les réseaux sociaux et soit repris par les médias pour qu'elle daigne enfin réagir. Et de quelle glorieuse manière !

Qu'elle ait à cœur d'inquiéter les témoins de cette mort plus que suspecte ainsi que ceux et celles qui la relaient plutôt que d'établir la vérité sur ce qu'il s'est véritablement passé pour J. le 14 avril 2018, alors qu'il était placé sous sa responsabilité, pourrait prêter à rire si ce n'était pas si indécent dans d'aussi dramatiques circonstances.

Il va de soi que nous nous sentons – avec d'autres – directement visés quand elle envisage des « poursuites » contre les relais de ce qu'elle nomme des « allégations ». Nous assumons bien évidemment notre position de relais puisque c'est précisément notre raison d'être depuis la création de L'Envolée en 2001 par des anciens prisonniers et proches de prisonniers. Chaque semaine dans notre émission de radio et chaque trimestre dans

notre journal, nous tâchons de donner de l'écho à la parole des prisonniers et prisonnières, qui sont les seuls à qui nous reconnaissons la légitimité de dire ce qu'il se passe derrière les murs. Le site Internet poursuit ce travail au fil de l'actualité.

Ce ne serait pas la première fois que le ministère des prisons et des tribunaux et l'administration pénitentiaire tentent de nous empêcher définitivement de jouer ce rôle de porte-voix en nous attaquant pour diffamation. Il leur faudrait donc démontrer que les « allégations » dont ils accusent les prisonniers sont fausses. Tout ce qui nous importe dans cette histoire tragique, c'est que lumière soit faite sur ce qu'il se passe quotidiennement au quartier disciplinaire de Seysses et particulièrement sur ce qui a conduit à la mort de J. le 14 avril. C'est aussi tout ce qu'exigent les prisonniers qui, eux, ont toutes les raisons de s'inquiéter pour leur propre sécurité.

[Lire la suite sur le site de l'Envolée](#)

À Marseille et à Gap : trois potes en prison

Suite à la marche transfrontalière contre les frontières, trois personnes sont en détention préventive dont une copine aux Baumettes : pour les soutenir, RDV jeudi midi à Briançon et vendredi à 18h à Gap.

Cela fait des mois que des personnes s'organisent depuis la vallée de la haute Durance jusqu'en Italie en solidarité avec les migrant-es et contre les frontières.

Dimanche, suite à une rencontre-débat sur le thème des frontières en Italie, une marche spontanée est organisée de Clavière à Briançon. Elle aura pour but de permettre le passage de la frontière à une trentaine d'exilé-es. Elle fait aussi réaction au renforcement croissant du dispositif policier et militaire, et à la présence, le même weekend, du groupe fasciste « Génération identitaire » sur le territoire.

Cette manifestation s'est déroulée sans encombre jusqu'au refuge solidaire. En fin d'après midi, 6 personnes ont été interpellées de manière arbitraire et placées en garde à vue, un camarade s'est fait violemment tabassé et des personnes gazées. Le motif de la garde à vue : « aide à l'entrée d'étranger-es en situation irrégulière », avec comme circonstance aggravante, le délit en bande organisée.

Trois d'entre eux-elles ont été relâché-es, et les 3 autres se sont vus prolongé-es leur garde à vue. Ce mardi, ils-elles comparaissent en comparution immédiate à Gap (l'info est venue de l'avocat commis d'office, il semble que tout ait été fait pour que personne ne soit au courant). Ils-elles ont refusé la comparution immédiate et demandé le report de l'audience, fixée finalement au 31 mai. D'ici l'audience, le tribunal a décidé de les placer en détention préventive.

Nous étions une trentaine à assister à l'audience sous haute surveillance : 8 camions de CRS devant le tribunal, et police dans la salle. L'entrée au tribunal était conditionnée à la présentation et la photocopie d'une pièce d'identité.

Dans la mesure où la comparution immédiate a été refusée, le tribunal devait statuer sur le devenir des 3 personnes en attendant l'audience.

Le procureur basait son réquisitoire absurde sur le contexte politique local. Il a en effet tenté de faire porter aux prévenu-es tous les événements du week end (citant le texte du carnaval sauvage contre les frontières, un communiqué de tous migrants, et bien sûr la marche de dimanche). Le carnaval de Gap et la marche de dimanche sont deux événements distincts, et si l'objectif est de juger les participant-es à ces événements, alors pourquoi ne sommes nous pas 600 en prison ??? Il a ensuite fait part de sa crainte d'une réitération des actes tant que les personnes ne sont pas jugées. Il serait préférable d'incarcérer les potes plutôt que de leur laisser la

possibilité de commettre de nouveaux délits ... de solidarité. N'étant pas sûr de lui, le proc' requiert la détention préventive mais ouvre la porte à un simple contrôle judiciaire pour s'assurer que les prévenu-es ne se volatilisent pas.

Face à ce réquisitoire hasardeux, les avocat-es fournissent divers documents : promesse d'embauche pour l'un, attestations d'inscription en fac pour les autres, contrats de location et même attestations d'hébergement en France en attendant l'audience. Ce qui constitue des garanties de représentations suffisantes. Les avocat-es mentionnent ne jamais avoir eu des dossiers aussi complets pour une comparution immédiate.

Avant la délibération, une sorte de sérénité était palpable dans la salle. Mais quelques minutes plus tard le délibéré est rendu : mandat de dépôt et détention préventive. À Gap pour les copains (le proc' aura même l'indécence de signaler au juge que la prison est déjà pleine à craquer) et à Marseille pour la copine. Nous sommes sous le choc.

Désormais les choses sont claires, tu peux faire de la prison pour avoir participé à une manifestation ayant permis à une trentaine de personnes de traverser la frontière.

Un cap est clairement franchi en matière répressive et c'est insupportable. Encore plus insupportable lorsque l'on entend le proc' parler des individus de Génération Identitaire comme pacifistes. Rappelons qu'ils avaient affrété un bateau l'an passé pour empêcher l'assistance des secouristes en Méditerranée, et que là ils s'improvisent police aux frontières avec de gros moyens, qu'ils ont saccagé une partie de la montagne, qu'ils incitent la mise en danger de personnes, et que l'État choisit de ne pas les poursuivre...

Nous constatons sans surprises que police, justice et État veulent prendre ces 3 personnes en exemple et stopper la solidarité. Nous ne sommes pas dupes. Ne répondons pas aux tentatives d'intimidation et de division du pouvoir. Soyons tou.te.s délinquant.e.s solidaires ! Nous appelons à des rassemblements massifs. Plus que jamais nous avons besoin de soutiens physiques !

Face à une décision si politique, la réponse doit être massive, politique et médiatique.

Nos camarades sont en prisons. Pour certain-es, venu-es pour la première fois dans le Briançonnais et sans savoir exactement dans quoi ils-elles mettaient les pieds. Ils-elles risquent des mois et des mois de prison encore, suite au jugement. D'autres arrestations, incarcérations, sont à prévoir ! Faisons pression sur le gouvernement pour qu'il comprenne qu'on ne laisse rien passer !

RDV jeudi midi au parc de la Schappe à Briançon et vendredi à 18h devant la maison d'arrêt de Gap, place Grenette.

Nous exigeons la libération immédiate de nos camarades prisonnier-es !

Nous n'oublions pas non plus le passage à tabac dimanche dernier d'un de nos camarade par les flics.

Plus que jamais continuons la lutte collective en acte !

Ni oubli ni pardon.

Attaque à Roybon

A Notre-Dame des Landes, pendant que les flics blessent, tabassent, emprisonnent, les fachos s'enflamment dans la forêt de Roybon.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un camarade qui dormait dans son camion à "Barricade Nord" s'est fait réveiller par 6 personnes qui l'ont chassé et ont brûlé 3 véhicules dont la camion dans lequel il vivait.

A Roybon (38), votre présence, qu'elle soit d'un jour ou pour toujours, est la bienvenue.

Ami-e-s de la région, si la route est longue pour NDDL, rejoignez-nous.

Cet espace d'occupation de 200 hectares de forêt bénéficie d'un certain calme juridique et répressif depuis 3 ans, aussi nous avons pu y construire collectivement des espaces de vie hors normes, défendons-les !!!

NI FEU, NI FAFS, NI FLICS NE NOUS FERONS FUIR !

Soutien à un étudiant sans papier enfermé au CRA de Mesnil Amelot

A., un étudiant algérien sans titre de séjour, mobilisé depuis des mois avec le collectif des étudiant.e.s sans papiers d'Île-de-France, a été placé au Centre de Rétention Administrative du Mesnil-Amelot hier soir.

Rassemblons-nous demain matin à 9h30 devant l'annexe 1 du Tribunal de Grande Instance : 1, rue de Paris, au Mesnil Amelot (RER B - Aéroport Charles de Gaulle - TGV 2) !

Etudiant en master de Sciences de l'Education à Paris 8, A. a pleinement et courageusement participé à la mobilisation pour la régularisation des étudiant.e.s sans papiers sur sur P8, sur l'IDF et dans d'autres villes de France, malgré la répression et les risques encourus.

Nous sommes sidéré.e.s par le placement en rétention de notre ami et camarade, mais il est nécessaire d'agir immédiatement. Dans un contexte de mobilisation générale contre la sélection à l'université, de démantèlement du service public et des communs, l'unique loi Asile-Immigration, le soutien à notre camarade et à toutes les personnes sans titre de séjour est fondamental.

Une visite au CRA annexe 3 est organisée aujourd'hui : RDV 16h devant le CRA, au 4 Rue de Paris, 77990 Le Mesnil-Amelot. Accessible par le RER B (Aéroport Charles de Gaulle 2 TGV). Attention, les personnes sans titre de séjour ne peuvent pas entrer dans le CRA et il est fortement déconseillé pour elles de se rendre devant le CRA (des arrestations ont déjà été rapportées devant des CRA).

Demain, nous nous rassemblerons à 9h30 à l'annexe 1 du CRA, même adresse, pour le soutenir lors de son passage au tribunal qui aura lieu à 10h ! Ce n'est qu'en étant nombreux qu'on obtiendra sa libération ! Les personnes sans titre de séjour peuvent théoriquement venir à l'audience, mais des policier.e.s se trouvent à l'entrée du tribunal et un contrôle n'est jamais exclu. Informations sur l'évènement FB :

<https://www.facebook.com/events/224158454833228/>.

MOBILISONS-NOUS POUR SA LIBERATION IMMEDIATE !

PERSONNE N'EST ILLEGAL.E !

Un petit récit du carnaval à Gap

Nous fûmes aux alentours de 300 à nous retrouver samedi 21 pour un carnaval contre la frontière, mais pas que !

Des chars, des déguisements, des artifices, des confettis, de la musique, des chansons et plein de couleurs!

Le trajet est passé par la gare, car les transports sont une frontière, un lieu de contrôle où qui n'a pas de tickets, d'argent ou les bons papiers, est débarqué, mis à l'amende, ou dénoncé à la flicaille!

Heureusement que quelques cheminot-e-s ferment parfois les yeux quand des personnes solidaires se manifestent, mais il serait bon, en ces temps de luttes d'entendre un positionnement clair de la part des cheminot-e-s sur la collaboration de la SNCF à l'expulsion et à l'enfermement des exilé-e-s. À bon entendeur !



Le carnaval a ensuite continué son bout de chemin, vers le centre-ville, passant non loin de l'hôtel Le Globe, qui se fait beaucoup de frics légalement, bien-sûr, sur l'hébergement de personnes en exil, bien plus que la plupart des-dits « passeurs » qui eux, prolétaires de la frontière prennent de la prison ferme pour une poignée de dollars !

La cortège bariolé continua ensuite vers « la paroisse » à côté du dépôt de bus, lieu qui servit d'hébergement quelques temps.

Le monstrueux défilé avança jusqu'à la prison et là, horreur ! Un maton sauta sur nos monstres carnavalesques qui écrivaient de courtes phrases en couleurs sur les murs de la cour de promenade.

Ce pauvre héro fut repoussé comme il se doit et se retrouva avec de la peinture sur le front, sûrement une oie sauvage qui passait par là et qui pondit un œuf. Quelques condés aux alentours sortir de leur automobile gazeuse à la main, mais n'osèrent pas trop s'aventurer parmi les gueuses et les gueux en folies !

Puis, nous nous arrê tâmes un moment devant l'APASE où une déclamation eut lieu afin de dénoncer les honteuses manières du 115, de rappeler qu'une visite de courtoisie avait déjà eu lieu, et qu'à moment donné, la prochaine sera un peu plus vinaigre ! Leur évidente collaboration avec la Préfecture sous couvert d'humanitaire n'a que trop durer mes ami-e-s ! Comme dirait Deligny : « éducateurs, qui êtes-vous? », des flics ? Des collabos ? Ou alors quoi ?

On continua, un peu vers l'hôpital d'où l'on pouvait voir la Maison Cézanne occupée depuis deux ans et expulsable cet été (cette information est de la plus haute importance !).

Puis la bruyante nuée passa à côté de la préfecture avant de faire le procès carnavalesque sur la place coincée entre le conseil général, la préfecture, la cathédrale et le tribunal. Il ne manque qu'un trou noir, pour aspirer tout ça ! Que se désintègre leur pouvoir !

Alors on a essayé !

Tout d'abord, une banderole c'est déroulée comme par magie sur la préf' « PAF LA PREF! » était inscrit dessus. À quel jolie pied de nez ! Puis, le procès de la Justice a eu lieu, avec témoignages, avocat-e-s, speakerine et greffier, avant de foutre le feu à tout ça ! Un bien beau feu de l'enfer, sur leur place proprette !

Pendant ce temps là, des enfants sauvages redécoraient l'entrée du conseil général !

Un fantastique carnaval printanier qui n'épargna pas les banques et les agences immobilières de ses couleurs et de sa prose en chemin, les murs trop pâles ne furent pas non plus épargnés !

Vive la fête véritable ! Les postes frontières en feu, la justice, la police et les fachos au milieu !

L'aventure continue avec rage et joie !

Bientôt, nous espérons pouvoir publier des nouvelles de Briançon/Col de l'Echelle/Montgenèvre et des ami-e-s là-bas. Comme toujours, les politiciens font de la politique (et du fric !) et font croire que c'est celles et ceux qui sont à coeur, esprit et corps ouverts dans la solidarité qui en font, les fascistes répandent leur merde stérile et mortifère, l'État leur obéi en envoyant plus de flics et de militaires.

Les frontières ce n'est pas une idée, un discours à l'assemblée, dans un conseil municipal, en se dissociant du haut de son bureau, nous nous ne faisons pas de politique, nous l'honnissons car les frontières c'est à notre vie qu'elles nuisent !

grece

[Plus d'info sur l'attaque de Lesbos](#)

Les fascistes du «Mouvement patriotique de Mytilène», parmi lesquels des membres bien connus d'Aube Doré, avaient les jours précédents, sur leur page facebook, lancé un appel à rassemblement dimanche 22 à l'occasion du coup d'État des colonels en Grèce d'avril 1967. Réunis à 19h30, après avoir manifesté pour la libération de deux soldats grecs emprisonnés dans les prisons turques, la plupart des fascistes, environ 200, armés de bâtons, se sont dirigés à 20h vers la Place Sappho à Mytilène, occupé par Mardi 17 avril par plus d'une centaine de migrant.e.s, principalement des familles afghanes, en demandant leur expulsion. Après quelques heures, vers 22h, sans aucune de la police anti-émeute présente sur le site en force avec deux pelotons, le nombre de fascistes a augmenté, suite à un appel de la page facebook pour intervenir sur la place. Chantant des slogans et des chorales comme « Brûlons-les vivants! Jetons-les à la mer! » Les fascistes ont attaqué les migrant.e.s en lançant des bouteilles de verre et des pierres arrachées des trottoirs, fusées éclairantes et pétards. Les migrant.e.s se sont défendus en faisant une triple chaîne humaine circulaire, avec des enfants au centre, essayant de les protéger des jets en les couvrant de cartons et de couvertures humides. Les migrant.e.s ont également été rejoint par des soutiens locaux. Ce n'est qu'après cette résistance des migrant.e.s et soutiens que la police est intervenue entre les deux groupes, mais cela n'a pas empêché les fascistes de poursuivre l'assaut, d'incendier les poubelles en les poussant ensuite vers les cordons de migrant.e.s, de lancer les fusées et les feux d'artifice de derrière les poubelles ciblant en particulier les femmes et les enfants. Vers 23 heures, les fascistes ont tenté de contourner le mouvement en attaquant du côté du marché. La police à ce moment-là a jeté des gaz lacrymogènes sur la place, qui ont également fini sur les migrant.e.s. A une heure les affrontements se sont

déplacés du front de mer de Mytilène à l'hôtel de ville historique et aux rues environnantes. Les fascistes ont mis le feu aux poubelles en construisant des barricades et en interrompant la circulation dans tout le port. Pendant ce temps, la police a encerclé le hotspot de la Moria pour empêcher les migrant.e.s de découvrir ce qui se passait et de vouloir soutenir leurs camarades. Les combats à Mytilène se sont poursuivis jusqu'à 3 heures du matin. Au moins 35 migrant.e.s et sympathisants sont blessés et 10, dont un enfant avec des brûlures, sont hospitalisés.

Une personne sur place nous dit: *«Permettez-moi de vous parler de cette folle soirée de guerre ce soir: la police ne pouvait pas mieux se coordonner avec les fascistes, au point d'attaquer les soutiens locaux. Les fascistes étaient en possession de gaz lacrymogènes; la police donna carte blanche aux fascistes, les fascistes terrorisant non seulement les réfugiés mais aussi les locaux. Un café a été attaqué parce qu'il a fait entrer les réfugiés blessés; les fascistes ont tenté d'attaquer les ambulances, ils ont attaqué quiconque essayait d'aider ou de documenter leur violence. Un soutien rapporte que:« La police avait des ordres (nous les avons également entendus plusieurs fois de leurs talkies) de ne pas agir contre les fascistes pour les arrêter mais seulement pour les disperser. Finalement, ils ont décidé d'éloigner les fascistes de la place, mais ils n'ont pas tardé à nous tirer des gaz lacrymogènes parce que nous avons simplement réagi aux incendies criminels en criant que quelqu'un serait tué à cause de leur ordre de ne pas arrêter les fascistes.*

A 17h20, la police anti-émeute a envoyé des bus sur la place et a ordonné aux migrant.e.s d'évacuer l'occupation, justifiant l'opération comme une forme de protection pour leur sécurité. Les migrant.e.s, continuant à rester en cordée et on refusé jusqu'au dernier de quitter la place, criant des slogans contre le camp de concentration, mais après un court moment la police avec la force et les menaces les a forcés à monter dans les bus leur disant qu'il les ramenaient au hotspot de Moria. Les migrant.e.s rapportent que la police leur a parlé en détention, que « s'ils ont oublié ce qui s'est passé la nuit dernière, il n'y aurait pas de conséquences ». La nouvelle, il y a quelques heures, c'est qu'environ 120 migrant.e.s, dont 25 femmes et enfants, ont été arrêtés et détenus au poste de police pour occupation de l'espace public. Deux soutiens ont également été arrêtés.

Dans les faits, comme ce fut le cas en Pirée ainsi qu'à Lesbos et à Chios, les fascistes et la police ont en fait collaboré à la répression de la protestation des migrant.e.s.

L'occupation de la Place Sappho avait commencé mardi 17 février, après qu'un cortège d'environ 200 migrant.e.s, avec des soutiens, avait quitté le hotspot de la Moria. Les raisons de la manifestation étaient la ségrégation et les conditions de vie sur l'île, la détention, les déportations et la nouvelle de la mort d'un Afghan suite au manque d'assistance médicale (qui a en fait eu lieu après des jours de coma).

Une autre raison de protestation a été la sentence de la Cour suprême grecque, le même jour le 17, qui avait annulé les restrictions géographiques à la liberté de circulation imposées aux personnes arrivant sur les îles de Lesbos, Rhodes, Chios, Samos, Leros et Kos. La décision, en vigueur dès le lendemain du 18 avril, a permis aux migrant.e.s arrivés sur les îles à partir de cette date de se rendre en Grèce continentale, mais sans effet rétroactif et ne comprenant donc pas les personnes qui étaient alors détenues à Lesbos.

Le gouvernement grec de Syriza, après le jugement du 17, a immédiatement pris des mesures: le 18 avril, le ministre des migrations a nommé un nouveau directeur pour le service d'asile grec. Le 19 avril, un nouveau projet de loi a été déposé sur l'immigration (qui avait croupi pendant des mois dans les commissions) qui prévoit la restauration des restrictions de mouvement pour les migrants, le 20 avril le nouveau directeur du service d'asile a pris la décision de suspendre la possibilité de mouvement dans le reste de la Grèce, à partir du 21 avril, le service d'asile grec a rétabli la restriction des déplacements des migrants, limitée aux îles. La nouvelle loi sera discutée au parlement dans les prochains jours.

Comme déjà annoncé par le ministère, le projet de loi prévoit une nouvelle fois la possibilité de confiner les demandeurs d'asile, ouvrant la voie à l'imposition de limites géographiques aux îles, ainsi que de nouvelles limitations du droit d'asile et à la facilitation des expulsions.

italie

[Bologna, Italy – Action against DAB-Integrated Systems](#)

We receive and spread:

ON THE NIGHT OF 21ST MARCH THE COMPANY “DAB-SISTEMI INTEGRATI” IN VIA NICCOLO DELL’ARCA IN BOLOGNA RECEIVED A VISIT. THE COMPANY SECURED THE LATEST CONTRACT CONCERNING THE INSTALLATION OF DOZENS OF CCTV CAMERAS FOR THE TOWN OF BOLOGNA, MANY OF WHICH ARE DESTINED TO BOLOGNINA. A COMPANY CAR’S TYRES WERE ALL SLASHED AND WINDOWS BROKEN. WRITTEN ON THE WALL ‘LET’S SABOTAGE CONTROL (A)’

roundrobin.info/

Translated by act for freedom now!

[Rome \(Italie\) : Des micros trouvés dans un véhicule](#)

Round Robin / mercredi 18 avril 2018

Un boîtier de micros a été trouvé dans le véhicule d'un compagnon. Il était composé de deux micros, un GPS et un transmetteur. Le tout collé avec des aimants à la carrosserie au dessus de la portière conducteur et lié au câble électrique qui amène l'électricité à une plafonnière. Il y avait aussi une batterie. Les micros étaient fixés avec de la patafix au dessus des têtes de conducteur et passager. L'alimentation venait du câble électrique, la batterie, les micros et le GPS étaient tous reliés au transmetteur. Dans le transmetteur, une SIM de l'opérateur TIM.

Ne faisons aucun cadeau aux sales mouchards !

Défendons-nous en privant l'ennemi de ses yeux et de ses oreilles!

[Florence \(Italie\) : Un compagnon retourne en prison, un autre sous contrôle judiciaire](#)

Anarchici Fiorentini / jeudi 19 avril 2018

Le 19 avril est arrivée la réponse de la Cassation à l'instance de la défense contre l'appel, gagné par le Parquet, concernant l'incarcération de Giovanni et Pasca et le contrôle judiciaire pour Nicola [*on verra [ici](#) le début de cette histoire répressive; NdAtt.*]. Pasca a été jugé il y a quelques semaines (car arrêté à Lecce, le tribunal comptant est donc un autre [*et la Cassation a confirmé son incarcération; NdAtt.*]), tandis que pour Giovanni et Nicola ça a pris quelques semaines en plus, pour des raisons techniques qui n'ont pourtant pas changé le résultat.

Comme dans le cas de Pasca, une dizaine de vautours de la DIGOS se sont immédiatement présentés chez Giovanni, ricanant de satisfaction et essayant de provoquer les compagnons qui étaient à la maison avec lui, en leur demandant leurs papiers.

Cela fait un an et trois mois que cette affaire a officiellement commencé (depuis le 31/12/2016 [*et [L'explosion d'un engin devant une librairie fasciste](#), lors de laquelle un flic a perdu une main; NdAtt.*]) et au lieu de se dégonfler, cette sale affaire se gonfle toujours plus (on remarquera que, pour ce recours en Cassation, le Procureur Général de la République s'est déplacé en personne, afin de plaider contre les anarchistes) : après avoir employé des centaines d'hommes, dépensé plusieurs millions d'euros, mis sous enquête des dizaines de personnes (12000 pages de dossier), il doivent justifier tout ça !

NdAtt. : On ne sait pas encore dans quelle taule a été emmené Giovanni. Par contre, voici les adresses de Pasca et Ghespe (toujours en taule pour la même affaire) :

Pierloredo Fallanca

Casa Circondariale di Teramo
Località Castrogno
Strada Rotabile
64100 Teramo

Salvatore Vespertino

Casa Circondariale di Sollicciano
via Minervini 2r
50142 Firenze

russie

[Russie] Des nouvelles de la traque aux anarchistes et antifascistes

Une quinzaine d'activistes ont prit part à ces rassemblements et distribué des tracts aux passant.e.s. La police n'est arrivée qu'au moment où les manifestant.e.s rangeaient leur pancartes pour rentrer. Les policiers semblaient désolé de ne pas avoir pu être capable d'écrire les numéros de passeports internes des manifestant.e.s. Un bon nombre de passant.e.s qui ont montré de l'intérêt au rassemblement ont été informé sur l'affaire et sympathisaient avec les détenus. Traduit de l'anglais du site Russian Reader.

suisse

Ce premier mai prenons la rue avec le bloc révolutionnaire !

Parce qu'on travaille pour payer nos assurances et nos loyers. Parce que l'Etat enferme et expulse les plus démunis.e-x-s. Parce qu'on aimerait rencontrer nos voisins.e-x-s, qu'on veut du collectif. Parce qu'on est fâché.e-x-s et qu'il faut que notre colère s'exprime.

Parce qu'on travaille pour payer nos assurances et nos loyers, que le capitalisme est morbide et mortifère, qu'on veut pas galérer jusqu'à une retraite qu'on touchera même pas, qu'on voit bien que les plus riches ont toujours plus et que la paix du travail ne profite qu'aux patrons. Parce qu'on ne veut pas être représenté.e-x-s par des

partis politiques et qu'on ne croit pas aux réformes ni à la démocratie libérale. Parce qu'on est capables de faire nos choix nous-mêmes.

On prend la rue !

Parce qu'il y a des opprimé-e-x-s et des oppresseurs, que l'Etat enferme et expulse les plus démunis-e-x-s, que le patriarcat est partout, que la police est violente, que le racisme et le sexisme sont des violences quotidiennes. Parce qu'on veut décoloniser nos luttes et nos imaginaires, qu'on ne trouve pas nos places dans les schémas qu'on nous propose, qu'on veut tout pour tous-tes-x et qu'on n'a pas envie de faire de compromis. Parce que la révolte s'organise.

On prend la rue !

Parce qu'on est fâché-e-x-s et qu'il faut que notre colère s'exprime, que ça peut pas continuer comme ça, que la violence est toujours du côté du pouvoir, qu'on veut crier notre ras-le-bol. Parce qu'on est plus fort-e-x-s ensemble, qu'on veut parsemer nos quotidiens d'actions stylées, qu'on a des étoiles dans les yeux quand on fait trembler l'ordre établi et qu'on détruira ce qui nous détruit. Parce qu'on rêve plus grand à plein.

On prend la rue !

Parce qu'on étouffe dans cette ville factice, que les urbanistes nous prennent pour des "flux", qu'on a pas envie de vivre seul-e-x-s dans un studio tout blanc, qu'on voit trop de murs gris tous les jours. Parce qu'on aimerait rencontrer nos voisin-e-x-s, qu'on veut du collectif, partager nos savoirs et apprendre des autres, qu'on a besoin d'espaces pour vivre nos vies comme on l'entend. Parce qu'on veut construire du commun et une ville qui nous ressemble.

On prend la ville !

Parce qu'hier c'était pas mieux, que demain commence maintenant, que rien n'a changé et tout reste à renverser, qu'on veut s'engouffrer dans les interstices, que le vieux monde finira par crever et qu'on dansera sur sa tombe. Parce qu'on y croit dur comme fer, qu'on est solidaires de tou-tes-x-s ceux qui luttent pour s'émanciper, que les barricades en feu nous réchauffent le cœur et qu'on se renforce petit à petit. Parce qu'on est là.

Rien ne nous arrêtera !

zad

Les gendarmes se déploient pour empêcher le rassemblement sur la zad - nous nous rejoindrons !

Dernières infos : Appel à rejoindre Bellevue par tous les moyens, et si vous ne pouvez pas, appel à se rassembler dans les bourgs de Notre Dame et de Vigneux pour s'organiser sur la journée à venir ! Ils veulent nous empêcher de nous rassembler, mais on va se retrouver ! La Grée est toujours encerclée, les gent.te.s qui veulent les soutenir peuvent converger dans ses alentours pour mettre la pression sur les GM.

Ce matin, un imposant dispositif policier s'est redéployé sur diverses routes de la zad : d281, d81, routes des fosses noires. Les contrôles et blocages routiers se multiplient. Un mensonge de plus : hier la préfecture annonçait qu'elle n'interdirait pas la manifestation. Aujourd'hui, le gouvernement cherche en réalité à empêcher par tous les moyens que les soutiens venus de partout en France et en Europe puisse accéder à la zad ou s'y rassembler. L'Etat fait tout pour faire monter la tension et montrer son intention d'écraser la zad coûte que

coûte. Il veut faire en sorte que le moins de monde possible puissent accéder aujourd'hui au site, constater l'ampleur des destructions réalisées cette semaine et marquer un soutien collectif pour la zad.

Nous allons aviser rapidement de la situation et donner les rendez-vous adéquats. Nous trouverons les moyens de nous rassembler aujourd'hui et de poursuivre une aventure collective demain. Ce ne sera pas facile, mais nous appelons tous les soutiens à faire en sorte d'arriver sur la zad, en direction du carrefour de la Saulce ou de la ferme de Bellevue et à se rassembler là où ils sont bloqués si on les en empêche. Il est décisif que nous nous retrouvions.

— la magie de la zad, la reprise des bâtons et le dispositif policier débordé

— la magie de la zad, la reprise des bâtons et le dispositif policier débordé

Malgré le blocus gouvernemental, une foule de 15 000 à 20 000 personnes a réussi coûte que coûte à se rendre en différents points de la zad et à déborder le dispositif ce dimanche. Depuis l'aube, tout avait pourtant été fait pour briser ce vaste élan de solidarité : barrages et contrôles partout, checkpoint policier aux sorties 4 de voies avec appels aux conducteurs à ne chercher à se rendre sur place. Plus d'une centaine de personnes ont été séquestrées toute la journée à la ferme de la Grée. C'est la première fois que l'Etat cherchait ainsi à empêcher une grande manifestation de ce type sur la zad et à faire monter la tension. Mais ici l'esprit collectif ne se laisse pas intimider de la sorte : les soutiens connaissent les chemins, les champs et passent en groupe les barrages policiers. Le mouvement qui a arraché l'abandon du projet d'aéroport s'est retrouvé de nouveau aujourd'hui dans toute sa force et sa diversité pour défendre la zad.

Moment solennel à la ferme de Bellevue à 14h : les milliers de bâtons plantés le 8 octobre 2016 ont été déterrés du sol. Nous avons fait le serment de venir les rechercher le jour où la zad serait de nouveau attaquée. Le Temps était venu ! Des personnes de tout âge sont reparties avec sur le chemin de Suez, escortant une grande charpente en bois emmenée par un convoi de tracteurs.

Cette construction avait été réalisée pendant la semaine avec du bois de la zad et sous le hangar de l'avenir par des dizaines de charpentiers solidaires. Elle a été montée sur un champ proche du chemin de Suez et pourra être déplacée par la suite. Des centaines de personnes ont porté ses poutres de main en main. C'est sur ce même champ en 2012, lors de la manifestation de réoccupation, que des chaînes humaines avaient déjà porté des masses de matériaux pour construire un hameau sur le site de la châtaigne. Aujourd'hui, des centaines de bâtons ont été immédiatement plantés tout autour du chantier pour marquer la protection de ce nouvel édifice, future halle de marché et de réunion qui devait initialement directement être amené au Gourbi pour remplacer l'espace commun détruit jeudi. Pendant ce temps d'autres groupes importants de manifestant.e.s bâtons en main, ont fini par déborder de toute part le dispositif policier placé sur la D81 et ont traversé la route pour passer à l'est sur la zone interdite et occupée depuis ce matin par des colonnes de gendarmes. Une construction mobile a été emmenée à travers les haies dans l'est de la zad. La volonté du gouvernement de nous interdire l'accès à l'est et au centre de la zad a été mise en défaite par des milliers de personnes se répartissant dans tous les champs le long de la route des fosses noires. Les manifestants ont fait reculer plusieurs fois les lignes policières, chantant côte à côte bâtons en main. A la fin de l'après-midi, une magnifique charpente s'élevait dans le soleil couchant sur un champ proche du chemin de Suez. Des personnes y dansaient au son d'un accordéon.

Après la manifestation déterminée de plus de 10000 personnes hier à Nantes entre syndicalistes, étudiants et soutiens à la zad, le gouvernement a dû aujourd'hui constater de nouveau qu'on ne peut écraser notre désir de

collectif par la terreur et la destruction ! D'autant que les actions de solidarité se multiplient dans de nombreuses villes de France et du monde ce week-end. Nous appelons à ce qu'elles continuent. L'avenir de la zad va se jouer dans les jours et les semaines prochaines. Il se liera au mouvement social en cours.

Merci à toutes celles et ceux qui ont bravé les obstacles aujourd'hui. Grâce à vous, la zad même blessée est toujours magique !

Mise à jour le soir même,

Autour de 21h, Les flics ont quittés la zone, enlevant tout leur dispositif. Aussitôt l'enthousiasme nous a fait soulever des montagnes... et [la charpente du nouveau bâtiment collectif que nous avons annoncé vouloir installer à Gourbi](#). Plus d'une centaine de personnes s'est saisie de la structure et l'a amené sur les routes de la ZAD, pas à pas, dans élan formidable et l'euphorie.

Sur les coups de minuit elle arrive enfin à sa place définitive. Bien sûr tout le monde est conscient que les facheux viendront probablement tenter de la détruire dès lundi, comme ils essayent de détruire tout ce que nous construisons de beau sur la zone. Venez nous aider à défendre ce symbole de notre détermination collective !

Vous pouvez également consulter le communiqué de presse : [Objectif atteint - un grande charpente portée par 300 personnes jusqu'au gourbi durant la nuit](#) Pendant ce temps des personnes profitent de pouvoir regagner la zone plus à l'est de la D281 pour aller récupérer les affaires ensevelies sous les décombres et gravats non encore emportés par les bennes collaboratrices.

Du matériel de construction sera certainement aussi récupérable. Coups de main bienvenus !

— Liste de communication de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes. 06.95.06.81.49
zadcontactpresse@riseup.net

Zone A défendre - <http://zad.nadir.org/>

Dijon, France : Ravalement de façade pour la SAFER (officine du ministère de l'agriculture et de la finance) en soutien à la ZAD

Le siège de la Safer de Bourgogne Franche-Comté a été repeint en soutien à la zad. Retour sur la Safer, et appel à action contre les institutions agricoles.

Cette semaine, le siège de la Safer Bourgogne Franche-Comté s'est vu offrir un petit ravalement de façade par des personnes a priori fâchées contre cet organisme et surtout solidaires avec les camarades de la Zad en prise aux expulsions.

Pourquoi les SAFER sont nos ennemis ?

La safer – Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural – est l'organisme qui décide de l'attribution des terres aux agriculteurs. Aujourd'hui en France, n'importe qui souhaitant s'installer en agriculture dépend d'elle.

Bien que leurs missions semblent d'intérêts public, qu'elles affirment « installer des jeunes », elles restent à la botte du ministère de l'agriculture et de la finance. Ses pouvoirs sont gigantesques sur le monde agricole : elle achète le maximum de terre, gère, négocie, observe les marchés et surtout elle étudie et juge les différents projets fumeux ou pas...

Par son jugement, c'est elle qui donne les directions que prennent l'agriculture puisqu'elle a le pouvoir de

décider quels projets vont voir le jour.

Elles sont liées au monde paysan (sur tout le territoire métropolitain et trois DOM) et pèse sur lui pour qu'il entre toujours plus dans des logiques de productivité, en favorisant les agrandissements et les projets d'exploitation industrielles.

Bref,

Tout ce qu'on aime quand on imagine rester sur des terres après avoir lutté sans relâche contre encore une fois une idée d'aménagement de territoire plus que décadante.

C'est bien dans ses sales pattes que les terres de la zad pourraient retomber si cette expulsion réussissait.

Alors honneur aux zadistes, soutenons-les partout et mettons la pression aux instances du pouvoir agricole !

Nous en profitons pour relayer ce judicieux appel du comité zad 04 !

[Lire la suite du texte sur Dijoncter.info, samedi 14 avril 2018]

Objectif atteint - une grande charpente portée par 300 personnes jusqu'au gourbi durant la nuit

/// Objectif atteint - une grande charpente portée par 300 personnes jusqu'au gourbi durant la nuit

Dans un mouvement collectif absolument pharaonique, une construction de 2 tonnes et de 10 mètres sur 5 a été portée par 300 personnes jusqu'au gourbi entre 22h et minuit tout juste. L'objectif de reconstruction sur un des lieux attaqués la semaine dernière a finalement été totalement atteint à la dernière minute. Un groupe surdéterminé a su faire passer l'édifice en bois massif à travers les haies puis tout le long de la route des fosses noires, la présence policière s'étant subitement estompée à la nuit tombée. Cheval de troie zadiste, on voyait avancer ce soir dans le noir une charpente éclairée par des dizaines de lampes frontales.

Ce fantôme vengeur venait réinvestir les décombres d'un des espaces collectifs détruits cette semaine pour en faire une nouvelle halle de marché et d'assemblée. Sous l'ossature mouvante, des chants incessants : "plus chaud, plus chaud que le lumbago", "plus haut, plus haut que l'helico", "nicole est étourdie, on va au gourbi", "la zad est elle à qui, elle est à nous !". Un grand feu d'artifice nous salue à l'arrivée. Ce soir le président Macron confirmait dans toute sa morgue de monstre froid sa volonté de finir d'éradiquer la zad, "projet de désordre", sous huit jours. Notre colère après une semaine de destruction de nos lieux de vie ne serait "pas légitime", nous devrions pour lui redevenir des individus séparés ou rien. Ce soir nous avons ri deux heures durant côte à côte face à la menace en transportant une magnifique maison en bois que la police détruira peut-être demain. Ils veulent en finir avec nous, mais nos vies sont tout simplement beaucoup trop belles pour ça.

Des vidéos exclusives et surréalistes de la charpente avançant dans la nuit sur le compte twitter @zad_nddl et deux photos pour se mettre en appétit en pièce jointe.

Vous expulsez la ZAD, on prends Nantes !

Nos envoyés spéciaux Rouen dans la rue relatent le sixième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin, et qui s'est déroulé cette fois à Nantes. Récit.

Samedi matin. De nouvelles détonations résonnent sur la ZAD. Quelques affrontements éclatent à la Saulce alors que ce sont les manifestations nantaises de l'après-midi qui se prépare déjà. « Manifestations. Samedi noir à Nantes » titraient déjà les journaux.

C'était un rendez-vous prévu de longue date : en cas d'expulsion de la ZAD, un rassemblement aurait lieu à Nantes le samedi suivant. Parallèlement, le mouvement social étudiant et salarié qui monte depuis quelques semaines déjà appelait à des manifestations populaires tous les samedis du mois d'avril. A la demande de certains syndicalistes, le rassemblement ZAD a été décalé afin de le distinguer de la première manifestation. Mais nombre de syndiqués, notamment la CGT AGO Vinci et le CAN (comité d'action nantais réunissant différentes composantes combattives du mouvement social) appelaient à converger vers le deuxième rassemblement. Pour contenir ces deux rendez-vous, la préfecture annonçait plus de 1000 policiers en centre-ville de Nantes.

14h30, la première manifestation démarre place du Cirque. Les rues adjacentes sont quadrillées par les CRS qui fouillent et réquisitionnent tout matériel de défense (masque contre les gaz, foulards etc...). Le cortège s'élance pour un « premier tour » de plus de 2000 personnes. Kways-nois et chasubles rouges côte à côte, la manifestation se termine sans heurts face à la préfecture. Le rassemblement ZAD est proche : quelques centaines de mètres plus loin. Les prises de parole s'enchaînent et appellent à soutenir la ZAD tandis qu'une partie du cortège jeune s'avance déjà vers la place du Cirque, départ du rassemblement ZAD. Une tentative d'interpellation des CRS se retourne finalement contre eux et se retrouve défaite par une réaction collective. C'est finalement la quasi-totalité de la première manifestation qui rejoint la seconde.

16h30, les rues sont blindées de gens massés ici en soutien à la ZAD. Pancartes, banderoles, sono, batucada : l'ambiance est au rendez-vous, la ZAD est à Nantes. De nouveau, le cortège s'élance pour un parcours similaire. Arrivés de nouveau près du Château et du miroir d'eau, le dispositif policier nous réserve un autre sort : le canon à eau dégaîne, arrose les premières lignes et les lacrymogènes pleuvent. Nous reculons et la masse de gens huent la police. Un applaudissement retentit de la part de tout le cortège, comme pour signifier notre présence et notre volonté d'avancer : nous sommes 10 000.

Plusieurs tentatives de passer le cordon policier en direction de la préfecture sont effectuées, systématiquement repoussés à coup de canon à eau, lacrymogènes, flashball et de CRS de plus en plus nombreux. Le point de cristallisation durera une petite heure jusqu'à ce que le dispositif décide de nous resserrer et de ne laisser que de petites issues pour la dispersion. Les flics en profitent pour inonder la place de lacrymogènes, couplés de canon à eau, flashball et tirs tendus de grenades.

La foule est telle que plusieurs autres cortèges se reforment spontanément à Commerce et alentours. De là, il est très difficile de retranscrire de manière exhaustive la suite des événements, si ce n'est que plusieurs cortèges de 3 ou 400 personnes ont continué à déambuler en ville sur différentes modalités : certains ont tout bonnement refait les vitrines des grandes enseignes du centre-ville, d'autres ont pu faire fuir une colonne entière de fourgons de CRS tandis que d'autres ont pu s'approcher de la préfecture pour aller chercher Nicole avant de se retrouver de l'autre côté du dispositif mis en déroute et sauter joyeusement sur des camions de CRS en criant « La ZAD elle est à qui? Elle est à nous ».

Le dispositif policier n'aura pas su contenir la rage et la détermination de ceux qui sont venus soutenir la ZAD et prendre une micro-revanche en milieu urbain. Une multitude de cortèges auront arpenté la ville jusqu'à 20h et au-delà : vous expulsez la ZAD, on prend Nantes !

La préfecture parle de 64 policiers blessés (#exagéré) et de 12 interpellations.

Bâtons et reconstruction !

Nos envoyés spéciaux Rouen dans la rue relatent le septième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin. Ce dimanche 15 avril, un appel massif avait été lancé à venir chercher son bâton planté en octobre 2016 pour défendre la ZAD ainsi qu'à reconstruire un nouveau lieu collectif.

La préfète l'avait annoncée : en fonction du déroulé de la manifestation nantaise du samedi, le dispositif d'accès à la zone à défendre serait renforcé et le rassemblement pourrait même être interdit. Elle, qui n'a pas dû manquer la mise en déroute du dispositif policier, pourtant composé de 1000 agents, ni le ravage partiel du hyper-centre nantais, a tenu sa promesse. On apprend tôt dans la matinée que la quasi-totalité des routes menant à la ZAD sont contrôlés : les flics fouillent les véhicules et parfois leur demandent de rebrousser chemin sur aucune base légale.

Malgré tout, des milliers de personnes sont présentes pour reconstruire la ZAD. Les opposants ont le sourire et viennent les bras chargés de vivres, de matériel médical et d'une énergie folle qui vient booster la résistance sur place !

Des personnes se massent à la Wardine, d'autres à Bellevue ou aux Fosses Noires. Toute la semaine, malgré la violence et l'intensité des expulsions, une partie des occupants préparaient le rendez-vous de ce dimanche : l'idée principale était d'appeler les soutiens à venir chercher leur bâton et de préparer parallèlement une construction à mettre en oeuvre. Du bois de la forêt de Rohanne a été scié à cette fin à l'aide de la menuiserie collective de la zone sous le Hangar de l'Avenir. C'est un hangar agricole collectif qui se dessine et nous projetons de le construire sur la parcelle du Gourbie, lieu emblématique de la zone.

Pourtant, la préfète ainsi qu'Edouard Philippe avaient annoncé qu'ils ne reproduiraient pas l'erreur de 2012 et qu'ils ne laisseraient pas la reconstruction se faire. Le dispositif de GM avec leur blindé est déjà en place au carrefour de la Saulce, comme pour signifier que le passage d'un cortège sur la route des Fosses vers le Gourbie ne serait pas toléré. Malgré tout, bâtons en mains, des milliers de personnes accompagnent la charpente en partie assemblée vers l'objectif, non pas via les routes principales, mais à travers les champs et la forêt. Des personnes à l'avant ouvrent le chemin et depuis la barricade des Lascars, on aperçoit une maison ambulante se déplacer à travers la forêt. Un moment de joie et de puissance difficile à décrire, sous les regards ébahis des gendarmes mobiles sous pression.

Nombre des personnes restent dans les champs alentours et sur la D81 pour sécuriser le passage de la charpente. Nous chantons et dansons face aux GM qui font la gueule, qui décidément, n'ont pas envie d'être là. Depuis une semaine, présents 16h par jour, faisant face à une résistance massive et active, la fatigue et la peur se lit sur leurs visages. On entend dans leurs talkies : « la pression monte ». Certains GM menacent la foule en point leur LBD40. Foule composée de nombreuses familles venues soutenir la ZAD en ce dimanche 15 avril.

Un « cordon » de sécurité s'organise spontanément jusqu'aux Fosses noires au nord de la route pour accompagner la structure. Face au champs du Gourbie des renforts de GM se déploient et commencent à gazer pour empêcher la structure et ses défenseurs d'approcher. Nous l'avions anticipé et nous retournons vers le champs de la Wardine pour terminer la construction sereinement et plantons symboliquement nos bâtons tout autour. Nous attendrons le retrait de flics pour l'amener à bon port.

Pendant ce temps, sur la D81 sur le champs faisant l'angle avec le chemin de Suez, les GMs et leur blindés sont toujours en place. La tension monte et finit par exploser. Deux heures d'affrontements s'en suivront, les GMs mangent et reculent. Ils craquent et se déchaînent sur un niveau violence pas encore atteint depuis le début de la semaine. Dans le champs, malgré la présence de milliers de personnes et de centaines de familles, les flics

lancent une pluie de lacrymogènes et des dizaines de grandes GLI F4 au lanceur. Elles explosent parfois à hauteur de tête et dans la plupart des cas directement sur les pieds d'opposants massés dans le champs. Ils font de même en direction de la D81, malgré la présence de bétail enfermé dans des hangars non-loin de là. Les soupçons d'utilisations de grenades « incapacitantes » se font de plus en plus crédibles. Ce sont des grenades qui provoquent vomissements, saignements des oreilles, pertes de sens et de repères, interdites en temps de guerre : un maintien de l'ordre à la française.

De parole de paysan, les bêtes souffrent vachement des affrontements et du gaz intensif : elles chient anormalement et ne veulent plus de l'herbe des champs gazés. Rappelons que l'opération aura déjà fait au moins un mort côté animaux : une brebis oubliée par les flics sous la bergerie des 100 noms lors de sa destruction a péri sous les décombres.

Parallèlement, la construction du hangar collectif se poursuit et se termine sur le champ de la Wardine. Plus tard dans la soirée, les flics se retirent enfin. La voie est libre pour transporter à plusieurs centaines la structure jusqu'à son objectif final : le Gourbie, pour sa cinquième ou sixième régénération. Cette parcelle a d'abord hébergé une ferme en dur historique, détruite en 2012, puis des cabanes dont une brûlée et enfin le dôme du référendum, détruit cette semaine par les forces de l'ordre. Moment de joie exceptionnel encore une fois au cours de cette longue journée. Un nouveau Gourbie est né, et un premier pas vers la reconstruction a été fait, sous les regards impuissants de l'hélicoptère de gendarmerie survolant la fête qui s'étendra jusqu'au bout de la nuit. La structure est évidemment très menacée, dès demain matin. Affaire à suivre.

From Olympia, Long Live the Commune, Long Live La ZAD

Submitted Anonymously

We gathered on the railroad tracks where the [Olympia Commune](#) has been to send insurgent greetings from Olympia, Washington to the brave ones currently defending [La ZAD](#) from eviction by the French state.

La ZAD is an autonomous zone in France populated by farmers, squatters, anarchists, and others resisting the construction of a new airport. Their struggle was successful and the airport was halted, but contrary to the wishes of liberals and many socialists, they continue to occupy La ZAD to build the world in which they want to live.

While the commune in Olympia didn't last nearly as long, we twice blockaded railroad tracks carrying fracking equipment, and experimented with new liberated ways of living. It is with the memory of the freedom that we found behind the barricades that we send our love and solidarity. La ZAD is an inspiration to rebels and communards around the world.

Tout le monde deteste les flics!

With love,

-some Olympia anarchists

Après la journée de reconstruction de la ZAD du 15 avril, la résistance collective et la lutte continuent et se renforcent !!!

Après la journée de reconstruction de la ZAD du 15 avril, la résistance collective et la lutte continuent et se renforcent !!!

Ce lundi matin, si les vilains ont repris leur activité de destruction et de répression, ils doivent toujours faire face à une résistance tenace sur la ZAD. Cette résistance continue à s'organiser pour se renforcer et finir par faire échouer cette nouvelle opération militaro-policière. Malgré le déploiement depuis une semaine d'un dispositif peu habituel dans la métropole mais courant dans les DOM-TOM, sur place la résistance a montré assez de détermination pour le mettre à mal, tendant par exemple des pièges aux véhicules blindés légers, reconstruisant les barricades à peine détruites, soignant les blessé.e.s, ou cuisinant pour toutes les personnes qui résistent sur place.

Le gouvernement pensait ne trouver en face qu'un mouvement divisé qu'il pensait faire exploser sous la pression. Il pensait qu'en allant vite, il serait possible de normaliser la ZAD sans que le mouvement et ses soutiens n'aient le temps de réagir. Il est maintenant clair au bout d'une semaine d'opération que son plan n'a pu se dérouler sans se heurter à la solidarité de tous ceux et toutes celles qui ne supportent plus le monde de l'aéroport. Comme pendant l'opération César de 2012, l'état s'embourbe face à notre détermination. Parce que sacrifier un bout de la ZAD revient pour nous à voir disparaître ce qu'elle représente de diversité dans les expérimentations sociales, agricoles et politiques, dans la critique en acte d'un monde régi par l'autorité, la concurrence et l'argent. Parce que la ZAD est un des seuls espaces où il est possible pour des personnes pourchassé.e.s par la police dans les métropoles de pouvoir être enfin un peu à l'abri, comme par exemple pour les exilé.e.s.

Les expulsions ne sont donc pas finies, et nous les arrêterons par notre solidarité.

Sur Nantes, cette résistance prend, en autres, la forme d'un soutien politique et logistique : points infos, rassemblements quotidiens et manifestations (2500 personnes lundi 9 avril, environ 10000 samedi 14 avril en convergence avec les autres mouvements sociaux en lutte (cheminot-e-s, étudiant-e-s) se succèdent sans faiblir. Les soutiens nantais à la ZAD se manifestent également par des actes concrets de solidarité qui se multiplient sous forme de bouffe, de propositions d'hébergement, de dons de matériels (vêtements, duvets et couvertures, piles, matériels premiers secours), d'organisation de co-voiturages pour monter les dons récoltés sur zone et renforcer la présence humaine.

Nantes : Des pelleteuses qui s'enflamment

Indymedia Nantes / lundi 16 avril 2018

Dans la nuit de dimanche à lundi, **deux pelleteuses ont essayé de mettre fin à leurs jours**, voici leur communiqué :

- dégoutées de servir les projets de la métropole nantaise, de servir sa vitrine pour attirer les entrepreneurs et les jeunes actifs en dégageant les pauvres et les inadapté.e.s de ce monde pourri.
- en rage que quasiment toutes les cabanes dans la zone est de la zad aient été détruites,
- en soutien aux personnes qui là-bas résistent sans compromis à l'état et à l'autorité sous toutes ses formes.

On a décidé de s'enfiler une plaquette d'allume-feux accompagné d'une bouteille de liquide hautement inflammable. Ça nous a fait des dommages sûrement irréversibles, la prochaine fois on doublera la dose pour être sûres de pas être récupérables. On aura besoin de complices pour ça !!

Récit d'actions du dimanche 15 avril

VIENNE, autriche

un message de solidarité de Vienne (autriche) dans le cadre d'une action pour un squat expulsé :

Il y a un an, un bâtiment vide au 14^{ième} arrondissement à Vienne (Autriche) était squatté. Malheureusement seulement pour quelques jours, on a construit un lieux de rencontre et d'échange contre la gentrification et pour une vie autodéterminée. Déjà après quelques jours, le squat était expulsé et le bâtiment est encore vide depuis. Entre temps, le propriétaire a changé, mais le projet de destruction reste.

Un an après l'expulsion, aujourd'hui (dimanche 15 Avril 2018), un pique-nique s'était fait dans le parc à côté avec du café, du gâteau, de la musique et des banderoles et flyers. Il y avait des discussions avec les voisins. Desquels la plupart souhaitent également que le bâtiment serait utilisé...

Après le pique-nique deux banderoles étaient accrochées sur le bâtiment : "Z(A)D RESIST - Fight the Cops" et "ACAB". A Notre-Dames-des-Landes (France) la ZAD est attaquée par la police depuis une semaine. Une part de la zone, sur laquelle on avait voulu construire un aéroport, était expulsé. Les personnes sur place (habitantes ou solidaires) se combattent encore contre la police, qui essaye d'augmenter la pression pour pacifier la zone "de non-droit" ou la détruire.

De Vienne jusqu'à la ZAD : Solidarité contre les expulsions et la destruction ! Contre les flics et leur monde ! Pour une vie autodéterminée – sur la ZAD, à Vienne et partout !

Construisons une, deux, plein de zones de non-droit !

article complet en allemand : <https://de.indymedia.org/node/20027>

Compte-rendu des comparutions immédiates hier à Nantes

7 personnes sont passées en comparution immédiate lundi 16 avril. 1 chopée sur la zad vendredi matin + 6 chopées en manif samedi à Nantes. 4 refusent la comparution immédiate dont la personne de la zad qui est maintenue en détention jusqu'à son procès le 18 mai. Les 3 autres refus de compas sont placés sous contrôle judiciaire, procès les 22, 23 et 24 mai. Les 3 qui ont été jugés ont pris de la prison avec sursis + dommages et intérêts aux flics + interdiction de Loire-Atlantique pour ceux qui ne sont pas d'ici. Tous sont accusés de violence sur personne dépositaire de l'autorité publique + refus de signalétique et ADN pour la personne de la zad. D'autres compas encore aujourd'hui à Nantes et Saint-Nazaire.

Courage aux potes, feu aux prisons

Sur la ZAD : Manif et quelques affrontements – et les gens sont toujours là

Manifestation dimanche 15 avril

Environs 15000 personnes sont allées sur la ZAD pour une manifestation solidaire, dimanche 15 avril. En fin de matinée il y a eu des affrontements avec les gendarmes, puis la situation s'est calmée. Des centaines de solidaires ont transporté une grosse charpente en bois jusqu'au Gourbi, détruit la semaine dernière. Un joli doigt d'honneur au gouvernement et ses larbins en armes... La flicaille est à nouveau intervenue lundi matin, détruisant la charpente et dégageant les barricades, sans cesse redressées. Le gouvernement craint le fait que le nombre de gens sur place augmente de plus en plus. L'expulsion de la ZAD est loin d'être chose faite, bien au contraire.

A noter que des témoignages sur place font état d'utilisation de la part des gendarmes de gaz de couleur orange, qui serait des gaz incapacitants (voir plus bas, le bilan de l'équipe Médic).

Affrontements en fin de matinée, puis manif tranquille

AFP / dimanche 15 avril 2018

Des affrontements ont éclaté en fin de matinée dimanche sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes où doit se tenir à midi un rassemblement de soutien aux occupants expulsés dans la semaine par les forces de l'ordre, ont constaté des journalistes de l'AFP.

D'importants barrages routiers de gendarmes étaient installés sur les principales voies d'accès et l'entrée n'était possible qu'après une fouille des sacs.

Une portion de la D81, où une opération de gendarmerie est en cours pour enlever des barricades installées samedi par les zadistes, est aussi interdite, obligeant les manifestants à emprunter des voies détournées pour se rendre sur le site du rassemblement, au chemin de Suez, au sud-ouest de la route.

Non loin du lieu de rassemblement, au croisement du chemin de Suez et de la D81, les gendarmes ont repoussé peu après 11h00 des manifestants « *hostiles, voire très hostiles qui harcèlent les forces de l'ordre* » et tentent de passer vers l'ouest en direction des squats détruits en début de semaine, selon la gendarmerie.

Aux jets de pierre et de bouteilles en verre des manifestants, les gendarmes répliquaient avec des tirs de lacrymogènes, a constaté une journaliste de l'AFP.

Si la coordination des opposants appelait à un rassemblement pacifiste aux soutiens aux expulsés, des zadistes avaient, eux, lancé un appel à venir reconstruire les squats détruits.

Pendant ce temps les soutiens aux expulsés, équipés de vêtements de pluie et de bottes, affluaient vers le lieu de la manifestation, a constaté l'AFP. [...]

La ZAD reste, les zadistes se multiplient !

extrait de Europe1 / lundi 16 avril 2018

Lundi 16 avril, matin

L'immense charpente avait été installée dans la nuit, portée à travers champs par une centaine de zadistes. Lundi matin, les gendarmes ont évacué les occupants installés au sommet de la structure de bois, surmontée d'un doigt d'honneur sculpté, avant de procéder à son découpage méthodique à la tronçonneuse. Ce genre de scène devient habituelle à Notre-Dame-des-Landes, une semaine après le début des opérations d'évacuation de la Zad (zone d'aménagement différée, devenue zone à défendre). Officiellement achevé, le temps des expulsions a laissé place à celui du maintien de l'ordre. Mais face aux CRS, les militants sont chaque jour plus nombreux, faisant craindre un enlèvement.

[...] Après les évacuations méthodiques des premiers jours – une trentaine de squats détruits –, la préfète Nicole Klein a annoncé que l'objectif des autorités était atteint, jeudi. Mais quid des expulsions ? La préfecture reconnaît « ne pas savoir » où se trouvent les occupants des lieux de vie rasés. Le service relations médias de la Zad affirme de son côté que le nombre de personnes présentes sur le site ne cesse d'augmenter, suggérant que les destructions n'ont pas suffi à chasser les zadistes.

Ce statu quo fait craindre que la progression rapide des forces de l'ordre, en début de semaine dernière, n'ait pas durablement « réglé » la question des occupants illégaux de la zone qui devait accueillir le projet d'aéroport. La semaine dernière, les 2.500 gendarmes sur place avaient encerclé la Zad avant le début des opérations, afin d'empêcher des soutiens extérieurs de venir soutenir les occupants pour compliquer les expulsions. Efficace dans un premier temps, le dispositif ne semble plus l'être : lundi matin, ce ne sont plus 250 mais 750 personnes qui étaient installées à Notre-Dame-des-Landes. La fameuse D281, ancienne « route des chicanes », entièrement dégagée en milieu de semaine dernière, doit à nouveau être déblayée par les gendarmes chaque matin. [...]

L'exécutif garde en mémoire le souvenir de l'opération César, avortée à Notre-Dame-des-Landes en 2012 après un « enlèvement » des troupes de gendarmerie face à des zadistes toujours plus nombreux. « Il y a une phase de négociation pour traiter les projets dignes, les projets respectueux, les projets alternatifs dans le cadre républicain, mais pour le reste, l'ordre sera fait parce que notre République a besoin d'ordre et d'égalité », a déclaré Emmanuel Macron, dimanche soir. Un délai supplémentaire a donc été accordé aux zadistes, y compris expulsés : tous ont jusqu'au 23 avril pour amorcer un « processus de régularisation » en déposant en préfecture leur dossier de projet agricole. [...]

Dimanche 15 avril

Bilan médic des dernières 48 heures

zad.nadir.org / samedi 14 avril 2018

Depuis le début de la semaine, au moins 148 personnes ont été prises en charges par le groupe médic' (ce bilan n'est pas exhaustif). Au cours des dernières 48 heures, le groupe médic soigne et prend en charge en continu des personnes blessées pendant les assauts policiers et nous a livré ce bilan (là encore non exhaustif) :

23 personnes ont subi des éclats multiples éclats de grenades sur le corps (visage, nuque, torse, jambe, pieds, mains, doigts...) parfois enfoncés de 3 cm dans la chair. Une même personne peut avoir reçu une quinzaine d'éclats. Certaines personnes présentent des signes d'infections suite à ces blessures

8 personnes avec des hématomes des membres avec des phénomènes de compression dangereux liés à l'utilisation des Lanceurs de balles défensives

3 personnes avec des atteintes neurologiques (vertiges, céphalées, confusion...) suite aux explosions de grenades.

1 personne atteinte à l'oeil par un éclat de grenade, 3 autres souffrent de baisses d'audition sévères liées à des explosions de grenades

Sur les postes de soin et lors des déplacements de l'équipe médical sur les lieux de charge, il a été constaté l'utilisation d'armes au potentiel léthal :

- ▶ tirs tendus de grenades diverses
- ▶ utilisation de grenades avec des charges explosives massives au contact à hauteur d'homme
- ▶ utilisation massive et continue au niveau d'habitations de gaz à haute concentration toxique : brûlures, nausées, Etc
- ▶ plusieurs témoignages d'utilisation de gaz incapacitants (deshydratation immédiate, diarrhée, vomissements, confusion, possible abatement...)

Conclusion : La police assassine, cela nous le savons déjà. Des policiers sont hospitalisés suite à l'explosion d'armes qu'ils nous envoient consciemment dessus et en continu depuis plusieurs jours.

Huit personnes interpellées à Nantes samedi sont passées devant le juge lundi

Le Parisien / *lundi 6 avril 2018*

Parmi les douze manifestants pro-zadistes placés samedi en garde à vue, huit ont été déférés ce lundi en vue d'un jugement, souhaité rapide pour certains. Les six adultes impliqués dans les affrontements avec les forces de l'ordre, intervenus lors d'une manifestation de soutien à la Zad de Notre-Dame-des-Landes à Nantes, seront en effet jugés en comparution immédiate dans l'après-midi. Les deux mineurs seront, eux, présentés à un juge pour enfants.

Trois autres manifestants ont été remis en liberté après avoir reçu une convocation à comparaître ultérieurement. Un dernier a été maintenu en garde à vue.

Par ailleurs, une enquête de flagrance pour violences aggravées a été confiée à la section de recherches d'Angers. Elle doit faire la lumière sur un **jet d'engin explosif contenant des billes d'acier et qui a blessé trois gendarmes dimanche matin, lors de heurts en marge du rassemblement pacifique organisé par la coordination des opposants directement sur la Zad. L'un des militaires, polycrêlé aux jambes et aux mains, a été évacué vers le centre hospitalier de Nantes où il devait être opéré lundi.**

En parallèle, les gendarmes continuaient ce lundi à dégager les routes de la Zad après de nouvelles barricades remontées dans la nuit, au 8e jour des opérations. Selon une source proche du dossier, la nuit a été plutôt calme.

Mais après le passage des gendarmes pour dégager la route, les zadistes remontaient à nouveau leurs barricades sur la D81 en fin de matinée, tandis qu'un hélicoptère de gendarmerie survolait toujours la zone. Des tirs de grenade ont encore résonné, notamment au « Gourbi », un lieu de vie emblématique de la Zad détruit la semaine dernière, où les zadistes ont acheminé dimanche une charpente en bois qui a finalement été détruite ce lundi par les forces de l'ordre.

Comme Emmanuel Macron, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a dénoncé sur Radio Classique des « professionnels de la confrontation » venus renforcer les opposants à l'évacuation de la Zad, affirmant que certains participaient également aux blocages d'universités.

Il a réfuté tout « échec » huit jours après le lancement des opérations d'expulsion, émaillées d'affrontements. Les gendarmes ont « démolé » 35 « cabanes » sur les 36 prévues, a-t-il précisé. Et d'insister : « Nous rétablissons chaque jour l'ordre républicain parce que la force doit rester à la loi. »

La veille, dans son grand entretien sur BFM TV, Emmanuel Macron a par ailleurs confirmé que la préfète des Pays de la Loire, Nicole Klein, avait tendu la main aux zadistes, y compris les expulsés, en les invitant à déclarer leurs projets agricoles d'ici le 23 avril pour amorcer un « processus de régularisation ».

Les Lilas (Seine-Saint-Denis) : Solidarité avec la ZAD depuis le 9-3

reçu par mail / dimanche 15 avril 2018

L'arrogance du pouvoir qui attaque la ZAD nous fout la rage. On en a assez aussi des protestations symboliques. Du coup **la nuit du 12 au 13 avril on a incendié une voiture avec la plaque d'un corps diplomatique étranger, rue de la Paix (à côté du commissariat, hi hi hi) aux Lilas.**

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui se battent sur la ZAD, du moins de ceux qui n'essayent pas d'y poser les bases d'un autre pouvoir peut-être « imaginaire » mais pas moins haïssable.

Une pensée aussi pour Krème, pour les deux personnes en taule suite à l'expulsion de Bure, pour la personne arrêtée à Limoges et les deux d'Ambert.

Slidarité avec les anarchistes sous procès en Italie pour l'opération Scripta manent.

Liberté pour toutes et tous. Vive l'anarchie !

La piste allemande

Châteaubriant, France : Tags et sabotage en solidarité avec la ZAD – 14 et 15 avril

Au cours de ce week-end du samedi 14 et dimanche 15 avril 2018 à Châteaubriant, plusieurs tags en solidarité avec la Zad Notre-Dame des Landes et contre les forces de l'ordre ont fleuri sur différents édifices de la domination, à savoir le presbytère (près de l'église Saint-Nicolas) ou encore le centre municipal des sports...

Les locaux de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM, ex DDE) de Loire-Atlantique et de la Mutualité sociale agricole (MSA) ont également été recouverts de tags. De plus, les serrures des portes des bâtiments de la DDTM et la MSA ont été sabotés avec de la colle.

Parmi les messages: « Regarde dans le ciel, tu verras la Zad » ; « Zad partout », « Zad party, police par terre », « Halte aux expulsions », « Flic dégage », « Vive la Zad »....

Dans la nuit de jeudi à vendredi 13 avril, les portes de la préfecture de Carcassonne ont également été recouvertes de tags pour la ZAD.

ZAD : L'occupation continue, les actions aussi!!

Ce matin, sur un (gros) rond point, des palettes ont pris feu, ce qui a provoqué un ralentissement suspect sur la 4 voies de Nantes Océane :

!!Première sommation avant le grand boom!!

L'économie en tremble encore et la presse locale en est restée muette,

mais bon, les copainEs on pense grave à vous, ZAD vivra, bisous bisous

Ni prisE, ni brûléE, on reviendra...

signé : les bouffonNEs masquéEs

Ceci n'est pas un programme! Cela peut présenter un intérêt

[reçu par mail]

Pour info (et discussions éventuelles).

Cordialement.

Henri

L'espèce de bilan du mouvement contre l'aéroport et son monde qui a fait naître la Zad de Notre Dame des Landes, présenté par le texte « *Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation* », mérite quelques commentaires. L'essentiel de son analyse n'est pas fausse mais c'est une schématisation qui, malgré son titre, ignore la *dynamique* de ce mouvement.

Il est vrai qu'il y a des positions divergentes et parfois même peu compatibles entre les différentes composantes de ce mouvement mais c'est, précisément, un mouvement, c'est-à-dire quelque chose qui a évolué au fil du temps et évolue encore. Or cette « analyse » fige les positions en deux camps quasi antagonistes et grossièrement définis. Dès le départ, il est faux de dire que ce sont les occupants arrivés sur la Zad en 2009 qui sont à l'origine de la formule « contre l'aéroport *et son monde* » et que les « historiques » n'auraient été que bornés à une opposition au seul projet d'aéroport. Dès sa création, il y avait au sein même de l'Acipa, des gens qui défendaient un engagement plus large que ça. L'arrivée et l'installation des occupants n'a fait que les renforcer. De plus, ces rencontres ayant généré une dynamique d'échanges, de discussions, d'entraides, bien des gens qui n'étaient au début que « contre l'aéroport » ont évolué (comme ce fut le cas sur le Larzac à l'arrivée des « hippies » et « gauchistes », ainsi que le montre bien le film de Christian Rouaud *Tous au Larzac*). C'est d'ailleurs une des caractéristiques de ce genre de situation. A se fréquenter on se comprend mieux, des barrières tombent, des opinions évoluent. Et même si les « intérêts » ne semblent pas être toujours les mêmes, il se crée une osmose qui nourrit un progrès des opinions et des comportements. Arrivant après quelques années de cette fréquentation enrichissante, l'opération César de 2012 d'attaque contre la Zad et de destruction des lieux de vie a profondément soudés des gens dont la complicité ne semblait pas aller de soi, a priori. Ne voir dans cette dynamique qu'une utilisation cynique, par les « citoyenistes », des autres Zadistes vus comme « idiots utiles » est une grossière caricature. Cette image relève d'un regard de froid « stratège » politicien qui ignore ce qu'il y a d'humain dans de tels mouvements.

Il ne s'agit pas de nier ici qu'il peut y avoir, dans ce mouvement multiforme, des gens ayant des arrières pensées différentes, des apprentis arrivistes et plus ou moins manipulateurs, des bureaucrates en herbe. Il y en a dans tous les mouvements. Mais c'est nier la nature générale de ce mouvement de n'y voir que ça.

La description des AGs comme lieu privilégié de ces « manipulations » bureaucratiques est aussi réductrice. Dans ces AGs, il y a eu, au contraire, beaucoup d'efforts pour qu'elles ne soient pas monopolisées par ceux qui étaient le plus « à l'aise » et ne pas trop pénaliser ceux et celles qui avaient du mal à s'exprimer. Ce qui n'est jamais facile. On l'a tous expérimenté. (Et ne nions pas qu'il puisse arriver que lorsque certains balbutiements promettent de prolonger interminablement les débats, la fatigue se fasse sentir, et s'exprime. Et on serait tenté d'ajouter que s'exprimer, c'est comme tenir un marteau ou une bêche, ça s'apprend. Certes on a besoin d'aide pour ça, mais il faut aussi faire un effort, et même parfois un gros effort. J'en sais quelque chose.)

Mais, pour avoir assisté dans ma vie à bien des AGs je me permets d'affirmer que je n'ai jamais vu autant d'efforts de compréhension mutuelle que sur la Zad, avec de nombreuses et copieuses engueulades, bien sûr, comme dans tout mouvement *vivant*, mais avec des conclusions souvent moins bornées et exclusives que partout ailleurs.

Même chose pour l'entraide : la Zad a été un lieu où l'entraide et la solidarité ont existé bien plus que nulle part ailleurs. Bien sûr, sans que ce soit parfait. Certains ont pu manquer d'eau, d'électricité, de marteaux et de pioches, plus souvent que d'autres. Mais il y a eu de nombreuses tentatives de corriger ça, loin du chacun pour soi et des luttes pour l'accaparement qui sévissent ailleurs. Caricaturer ça en mainmise par les « élites » sur les moyens permettant de mieux vivre est d'une lamentable grossièreté.

Un mouvement est quelque chose qui *se construit*. Ce n'est pas l'application du jour au lendemain d'une société idyllique, même si elle se présente sous une forme fort désirable (Pour ne pas confondre avec les « utopies » totalitaires en tous genres). Dans les tentatives d'émancipation, de libération, on part d'une aliénation profonde pour essayer de construire un monde meilleur. Tout est à faire en mettant *les mains dans le cambouis*. Il arrive que ça fasse des taches que ne connaissent pas les bébés Cadum, c'est vrai. Mais c'est comme ça que ça avance. C'est justement pour ça qu'on appelle ça un *mouvement*. Si certains pensent avoir des recettes pour le faire progresser, qu'ils les mettent à l'épreuve dans le mouvement. Mais les *constats* d'insuffisance sans proposition concrète pour en sortir, ça fait de belles jambes de bois sur lesquelles on ne dansera pas.

Bien sûr, la critique du processus qui a conduit à la normalisation de la route « des chicanes » est juste. Les négociateurs se sont leurrés sur les effets de cette tentative de montrer aux autorités leur disposition à la conciliation. Quand on baisse son froc devant son ennemi, comme preuve de bonne volonté, tout ce qu'il voit c'est qu'on sera plus facile à violer. Il fallait avoir toute la naïveté des « citoyensnistes » pour ne pas voir que la préfète les enfumait copieusement. Ils l'ont appris à leurs dépens et ce sont effectivement ceux qu'ils ont mis dans le caca par cette « libération » de la route qui en ont le plus souffert. Mais présenter ces « négociateurs » comme sorte de troisième colonne machiavélique se faisant fossoyeuse du mouvement est, là encore, grossièrement caricatural. D'ailleurs, ils ont prouvé depuis, qu'ils ne lâchaient pas le mouvement comme ça. L'intervention flicarde les a réveillés.

Et présenter comme manipulés et abusés tous ceux qui parmi les occupants se sont ralliés à cette stratégie foireuse c'est vouloir ignorer que, s'ils se sont laissés séduire par l'idée de compromis possible, c'est qu'ils avaient peut être le sentiment qu'ils ne pourraient pas faire le Chiapas à Notre dame des Landes et qu'ils avaient peu envie d'aller au casse-pipe pour la gloire du combat anti-capitaliste « jusqu'au bout ». On ne peut leur reprocher et moins encore les considérer comme des capitalistes ou petits bourgeois en devenir. La plupart des Zadistes essaient de trouver une voie qui conjugue leurs convictions, leurs engagements, avec la sauvegarde de ce qu'ils ont déjà construit. Ce n'est pas facile. Les mépriser parce qu'ils se débattent dans le champ boueux des contradictions n'aidera en rien à ce qu'ils en sortent.

L'analyse d'I.M. annonce d'entrée que son objectif est de détruire ce qui lui semble un « mythe », une « fable » : celui de *l'unité dans la diversité* que bien des gens présentent comme caractéristique du mouvement Zadiste de Notre Dame des Landes, et qui a fait effectivement sa force et sa richesse, tout en en faisant un *exemple* que veulent suivre de nombreux révoltés contre cette société. Dénoncer les mythes est un sport auquel un certain milieu « radical » s'adonne à plaisir. C'est une manière de poser comme « exigeant » qui ne coûte pas cher. Je me souviens encore de ces « anarchistes » anglais qui au moment de l'insurrection polonaise de 1970 reprochaient aux insurgés de « ne pas avoir détruit d'un coup le salariat et l'état ». Ce radicalisme « sans concessions », je sais, pour l'avoir pratiqué dans ma jeunesse, qu'il n'a jamais nourri qu'un sectarisme

débilissant n'ayant jamais réussi à faire avancer le mouvement révolutionnaire d'un millimètre mais renvoyant bien des révoltés à un isolement affaiblissant, déprimant et parfois suicidaire.

A quoi sert l'analyse d'I.M. ? Une fois lu ce constat, on fait quoi ? On continue à se battre en essayant d'avancer dans le marécage des divergences unies ou on va coucher son découragement dans le lit de la pseudo-« lucidité » désarmante ? La réponse, pour moi, est dans la question.

Gédicus,

18 avril 2018.

Bonjour,

En pièce jointe, un texte de camarades anarchistes de Caen, envoyé comme réaction au texte de Gédicus.

<http://lherbentrelespaves.fr/index.php?post/2018/04/13/Mai-68>

http://palimpsestes.fr/textes_philo/castoriadis/philosophie-antidote.html

Cordialement.

Henri

quand Lama fâché, Lama cracher [en PDF](#)

[De Philadelphie \(USA\) à Bruxelles, solidarité avec la ZAD](#)

Bruxelles, Belgique : Attaque d'une officine de l'Union Européenne

[Sans Attendre Demain](#) / lundi 16 avril 2018

Dans la nuit de samedi à dimanche 15 avril, le bâtiment de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, situé place de Louvain, 14 à Bruxelles, a été attaqué : de la peinture a été projeté sur la façade, des débris balancés sur l'entrée principale.

Un tag a été inscrit sur une des entrées, disant : « ZAD not dead ».

Philadelphie, USA : Sabotage d'un bulldozer de chantier

Traduit par [Sans Attendre Demain](#) / Lundi 16 avril 2018

Cher voyous anarchistes du monde entier, illégalistes, casseurs, défenseurs de la sauvagerie.

Nous nous adressons à vous en direct de Philadelphie. Une attaque vient d'être faite, mettant des bâtons dans les rouages de la machine du progrès... de manière plus concise, des câbles ont été coupés et des vitres détruites sur un de leurs bulldozers de merde.

Nous savons que cette attaque a été réalisée en solidarité avec la ZAD et le Camp White Pine (tous deux sont confrontés aux bulldozers locaux). Les assaillants ont également envoyés des salutations rebelles aux anarchistes du coin qui gardent la pêche (et spécialement à celles et ceux qui partagent les spécificités de leurs attaques afin de donner la possibilité à d'autres de les reproduire).

Nique le travail.
Nique le progrès.
C'est tout pour le moment.

Equipe illégal.

[Traduit de l'anglais de itsgoingdown.org, 04.14.2018]

Signe ton formulaire et ferme ta gueule

expression critique du processus de légalisation en cours sur la zad de nddl

Hola Compas !

Nous t'écrivons pour te tenir au courant de ce qui se passe sur la Zad de Notre Dame des Landes, une zone qui depuis des années veut se libérer de l'emprise de l'état sur les décisions des individu.e.s et des collectifs et cherche comment vivre et s'organiser. S'il y a eu une infinité d'expériences comme gérer le quotidien et les conflits sans autorités et règles étatiques, et qu'une cohabitation de logiques très diverses étaient possible grâce à la taille géographique de la zone qui promettait, dans une certaine mesure, de s'organiser à sa manière sans s'imposer aux autres ; la dégradation de la situation s'accélère rapidement !

Après que l'état ait abandonné le projet de l'aéroport qui réunissait des citoyen.ne.s et des subversi.f.ve.s dans une lutte face à un ennemi commun, il cherche maintenant toutes les raisons pour détruire cette zone qui échappe à son emprise. Comment croire qu'un état pourrait tolérer sur « son territoire » des endroits qui nient, par leur existence, la légitimité des lois qu'il impose.

Plus de 90 lieux coexistaient avec des conflits entre eux et tendaient à trouver des solutions.

Aujourd'hui, certains choix et décisions prises ne peuvent plus cohabiter. La zone en tant que totalité a perdu sa négation du pouvoir de l'état.

L'état français a donné un ultimatum aux occupant.e.s de la zone pour remplir des fiches individuelles de légalisation de projet agricole jusqu'au 23 avril 2018. Avec à la clef une menace d'expulsion si ces fiches comprenant les terres de la zone n'étaient pas remplies et rendues. Il a souligné cette menace en commençant à détruire une trentaine de lieux dans la partie Est de la zone (principalement dans celle non-motorisée).

Beaucoup de gen.te.s utilisent l'urgence pour sombrer elleux-même dans une logique de diplomatie et de paternalisme. Ielles se permettent de renforcer à l'intérieur de la zone des mécanismes autoritaires au travers d'attitudes manipulatrices pour faire ce qui leur paraît juste tout en prétendant agir pour le « bien commun » sur la zone. Le phénomène va aussi loin que certain.e.s occupant.e.s ont décidé de signer des fiches qui incluent les terres et lieux d'habitation des gen.te.s qui elleux refusent de faire légaliser « leur » lieu de vie, leur projet, leur quotidien ! Ces fiches ayant parfois été signées dans leur dos, sans aucune consultation.

Il suffit de quelques personnes ou collectifs prêt.e.s à marchander avec l'état pour que celui-ci, avec ses mécanismes d'intoxication médiatique, puissent faire un tri, entre ses citoyen.ne.s qu'il prétend protéger et les « criminel.le.s » qu'il se devrait de réprimer au nom de la sécurité et du bien-être de sa population. N'est ce pas une hypocrisie totale de prétendre sauver une zone du joug de l'état en imposant la légalisation à toutes celles et ceux qui considèrent les lois et l'autorité comme deux facteurs majeurs de leurs oppressions ?!!

Pire que cela : prétendre agir en tant que collectif incluant toute la zone alors que les occupan.te.s / habitant.e.s des lieux déjà détruits ne sont même plus ni pris.es en compte, ni concerté.e.s après l'expulsion et la destruction de « leur » lieu. Et que le refus de négocier et de signer des groupes et des individu.e.s est piétiné et ignoré !

Prétendre protéger la lutte contre l'aéroport ET son monde en devenant propriétaire ou responsable légal est absurde ! La croyance en une victoire bureaucratique est sidérante. On a toujours vu des organisations institutionnelles tenter de récupérer des combats, ce mécanisme est désormais interne à la ZAD.

Croire pouvoir signer des contrats et faire ce qu'on veut derrière est illusoire.

Comment pouvoir croire gagner un jeu dont les règles sont écrites et constamment modifiées par nos adversaires ?

Contrairement à certain.e.s légalistes, nous n'allons pas imposer nos choix aux autres. Mais il serait bien que tou.te.s ceux qui croient pouvoir gagner de la liberté en se soumettant aux conditions de leurs oppresseurs soient conscient.e.s du fait qu'ielles légitiment encore plus la répression contre ceux qui refusent de négocier avec les autorités. Même parmi les signataires, les idées, les raisons sont nombreuses et diverses. Certain.e.s espèrent que ce soit une sortie de secours pour ne pas perdre les lieux de la zad et continuer à créer et expérimenter des modes de vie. D'autres, de récupérer des terres de manière délibérée. D'autres encore, culpabilisent des personnes dubitatives en invoquant un processus de signature collectif qui serait entravé par d'éventuels refus de signature.

En effet, les cabanes et jardins peuvent être détruites parce que l'état détient la puissance militaire pour anéantir des structures physiques et matérielles et pour tuer. Donc une grosse partie des problèmes est là : sauver des idées au risque de perdre des espaces ou sauver des lieux en perdant ses idées.

Compa ! Ce ne sont pas les lieux qui nous font vivre mais nous qui faisons vivre les lieux. Donc même si les autorités internes ou étatiques rongent les espaces, il reste de l'espoir : les luttes contre TOUTE forme d'autorité sont toujours présentes ici à travers de nombreux groupes et individu.e.s. Les ami.e.s du pouvoir peuvent bien essayer de faire croire le contraire. Nous ne sommes pas dupes, à nous de les contrer !

Solidarité aux 4 copa.in.e.s incarcéré.e.s, aux autres et aux personnes coffrées.

Contre tous les placards !

D'innombrables occupant.e.s intemporelles et déterminé.e.s

Déclarons nous tou-te-s sur la ZAD !

DECLARONS NOUS TOUT-E-S SUR LA ZAD !

La Préfecture nous pousse à nous régulariser... en déclarant des installations agricoles individuelles. La Préfète a donné jusqu'au 23 avril pour remplir ce formulaire, sous menace de venir expulser et détruire les habitats qui n'ont pas été démolis la semaine dernière. Formulaire qui par ailleurs n'est qu'une étape sans aucune garantie puisqu'il s'agit de déposer des "candidatures" qui seront traitées par les services de la préfecture, uniquement sur des critères agricoles et notamment en fonction de leur viabilité économique !

C'est indécent, au vu de la richesse et de la multiplicité de ce qui se vit sur la ZAD !

Ce que nous expérimentons et mettons en place depuis 10 ans ne peut se réduire ni à des activités agricoles, ni à des histoires de normes et d'argent, ni à des activités mitoyennes sans lien les unes avec les autres. L'Etat essaye de nous enlever notre force collective, les liens créés dans la lutte entre plein de gens différents, nous ne céderons pas à ce chantage !

Nous voulons continuer à rêver en collectif, à nous organiser sans l'Etat, entre nous et avec d'autres gens de la lutte et en lutte ailleurs.

Pour ridiculer sa demande abusée envoyons plein de formulaires, anonymes ou pas, collectifs ou individuels, par courrier ou par mail. Vous trouverez à cette adresse le formulaire à remplir :

https://framadrop.org/r/iabwTCxl_j#Lij0rcbALgAMkkKpRBUIwuNWvww4JG0F5zsmeHbXRUo=

Mettez y ce que vous voulez, ce qui vous plait et vous anime ! Organisez-vous avec vos bandes d'amis, dans les comités, relayez cet appel, soyons plein à en envoyer! Ils ne nous mettront pas dans des cases ! Oui à une gestion et une vie collective sur la ZAD !

Harcèlement sonore en soutien à la ZAD

Nous avons reçu la revendication d'une action qui aurait eu lieu cette nuit au pied de la caserne de gendarmerie du centre-ville de Rouen, en soutien avec la ZAD de Notre-Dames-Des-Landes. Voici leurs motivations :

Dans la nuit du 19 au 20 avril, des feux d'artifice ont été allumés aux abords de la caserne de gendarmerie du centre-ville de Rouen où résident quelques centaines de familles. Nous souhaitons, par cette action, leur rendre si ce n'est qu'une poussière de ce que leurs collègues font vivre à nos camarades en lutte sur la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes depuis maintenant plus de 10 jours.

Le bruit sourd de l'hélicoptère survolant la zone jour et nuit, les explosions de grenades GLI F4 formant des cratères dans le sol et provoquant de graves blessures, l'air irrespirable saturé de gaz lacrymogènes répandent une atmosphère (sic) de guerre. Quand ça ne blesse pas directement, tout ceci contribue à la guerre psychologique que les GM maintiennent sur nos camarades. Nos maigres feux d'artifice ne seront jamais à la hauteur, mais ils suffisent pour élargir le front et disséminer la résistance sur le reste du corps de la gendarmerie resté à l'arrière mais tout autant responsable.

Cette action d'harcèlement sonore peut se mettre en place avec une grande facilité et ceci est un appel à la reproduire partout ailleurs.

Cheminots, à vos pétards de voie. Paysans, à vos pétards à corbeau. Zadistes, à votre imagination.

Des personnes solidaires de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes.

L'article [Harcèlement sonore en soutien à la ZAD](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

Compte rendu de la comparution immédiate du 11 avril 2018

Étaient présent.e.s à cette audience :

Juge : LORENTZ et ses assesseurs : CALLOCH et LOMBARD

Procureur : LECAT

Avocat : VALLÉE accompagné d'un représentant par délégation du Conseil de l'Ordre.

Aujourd'hui des magistrat.e.s et le Barreau de Nantes étaient en grève contre la réforme de la Justice proposée par le gouvernement.

Avant le début de l'audience, le Procureur a fait une méchante blague à Me.Vallée sur le fait qu'il n'était « pas encore » en détention.

Il est reproché à F, qui suite à sa GAV a passé la nuit dernière en taule, d'avoir **brûlé un conteneur à papier dans la rue à Nantes à la fin de la manif de lundi 9 avril contre les expulsions de la ZAD et d'avoir en GAV refusé l'alco-test**. Nantes Métropole est partie civile mais non présente (propriétaire du conteneur).

F refuse la comparution immédiate.

A partir de là, le tribunal ne le jugera pas sur le fond aujourd'hui mais doit se prononcer sur son maintien en détention avant son procès (préventive) ou sa remise en liberté.

Le représentant par délégation du Conseil de l'Ordre explique les motifs de la grève et demande au tribunal d'accueillir avec bienveillance les demandes de renvois.

Le juge récapitule les faits :

F est déclaré SDF, il vit du RSA, est hébergé chez un ami mais ne souhaite pas donner son nom et son adresse car il s'inquiète du fichage. Il a 10 mentions au casier judiciaire (notamment pour des histoires en manif).

Le Procureur fait ses réquisitions, il déplore que le barreau de Nantes soit en grève. Il déclare que la grève est une atteinte au droit de F d'être défendu, que Me Vallée ne prend pas en compte la Convention Internationale des Droits de l'Homme en faisant grève. Il demande le maintien de F en détention au regard de son casier judiciaire et en argumentant que depuis 2014 il affronte régulièrement les flics en manif donc qu'il y a un risque de réitération du délit. Il dit que l'incendie était élaboré car F s'est servi de l'essence d'un briquet zippo ! Insiste sur le profil de F et l'absence de garanties de représentation.

Me Vallée commence par « se demander » s'il a bien compris le discours du Procureur qui visiblement lui reproche d'être solidaire du mouvement en cours (contre la réforme de la justice) et lui fait un procès à lui ainsi qu'à la profession. Il explique qu'il est inacceptable de lui dire qu'il porte atteinte aux droits de F et que si le Procureur veut le protéger de son avocat pourquoi ne plaide t-il pas le contrôle judiciaire. Évidemment qu'en tant qu'avocat il est tiraillé entre le risque pour F et le mouvement.

F n'a pas commis d'infraction depuis 4 ans, il est dans une situation personnelle complexe mais ne passe pas à l'acte malgré cela. Si au moindre moment de faiblesse la spirale judiciaire reprend et il risque l'enfermement c'est terrible. Il est suivi par une association et est en règle avec la justice, il est logé par un ami.

Humainement il y a une décision à prendre. C'est uniquement le contexte politique qui fait qu'il est aujourd'hui en comparution immédiate. C'est un choix du Parquet de le faire passer volontairement un jour de grève des magistrat.e.s et avocat.e.s. Le contexte avec l'expulsion de la ZAD est particulier, F a appris en GAV qu'il était fiché S il est donc normal qu'il ne souhaite pas donner le nom de l'ami qui le loge.

Il est hors de question qu'il paye par un enfermement le contexte du mouvement du milieu de la justice. Me Vallée en appelle à l'humanité et au droit de la défense.

F reprend la parole, il a fait une demande d'hébergement, explique que ces derniers mois ont été durs et qu'en ce moment c'est entrain de s'améliorer. Il est effectivement engagé sur plusieurs luttes, ça fais 15 ans qu'il fait des trucs et là il y en a marre, souhaite s'occuper de lui.

Le tribunal décide le renvoi au 9 mai 2018 et le place sous contrôle judiciaire (obligation de soin et de pointage une fois par semaine). Le Juge lui dit que c'est une chance qui lui est offerte et qu'il a intérêt à être là le 9 mai.

Compte rendu du procès du 9 avril 2018

Il n'a pas de casier, vit du RSA et est déclaré SDF. Il a été interpellé et identifié en manif le 8/02/17 (le PV de la manif est au dossier). Il a refusé de donner son identité pendant le contrôle et de déclarer quoi que ce soit en GAV. Le Procureur a autorisé le prélèvement d'empreintes et la prise de photos pendant la GAV.

S. reconnaît que c'est lui et déclare : "**J'ai refusé de participer au contrôle**" car le contexte de la nasse était violent, qu'il était choqué.

Le juge lui dit que ce refus se passe en 2 temps : le premier du maintien de l'ordre où être choqué peut être légitime et le second en GAV où la procédure est claire, qu'on est à distance de la situation initiale, avec un OPJ, que c'est calme.

S. déclare avoir peu subi de GAV dans sa vie, que ce n'est pas un environnement serein donc qu'il a décidé de ne pas participer, sans pour autant refuser. "Ce que j'ai dit c'est : je n'ai rien à déclarer, il y a une nuance". A une question du juge sur sa situation, il déclare avoir de multiples activités qui ne sont pas toutes salariées.

Me.Vallée (son avocat) lui dit que des photos de lui ont été faites dans le couloir pendant sa GAV et lui fait remarqué qu'il aurait pu essayé de se cacher.

S. répond qu'il n'a pas fait de geste pour se cacher, il ne voulait juste pas participer.

Le Procureur concidère que l'infraction est caractérisée car les contrôles avaient été autorisés par le Parquet. C'était un jour de manifestation non autorisée, S a réitéré son refus en GAV. Il était au courant des risques. Un flic l'a reconnu et il a été possible de l'identifier via le service des permis de conduire. **Il demande une amende de 300€.**

Me.Vallée plaide la différence entre jouer sur les mots et interpreter le code de procédure pénale. Il explique qu'il y a une nuance, une différence entre refuser et ne rien déclarer. En effet, le législateur permet, en GAV, le droit au silence et on ne peut pas reprocher à S de l'utiliser. Dans le PV de GAV, le flic écrit que S maintien son refus alors qu'il dit "Je ne ferrait pas de déclarartion". Il n'est pas question pour ce tribunal de concidérer que le silence est équivalent à un refus. Si S avait la volonté de ne rien donner de lui il se serrait caché en voyant le photographe dans le couloir. Le contexte de la nasse fait qu'il n'était pas en état d'accepter, il n'a pas commis d'infraction pendant la manif. Ce tribunal et la cour d'appel ont estimé que la nasse était une tactique policière pas toujours valable. On peut comprendre que S décide de ne pas participer. Le refus n'est pas matérialisé. Il demande la relaxe. Si le Procureur demande une amende alors que l'infraction est légère, Vallée dit qu'il aurait pu comprendre une dispense de peine pour faire un avertissement.

S est déclaré coupable car la demande était claire et le Parquet est avisé. **Il est condamné à 200€ avec sursi** car il n'a pas de casier.

Retour de la rencontre avec la Préf ce vendredi 20 avril

// Au sujet du dossier déposé aujourd'hui en préfecture par la délégation commune du mouvement.

Aujourd'hui la délégation inter-composante du mouvement a déposé en préfecture un dossier rassemblant plus de trente cinq « fiches projets » (voir le schéma plus bas) dont plus des deux tiers concernent des activités agricoles.

Ces fiches, regroupant des projets individuels ou associatifs, sont toutes nominatives.

Contrairement à ce que prétendait le gouvernement et certaines figures passées du mouvement, il ne s'agissait pas pour les occupant.e.s de se cacher dans l'anonymat mais de continuer à défendre un projet collectif, d'empêcher que les dossiers soient instruits individuellement en laissant au pouvoir la possibilité de faire, à nouveau, un tri entre prétendu.e.s bon.ne.s zadistes et mauvais zadistes.

Redisons le une fois, tant les déclarations de presse de ces derniers jours tentent de créer le fantasme des radicaux qui n'auraient rien à faire ici : les occupant.e.s entendent respecter le pacte passé avec l'ensemble du

mouvement anti aéroport dans le cadre des discussions sur l'avenir de la zad après l'abandon du projet d'aéroport, [résumés dans le texte sur les 6 points](#) : c'est à dire faire en sorte que toutes les personnes ayant participé à la lutte puissent rester sur ce territoire, y construire des projets, agricoles ou non, officiels ou hors cadre.

Pour l'instant, face à la menace d'un Etat qui emploie la force pour contrer toute opposition, cheminots, étudiants, zadistes, le mouvement a fait le choix d'accepter les conditions de la Préfecture. Cela ne s'est pas fait sans questionnements, engueulades, coups de pression. Des occupant.e.s s'inquiètent de la dérive legaliste de la zad tandis que d'autres réaffirment que le principal est d'empêcher une nouvelle vague d'expulsions.

Aujourd'hui, vendredi 20 avril, la délégation inter-composante a donc déposé différents dossiers individuels afin de répondre à la demande de l'Etat. Ces dossiers couvrent la quasi totalité des terres occupées, et traversent la plupart des activités vécues sur zone. Pour autant, seuls les dossiers agricoles seront traités pour l'instant par la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) . De nombreuses activités, artisanales, culturelles, politiques, ne rentrent pas et ne rentreront sans doute jamais dans les petites cases

Nous réaffirmons que ce qui se vit sur la zad ne peut être découpé, morcelé, que notre projet de vie, à l'inverse de l'individualisme libéral prôné par Macron, est collectif. C'est pour ces raisons que nous déposons, en parallèle des « fiches projets » nominatives, une proposition de convention d'occupation précaire au nom de « l'Association pour un avenir commun dans le bocage ». Pour laisser voir la complexité des liens et l'interdépendance nous joignons un schéma explicatif des interdépendances entre projets. Il a été présenté à la Préfecture.

Nous attendons maintenant une réponse et demandons à nos soutiens de rester vigilant.e.s, et prêt.e.s à se mobiliser si, malgré ce geste d'apaisement, de quelconques opérations d'expulsion devaient recommencer la semaine prochaine.

Ca devient du n'importe quoi !

A dit le leader historique

Déjà s'adresser aux merdias bourgeois en l'occurrence plus que douteux ,comme ce personnage ou d'autres telle qu'une ex ou encore élue qui vient de quitter la lutte. , car il n'est pas seul, c'est faire un choix .

Un jour j'ai parlé 5 minutes à une équipe de la 6 sur la marée noire de l'Erika, à condition de ne pas répondre à leur question et de dire ce que j'avais à dire . La vidéo est passée au journal du midi .Des gens m'ont dit que j'avais bien causé . Une carrière de ...s'ouvrait à moi Je me suis vu et j'ai compris pourquoi le culte de la personnalité!

.Ben non j'ai jamais recommencé.

Je pense que si j'avais a dire une déclaration de préférence faite en commun, je me mettrai un passe montagne sur la tête ou un masque d'anonymous pour faire ça .

Alors depuis combien ce temps ce type est porte parole de l'ACIPA ?

Nous savons qu'il est souhaitable de ne pas laisser les personnes trop longtemps dans une fonction sous peine d'en avoir des conséquences problématique au niveau de la domination . Effectivement si on veut un autre monde il ya beaucoup à changer tant sur le fond que sur la forme .Mais ces gens là, le monde actuel leur convient assez bien .

.Moi "le n'importe quoi" je le vois tous les jours autour de avec des gens qui crèvent à la rue, avec ce flot de réfugiés qu'on appelle migrants,avec toujours plus de poison balancé sur la terre ,avec des trains de camions

sillonnant les routes jours et nuits, avec des ouvertures de plus en plus nombreuses et des chemins de fer de moins en moins nombreux, bref un monde de mort !

Le n'importe quoi c'est ce système mortifère porté aux nues par les Etats et soutenus par la caste politique et des personnes bien propres sur elles à la différence "des affreux jojos" qui eux voudraient bien un autre monde .

Durand, Vrchère et compagnie votre monde c'est le monde de l'exclusion et de la mort, un monde où les uns/uns ont des droits et d'autres pas Liberté, Egalité, Fraternité, quelle farce ! Le n'importe quoi c'est VOUS !

Défendre la ZAD : Court récit d'un court passage en zone libre

Après quelques jours sur place, voici un retour d'expérience sur l'organisation de la lutte, les différents modes d'action, les expérimentations... et une invitation à se rendre sur la ZAD, même à 3 ou 4. C'est le nombre et la diversité qui font la force du mouvement, du moment où on est à l'écoute des habitant·es et où on se sent un minimum en complémentarité avec les autres stratégies.

Couper des légumes pendant quelques heures pour une cantine qui servira plusieurs centaines de repas. Se réveiller tôt, au son de l'hélico au-dessus de la tête. Lever de soleil sur une barricade, énorme boule rouge derrière un épais nuage de lacrymos. Déguster un couscous vegan en première ligne, à quelques centimètres des flics, pendant que des clowns leur arrachent un sourire. Laisser libre cours à sa rage de défendre la ZAD à coups de cailloux et de bouteilles. Marcher des heures à travers forêts et champs en groupe de 5, 15 ou 50 sans savoir où aller et en se perdant un peu, avec un hélico au-dessus de la tête. Monter une barricade un peu n'importe où, se faire engueuler par des camarades, et la démonter aussitôt. Se rappeler qu'on est dans une zone de vie, de cultures et de résistances, qu'on n'est que de passage et en soutien, et que, toujours, écoute et humilité sont nécessaires.

Il ne s'agit pas ici de s'étendre sur les raisons de défendre la ZAD, qui ne me paraissent que trop évidentes : lutter pour une zone de libertés, de résistances et d'expérimentations politiques, agricoles, collectives, etc. Il ne s'agit pas non plus de discuter des stratégies, négociations ou pas, réoccupations ou pas, tout ça.

Je ne suis pas allé en « zone occupée » par les flics, où les bulldozers ont détruit des dizaines de cabanes. Je suis resté dans la « zone libre », où la lutte s'organise contre les incursions des flics, et pour la reconstruction. Ici, dans la « zone libre », nous sommes des centaines et des centaines. Plusieurs campings et dortoirs en dur permettent de se reposer, au moins 3 cantines cuisinent des centaines de repas chacune, les barricades sont montées et défendues chaque jour et chaque nuit, des structures sont fabriquées pour la reconstruction... Ici, à la ZAD, certains groupes sont assez organisés, mais il y a aussi beaucoup d'électrons libres, qui viennent à 3 ou 4 filer un coup de main quelques jours.

Tout le monde met la main à la pâte, de plein de manières différentes. On peut passer des heures à faire le guet sur des barricades désertes de jour comme de nuit, un talkie à la main ; faire le clown devant une ligne de gendarmes mobiles ; lancer des cailloux de temps en temps ; trimbaler de la bouffe d'un point à un autre ; amener des cafés chauds en première ligne ; sillonner les champs et les forêts, sacs à la main, pour récupérer les bouts de grenades ; proposer « citron, sérum, eau, chocolat ! » sur les barricades ; couper des carottes à 6 autour d'une table avec des masques à gaz autour du cou ; monter des barricades quand les flics sont partis ; filer la main pour transporter une immense structure en bois ; le soir, discuter avec les riverains qui viennent faire leur petite ballade pour « voir comment ça se passe »...

Ceci est un appel à se rendre sur la ZAD avec son énergie, son enthousiasme, du chocolat, des masques à gaz et des paillettes.

Parce qu'il y a besoin de plein de monde, parce qu'il y a déjà plein de monde, parce qu'il n'est pas nécessaire d'être ultra-organisée, parce qu'un minimum de sécurité suffit, parce que même si on n'a aucune envie d'aller balancer des trucs sur les flics, il y a tellement d'autres choses à faire, parce que monter sur la ZAD ça donne plein d'énergie, et parce que quand on en revient, on a juste envie d'y retourner !

Prise de parole des « soutiens de l'extérieur » à « l'assemblée des usages » de la ZAD du 16 avril 2018.

Puisque ce texte n'est (étrangement) pour l'instant pas publié sur le site zad.nadir, comme d'autres...

Prise de parole des « soutiens de l'extérieur » à « l'assemblée des usages » du 16 avril 2018.

Salut,

On a beaucoup entendu parlé de nous à la dernière Assemblée des Usages (celle du samedi 14 avril). Alors en tant qu'autre composante de la lutte (!), on est venu.e.s parler en notre propre nom.

« On » c'est des personnes qui faisons partie de la désormais célèbre catégorie « les soutiens de l'extérieur ».

Celle qui n'est pas invitée à l'assemblée des usages à prendre des décisions. Parce que comme beaucoup de gens ici, on ne vit pas sur la zone tout le temps. Et comme beaucoup de gens ici, ça fait des semaines, des mois, des années qu'on vient, qu'on habite pendant des périodes plus ou moins longues sur la zad, qu'on passe du temps dans les structures de la zad (radio, medic, legal), qu'on investit de l'énergie et des moyens matériels pour participer à (feu ?) la lutte contre le monde qui va avec l'aéroport.

On a mis du temps à vous écrire.

Parce que ces derniers mois, on était éparpillé.e.s dans différents coins de France, un peu isolé.e.s avec nos incompréhensions, nos questions et nos colères par rapport à ce qu'on perçoit de la situation sur la zad.

Parce que depuis une semaine, c'est l'urgence de l'opération militaire sur la zone, et que prendre le temps de se retrouver pour discuter et écrire entre en compétition avec dormir, faire à manger, bouffer du gaz lacrymogène ou des grenades assourdissantes, faire de la medic, aller soutenir les potes au tribunal, faire de la radio, accueillir des gens, tenir des barricades, prendre du temps avec des gens pour parler de ce qui se passe pour les un.e.s et pour les autres.

On vous écrit parce qu'on sait que les derniers mois on été compliqués. On sait que vous avez eu plein de discussions interminables, des doutes plus ou moins grands sur ce que vous êtes en train de faire, des moments de tensions avec des camarades et des ami.e.s, et beaucoup de désaccords. On n'est pas là pour dire comment faire, parce qu'on n'a pas de solution magique. Et on s'est dit que ça valait le coup d'ouvrir le champ des propositions, de sortir de la binarité du « on a tou.te.s le même discours » ou « on ne peut rien faire ensemble ».

Mais on vous écrit parce qu'on est super venger de ce qui est en train de se passer. On est venger de ce en quoi la zad est en train de se transformer. On est venger des prises de pouvoir qu'on perçoit de là où on est. On est venger de la violence des keufs, de l'État et de la préfecture. On est venger que des gens soient arrêté.e.s, blessé.e.s et mutilé.e.s par centaines. Et on refuse que ce soit pour défendre une zad de quelques projets agricoles.

On vous écrit pour vous dire que pour nous, ce qui se passe est inacceptable.

... la violence de l'État et de la police est inacceptable. Leurs grenades, leurs blindés, leurs flashballs. Pas la violence des barricadières qui se battent au risque de perdre un bras, un œil, un pied ;

... les communiqués de presse signés du mouvement, où il n'est question ni de solidarité avec les expulsé.e.s, ni de prise de position contre l'État et les flics, sont inacceptables. Surtout ceux qui condamnent les expulsions de lieux parce que celui là est un projet agricole prêt-à-être-déposé ou celui-ci la maison d'une des représentantes des occupant.e.s dans la délégation intercomposante. Ya des crachats qui se perdent.

... les composantes comme le CMDO qui ne s'assument pas en tant que telle et qui font semblant de ne pas exister pour pouvoir mieux agir dans l'ombre, sont inacceptables ;

... le recours aux arguments de « vie normale » pour s'opposer aux expulsions est inacceptable. La promotion d'une zone qui serait un environnement « sûr, ni zone de non-droit ni contre-société, sur laquelle vive des enfants déclarés, fréquentant les écoles ou les garderies des bourgs alentour » (Communiqué des parents de la Zad de Saint Jean du Tertre) est inacceptable ;

... l'unité à tout prix est inacceptable. Celle défendue par la logique des composantes qui accusent toujours les mêmes composantes de ne pas composer. Celle qui pousse vers des positions toujours plus réformistes. On était là en 2012. Et même avant. On se souvient qu'à l'époque l'ACIPA avait exigé publiquement le retrait des forces de l'ordre. On se rappelle que les occupant.e.s refusaient que des personnes identifiées nous représentent et que ça a valu pas mal de prises de tête avec les autres organisations du mouvement. On se souvient aussi que les réponses aux journalistes étaient des prises de parole collectives (et souvent masquées !) pour lutter contre l'individualisation et la personnalisation du mouvement.

... l'absence de clarté sur ce qui se passe ici est inacceptable. Est-ce vraiment encore une lutte ? Parce que de notre côté, on trouve inacceptable de demander à des dizaines de milliers de gens de faire des milliers de kilomètres pour venir ici, apporter du matériel, mettre leur vie et leur intégrité physique en jeu

... pour défendre des terres pour quelques projets agricoles soit disant alternatifs. On sait aussi qu'ici comme ailleurs ya plein de gens qui continuent à lutter contre le monde dégueulasse dans lequel on vit. A ceux là on veut apporter notre solidarité.

Malgré tout, si on continue à venir, c'est parce qu'on est solidaires ...

... des gens qui ont été expulsé.e.s de leurs cabanes, que ce soit par le mouvement d'occupation sur la D281 ou par les keufs.

... de ceux qui développent des projets agricoles en dehors des normes étatiques d'hygiène et de sécurité (et certainement pas avec ceux qui pucent leurs brebis), avec ceux qui développent des projets non-agricoles, et avec ceux qui n'ont pas de projets du tout.

... de ceux qui construisent de l'expérimentation sociale et collective. D'ailleurs on aime le mot collectif et on se demande bien pourquoi il est désormais quasiment systématiquement remplacé par le mot commun dans tous les textes et appels à chantiers. On se demande aussi pourquoi les usages ont remplacés le mouvement ? La gestion foncière aurait-elle remplacé la lutte ?

... de ceux qui portent la conflictualité comme une force de lutte. Parce que ne pas être d'accord et s'engueuler c'est pour nous beaucoup plus intéressant que de produire un discours commun et unitaire qui écrase les voix discordantes au passage.

... de ceux qui ont fait des compromis jusqu'à maintenant : ceux qui n'ont pas attaqué les flics malgré leur présence sur la D281 depuis des mois, ceux qui ont démonté leurs cabanes sous la pression du mouvement, ceux qui ne voulaient pas des négociations avec la préfecture mais qui y sont allées quand même ;

... de ceux qui se sont fait écraser au nom de l'unité et de la composition à coup de stratégies d'intimidations, de mépris, de menaces verbales et physiques, et même parfois de coups, de blessures et d'utilisation de l'institution psychiatrique. On est solidaires avec tou.te.s ceux qui sont parti.e.s à cause de ça. On est solidaires de ceux qui luttent contre les normes de vie imposées par un système hétéropatriarcal, raciste validiste et capitaliste, de ceux qui luttent contre la police et contre l'État français. Et on se permet de croire que ce sont aussi les raisons pour lesquelles des messages de solidarité arrivent du monde entier, de Palestine, du Chiapas, de Turquie, des États-Unis,

... Nous en tous cas c'est pour ça qu'on est là. Pas pour gagner une tranquillité et une normalisation de nos vies sur des terres gratis. Nous avons vu de grandes différences de stratégies et de visions politiques dans cette assemblée des usages. Et nous ne voulons pas que certaines soient écrasées au nom de l'unité. Les ruptures ne sont pas forcément définitives et peuvent constituer une force. La composition comme certain.e.s disent, ce n'est pas forcément une unité qui aboutit au réformisme. La composition, ça peut très bien être que l'assemblée des usages exigent le départ des forces de l'ordre et la fin de l'occupation militaire, même si tou.te.s ne sont pas d'accord et que certain.e.s auraient préféré rencontrer la préfète. Pourquoi ne pas assumer une coexistence conflictuelle ?

Des ami.e.s d'ici, des ami.e.s d'ailleurs.

Contre les lèche-bottes et leur monde

Le jeu de l'État depuis quelques mois est (comme à son habitude) de diviser les occupants en deux camps, opposables entre eux, les « bons » qui donneraient des gages (« nettoyage des routes ») et déposeraient des projets agricoles « individuels » ; et les « mauvais » qui ne sont, apparemment, que des « branleurs » (« Michel » à radio-France-info, le 9 avril). Or, au lieu de dénoncer ces grossières manœuvres, et de faire preuve de ce qu'on appelait autrefois la « solidarité » (on consultera au besoin un dictionnaire du XXe siècle), un bon nombre de ceux désignés comme « bons » se sont empressés de se soumettre à toutes les injonctions de la préfète et autres. Et, bien évidemment, plus on obéissait à ces injonctions, plus de nouvelles injonctions étaient formulées. L'exemple désormais connu du « nettoyage » de la D281 est encore dans toutes les mémoires : on a d'abord exigé que soient détruites quelques constructions, puis rapidement toutes les constructions, puis il y a eu une présence policière permanente « pour accompagner les travaux de réfection de la chaussée », etc. À chaque étape s'illustraient un certain nombre d'individus, qui par ailleurs pour nombre d'entre eux étaient membres de l'organisation politique ayant confisqué l'essentiel du pouvoir (mainmise sur les outils de communication, monopole des rapports avec les autres « composantes », création d'une « assemblée des usages » bidon où tout est prêt à l'avance, etc.) : le CMDO. En fait, il était question de prouver à l'État qu'ils étaient capables de maintenir l'ordre eux-mêmes.

Alors a eu lieu la première « trahison » de l'État : les « opposants » qui pourtant pensaient avoir tout prévu pour leur intégration (avec un organigramme institutionnel complet), n'ont même pas été invités aux négociations sur la gestion future des terres ! Quelle humiliation pour ceux qui voulaient, à n'importe quel prix, s'intégrer à la gestion bureaucratique et devenir les relais de l'État !

Mais, au lieu de tardivement prendre conscience de leur rôle abject et de l'évidence que ce rôle ne pouvait que se retourner contre eux, nos braves aspirants-gestionnaires ont néanmoins redoublé de lèche-bottisme, et ont déposé des projets agricoles en urgence pour ne pas voir expulser leurs maisons, sans plus faire mine de se soucier des autres occupants (les « branleurs »). Dès lors, toutes les soumissions à l'ordre bureaucratique que par ailleurs on prétendait combattre sont bonnes : un autre chef, Delabougliasse, le porte-parole de Copain44, a ainsi précisé mardi 10 avril en conférence de presse que « les brebis venaient d'être pucées » par les habitants des Cent-noms. Semblant ignorer (mais ne l'ignorant pas) tous ceux qui luttent encore contre le puçage des

brebis, et en général contre les normes agricoles (et qui sont très attentifs à ce qui se passe à Notre-dame-des-Landes), il témoigne de la volonté désespérée de s'intégrer à tout prix à l'appareil bureaucratique, en donnant tous les gages imaginables de soumission complète. Et il va même jusqu'à s'excuser de ne pas pouvoir « en deux mois proposer un projet parfait ».

L'inénarrable Julien Durand (Acipa) a finement suggéré une solution dans Presse-Océan du 9 avril, c'est à dire en plein pendant les attaques des gendarmes : « On encourage vivement les habitants de la Zad à déposer des projets individuels pour obtenir une relative levée d'inquiétude [sic] sur l'ampleur de l'opération d'expulsion [sic]. » Tout est dit : quoi qu'il arrive, à présent qu'il n'y a plus d'aéroport, il faut liquider le mouvement d'occupation, gaz lacrymogènes ou non¹.

En résumé, « depuis le début de la discussion avec la préfecture, on a été bluffés totalement. Alors là, ils sont forts, parce qu'ils nous ont eus, on a cru au dialogue, à l'apaisement et aujourd'hui ils nous répondent par la violence », pleurniche « Willem » dans Ouest-France le 10 avril. Naïveté ou crétinisme ? Je ne peux trancher.

D'autre part, si les Cent-noms (entre dix autres maisons, rappelons-le même si c'étaient des maisons de « branleurs ») ont pu être attaqués, évacués et détruits dès le premier jour de l'opération des gendarmes, c'est bien avant tout parce que la route D281 (qui y mène) avait été abandonnée, sous la pression, entre autres, de certains habitants des Cent-noms eux-mêmes ! Un enfant de cinq ans découvrant le jeu d'échecs n'aurait pas fait une telle erreur tactique. On s'indigne de la violence (« illégale ») des gendarmes alors même qu'on leur a soi-même déroulé un tapis rouge, en écrasant les récalcitrants au passage.

Et pourtant, devant les ruines fumantes de sa maison, un des habitants, au lieu de tirer les leçons de sa veulerie, pleurnichait encore, accusant l'État de ne pas avoir « le respect de la valeur-travail [sic] » (« Michel » à radio-France-info, le 9 avril). Il semble nécessaire, hélas, de rappeler que la plupart des occupants tâchaient et tâchent toujours de lutter contre le travail et l'exploitation. Que certains aujourd'hui fassent l'apologie du travail dans la presse, c'est le comble de la saloperie.

Dans le cadre de la répression des luttes, il est assez banal que l'État essaie d'intégrer certaines fractions particulièrement arrivistes ou ambitieuses, pour encadrer le reste et miner la lutte ; et il est bien rare qu'il ne trouve pas des candidats (syndicalistes, « leaders » étudiants, etc.). À la ZAD, ç'aura donc été le CMDO, en plus de l'Acipa/Coord et de Copain (un tel comportement étant évidemment bien plus attendu pour ces dernières structures ouvertement réformistes et co-gestionnaires).

Pourtant, malgré les marques les plus délirantes (et évidemment dangereuses) de soumission, l'État n'a pas voulu d'eux ! Peut-être parce que, disposant de toute façon par ailleurs de relais bien rodés (p. ex. Acipa), l'État a voulu marquer qu'une frontière symbolique ne pouvait être franchie : celle de la propriété. Ou, plus exactement, que l'État ne cède pas la propriété d'un bien (d'une terre) par la négociation ; et par le rapport de force, très rarement. Ce serait de sa part reconnaître que le sacro-saint principe de propriété, pilier indispensable du capitalisme, n'est en dernière analyse qu'un vulgaire bout de papier. Mais doit-on s'émouvoir du sort de ceux dont les espoirs odieux sont ainsi réduits à néant ? Le CMDO est seul responsable de ce qui lui arrive, et il est inutile de verser des larmes sur sa pitoyable déconfiture.

En revanche, il convient de continuer à soutenir celles et ceux qui, loin des caméras, des conférences de presse et des tables de négociations de la préfecture, luttent, non plus certes contre l'aéroport, mais contre « son monde » que certains ont opportunément oublié.

En tous cas, de pleurnicherie en léchage de bottes, nous voici passés d'une situation où l'État, acculé à l'échec par la lutte, devait renoncer à un projet d'infrastructure considérable, à une situation où les opposants eux-mêmes, au nom d'une « union sacrée » dont on connaît pourtant les mécanismes, ont réalisé une partie du travail de leur propre expulsion.

Il est vital de continuer à s'opposer, à la ZAD et partout ailleurs, à la répression brutale de l'État ; mais pour ce

faire il est indispensable de tirer les leçons politiques de ce qui s'est passé à la ZAD ces dernières années et plus encore ces derniers mois, sous peine de reproduire, encore et toujours, les mêmes erreurs, et de tolérer, encore et toujours, les mêmes prises de pouvoir et les mêmes coups de poignard dans le dos. Heureusement, certains sont encore là qui résistent sérieusement et avec une détermination remarquable. Puissent-ils faire reculer pied à pied l'État - et ses sbires, actuels ou en devenir.

Un camarade lointain, le 11 avril 2018.

Besançon : Engluages pour le bocage

Indymedia Nantes / Dimanche 22 avril 2018

Petits engluages pour bien commencer la semaine

Ca bouillonne un peu partout dans le pays, surtout dans les facs et à Notre-Dame des Landes...

La situation sur la ZAD nous fout le seum. Du coup, **quelques agences immobilières du centre-ville se sont faites engluer leurs serrures, avec quelques tags sur vitres et façades: « NON AUX EXPULSIONS A NDDL », « ZONE A DETRUIRE », symbole squat entre autres...**

Une agence Foncia, comme deux autres institutions bien emblématiques de ce monde de merde (banque, église) se sont mangées quelques oeufs tardifs de Pâques (pas « en chocolat » hein!) remplis de peinture.

A tout-e-s celles et ceux qui ne fléchissent pas face à l'Etat et à son droit

Quelques professionnel-le-s du désordre

Communiqué : Résistance et sabotage, saison 2018 - Le cas Louis XVI

[Texte repris d'Indymédia Nantes : <https://nantes.indymedia.org/articles/41065>]

Nous, l'amicale Verts Chers, avons attaqué des dépanneuses d'une entreprise collaborant aux expulsions de la zad de NDDL. A l'avenir, il y réfléchiront à deux fois ;)

Le 9 avril 2018, l'Etat entamait sa tentative d'écrasement de la ZAD. 2 500 flics et une armée de machines ont encerclé la zone, détruit un tiers des cabanes, blessé 260 camarades et interpellé 60 autres. Et, ce bilan n'est que provisoire, car quel que soit le moyen de répression utilisé, l'Etat ne lâchera pas l'affaire.

Pour réaliser ce sale boulot, les gendarmes ont eu besoin du concours d'entreprises privées, dont l'entreprise de dépannage Louis XVI qui se charge d'enmener en fourrière tous les véhicules gênant le taf des keufs. Collabo de longue date, cete boîte avait également participé au muselement de l'opération "escargot" en 2016.

Cher Louis XVI, au vu de l'inefficacité de la guillotine, nous avons décidé de te réduire en cendre.

Avis à tous les collabos, ceux qui choisissent de s'engraisser grâce à la répression des luttes sociales ne dormiront pas plus tranquilles que les politiques qui l'ordonnent.

En soutien à la zad,

En solidarité avec tou.te.s les bléssé.e.s et les inculpé.e.s,

Résistance et sabotage

Plus d'infos sur Ouest France : <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/des-soutiens-la-zad-revendiquent-une-attaque-de-fourriere-5717671>



St-etienne : Soutien à la ZAD : Un samedi après-midi dans le centre ville

C'est devant le Zenith que nous nous sommes retrouvés, de partout dans la région, des daronnes, des bébés, plein de banderoles, de slogans, une sono qui fait des siennes, un violon, des chanteuses... Ce samedi 14 Avril à Saint Étienne, dans une humeur déterminée et joyeuse, cette foule bigarrée prend la route, scandant des slogans quelques instants devant l'énorme dispositif policier déployé pour protéger l'usine d'armement de Verney Caron.

Parade en soutien à la ZAD de Notre Dame des Landes . C'est devant le Zenith que nous nous sommes retrouvés, quelques centaines de personnes de partout dans la région, des daronnes, des bébés, plein de banderoles, de slogans, une sono qui fait des siennes, un violon, des chanteuses... Ce samedi 14 Avril à Saint Étienne, dans une humeur déterminée et joyeuse, cette foule bigarrée prend la route, scandant des slogans quelques instants devant l'énorme dispositif policier déployé pour protéger l'usine d'armement de [Verney Caron](#).

Quelques heures de marche plus tard, des slogans, du collage d'affiches, de rencontres avec les passant's, après un grand détour dans le centre ville, le musée de l'industrie, la gare de chateaucroix, on fait une dernière halte hip hop (ça y'est la sono remarque).

Un beau samedi après midi en pensant fort à nos camarades zadistes, qui au delà de la lutte ont construit leur vie quotidienne sur ces terres que les puissants voulaient détruire à coup d'aéroport. La violence qu'elles subissent est ignoble et nous nous sentons loin :

Paix à elles et eux

Messages soutien et chanson de Raoul Vaneigem

JE SOUHAITE PARTICIPER À LA CAMPAGNE DE SOUTIEN PAR UN TEXTE QUE VOUS TROUVEREZ CI-JOINT (À PUBLIER AVEC OU SANS NOM, COMME IL VOUS PLAIRA). J'AVAIS,

LORS DES PREMIÈRES MENACES DE MACRON, ÉCRIT UNE CHANSON, QUE JE JOINS AUSSI.
ELLE EST CHANTÉE PAR FANCHON DAEMERS ET VOUS LA TROUVEREZ SUR LE NET

DE TOUT CŒUR AVEC VOUS

RAOUL

TERRE LIBRE par Fanchon DAEMERS Paroles : Raoul VANEIGEM

Solidarité avec ND des Landes

Ce qui se passe à Notre Dame des Landes illustre un conflit qui concerne le monde entier. Il met aux prises, d'une part, les puissances financières résolues à transformer en marchandise les ressources du vivant et de la nature et, d'autre part, la volonté de vivre qui anime des millions d'êtres dont l'existence est précarisée de plus en plus par le totalitarisme du profit. Là où l'Etat et les multinationales qui le commanditent avaient juré d'imposer leurs nuisances, au mépris des populations et de leur environnement, ils se sont heurtés à une résistance dont l'obstination, dans le cas de ND des Landes, a fait plier le pouvoir. La résistance n'a pas seulement démontré que l'État, « le plus froid des monstres froids », n'était pas invincible – comme le croit, en sa raideur de cadavre, le technocrate qui le représente – elle a fait apparaître qu'une vie nouvelle était possible, à l'encontre de tant d'existences étriquées par l'aliénation du travail et les calculs de rentabilité. Une société expérimentant les richesses de la solidarité, de l'imagination, de la créativité, de l'agriculture renaturée, une société en voie d'autosuffisance, qui a bâti boulangerie, brasserie, centre de maraîchage, bergerie, fromagerie. Qui a bâti surtout la joie de prendre en assemblées autogérées des décisions propres à améliorer le sort de chacun. C'est une expérience, c'est un tâtonnement, avec des erreurs et ses corrections. C'est un lieu de vie. Que reste-t-il de sentiment humain chez ceux qui envoient flics et bulldozer pour le détruire, pour l'écraser ? Quelle menace la Terre libre de ND des Landes fait-elle planer sur l'État ? Aucune si ce n'est pour quelques rouages politiques que fait tourner la roue des grandes fortunes. La vraie menace est celle qu'une société véritablement humaine fait peser sur la société dominante, éminemment dominée par la dictature de l'argent, par la cupidité, le culte de la marchandise et la servitude volontaire. C'est un pari sur le monde qui se joue à ND des Landes. Ou la tristesse hargneuse des résignés et de leurs maîtres, aussi piteux, l'emportera par inertie ; ou le souffle toujours renaissant de nos aspirations humaine balayera la barbarie. Quelle que soit l'issue, nous savons que le parti pris de la vie renaît toujours de ses cendres. La conscience humaine s'ensommeille mais ne s'endort jamais. Nous sommes résolus de tout recommencer.

TERRE LIBRE

Je suis d'ici et de nulle part le monde est mon regard le désir guide mes pas la vie est mon combat
mon jardin est sans frontières ma patrie c'est la Terre jamais Etat ni mafia ne se l'appropriera

Religions, nations, partis fomentent des conflits dont ne veulent pas ceux pour qui la vie n'a pas de
prix La guerre que nous menons C'est la guerre au profit à l'argent qui envahit le monde et le pourrit

Mieux nous vaut vivre debout que survivre à genoux à ramasser la monnaie que voleront les
banquiers assez d'une société où les désespérés n'ont que le choix de tuer comme vos policiers

La planète est un cimetière profitable aux affaires les croque-morts y font la loi qu'ils imposent à
l'État mais n'est-il pas étonnant qu'avec ces cadavres élus pour être nos représentants nous sommes
encore vivants ?

il n'y a pas de liberté d'opprimer de tuer l'homme n'est pas une marchandise un objet de marché
assassins à la solde d'une machine à calculer nous saurons vous briser en refusant de payer

Vos tanks et vos bulldozers qui ravagent la terre auront beau tout dévaster écoles et potagers nous
tenons entre nos mains les récoltes futures et nous sommes déterminés à tout recommencer

laisse tes cheveux voler au vent fou des idées bannissons les prédateurs de notre société Nous
n'avons pour nos combats d'autres armes que la vie C'est à elles que je bois Aux armes qui ne tuent
pas

Je suis d'ici et de nulle part - - le monde est mon regard le désir guide mes pas la vie est mon
combat mon jardin est sans frontières ma patrie c'est la Terre jamais Etat ni mafia ne se l'appropriera

RÉVOLTÉ DU DIMANCHE

(Trop longues) Pensées d'un imbécile de retour de 5 jours de guerres et paix sur la ZAD Notre Dame des
Landes.

Salut à toi, qui passes par là. Je reviens juste de la ZAD, et j'ai besoin d'en parler. Alors si t'as 7 minutes, pose
toi, hésite pas, j'avais te raconter une petite histoire.

Je suis choqué. Ceux qui me connaissent bien savent que j'suis pas trop une baltringue, mais j'ai vu trop de
choses là bas, je ne peux pas les garder pour moi, je DOIS les partager avec toi autant que possible. J'avais
essayer d'le faire sans être trop bordélique...

Je parlerai d'endroits, la carte et des infos sont dispo sur le site de la zad <https://zad.nadir.org/> Tu peux aller voir
si tu veux. Mais si tu connais rien à tout le délire de la ZAD, reste, t'inquiète...

Dans tout ce que je te dirai, parfois, les infos sont prises au vol, dans un moment de panique, et ce que je dis
doit être pris avec esprit critique (sans déconner Sherlock).

Lundi 9 avril les flics ont expulsé et détruit la ferme des 100 Noms sans raison.

Si tu sais pas ce que c'est, <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/les-100-noms-detruits-tout-bascule-5684794>

Mercredi, une journée de violence hallucinante. Devant mon ordi, j'enchaîne les images et les textes, je prends
les nerfs et je décide d'agir. J'ai du temps, de la tune, et de l'énergie.

Je regarde sur le site de la ZAD, de quoi ya besoin, où quand comment. Je propose un convoiturage et du
ravitaillement pour vendredi. En une heure, je remplis ma caisse de convoituteurs et de ravitaillement. En fait, on
est des milliers à se mobiliser pour le week end, appel à manif à Nantes samedi et dimanche sur la ZAD.

Vendredi, 12 heures de route, j'emmène 3 convoituteurs et 2 colis de ravitaillement sur la ZAD. Minuit, on a
évités les barrages de police, mais perdus dans la pampa bretonne et sans gps, avec seulement une boussole et
une carte, on dort dans un champ, déjà tous tout boueux. J'entends l'hélicoptère et les grenouilles. Il fait froid et
humide ici. J'arrive d'Occitanie. Au loin parfois un boum. J'ai un peu mal au ventre.

Le lendemain samedi, en suivant la boussole, les indications des voisins, les bruits d'explosions et l'hélicoptère,
on arrive sur la ZAD et on ravitaille, comme plein de gens qui commencent à affluer de partout.

Un Auvergnat rencontré juste avant nous a aidé à tout porter. On s'arrête à une barricade et on partage un bout
de Saint Nectaire avec un petit pinard pas piqué des vers. Là, on dépanne un garde en eau, clopes et bouffe.
Mon Auvergnat me donne l'impression que sans lui, tout partirait en couille, et que l'univers entier ne tient que

grâce à son flegme mutin, à la manière dont il marche tranquillement son bout de fromton. On repart et on arrive à la première ferme.

Tout de suite, le ton est donné : Ici, on partage tout. Pose c'que t'as. Quand t'as besoin, sers toi. Si t'as rien à faire, demande toi, et demande aux autres ce que tu peux faire pour aider. La collectivité, la vraie. Comme en fait sur tous les lieux de lutte populaire que j'ai connu, quand j'y pense.

Assez vite, je pars à pied pour explorer la ZAD et prendre mes marques. Comme j'suis pas né de la dernière pluie, j'ai tout sur moi : masque de peinture, lunettes, mon vieil ami à ma ceinture pour me protéger et protéger les autres, citron pour les lacrymos maaloX pour se protéger la peau sérum phy et bandages compresses désinfectant etc. Je marche avec tout mon attirail. L'enfant en moi crie victoire, mais ça me gratte au ventre un peu.

Sur la route je discute de plusieurs points de la zad et de la situation avec des gens. J'apprends qu'il faut tout particulièrement se méfier d'un gaz jaune chelou.

Assez vite j'arrive au front. Et je comprends. Ici c'est la guerre. Ça dépasse tout ce que j'imaginai. Les barricades sont là, prêtes à être enflammées si besoin. Les camarades sont bien là, armés, souriants, fatigués, ils tiennent les positions et espèrent la relève. Encore ce truc qui me gratte au fond là. Les keufs sont bien présents, égaux à eux-mêmes.

En parlant avec des médecins j'ai plus d'infos sur le "gaz incapacitant jaune" chelou : effectivement on sait pas ce que c'est. Effectivement y'a plus que de gros doutes sur la légalité du truc. Les symptômes sont alarmants, et on ne sait pas ce que c'est. Je sens encore ce truc dans mon ventre.

Mon premier jour sur la zad se résumera à prendre mes marques sur les lieux, écouter et ravitailler des gars au front. Un petit peu de secourisme vite fait. Le soir arrive, je retrouve un ami de toujours et nous partons un peu partout sur le front.

A la Grée, une ferme près du front, on s'arrête manger. Y'a un film sur la zad. On y entend des mots. Humanité. Autrement. Respect. Symbiose. Recherche. Tentative. Combat. Sauver. On y voit des images. Belles.

On file jusqu'aux dernières barricades devant les keufs, où on retrouve mon Auvergnat, vaillant, souriant, flegmatique, presque anglais, mais trop filou, de garde. On partage une bouteille de vin et il nous éclate la tronche à grands coups de concepts de ouf mélangé avec ses voyages, ses expériences, sa réflexion. On est restés jusqu'à 5h30 du matin.

J'avais dormi 4 heures la nuit précédente, je décide de rentrer pour servir à quelque chose le lendemain : demain c'est dimanche, grand rassemblement, tout le monde arrive de partout, je n'imagine pas que ça va chauffer : beaucoup de monde lors de la manif à Nantes, beaucoup de monde sur la zone dès le lendemain. Je me dis, si les flics sont pas cons, ils attendront. 6h30, je rejoins ma tente et m'endors.

Dimanche, 9 heures du matin, je me réveille au sons des explosions et de l'hélicoptère. Le flip. Je m'habille en catastrophe et cours vers le front. Incroyable. Ces connards ont chargé à 7h du mat, et sont rentrés presque jusqu'au cœur de la ZAD ! Je demande des nouvelles des parties tenues par les flics : ils ont encerclé la Grée, les gens peuvent sortir sous contrôle mais pas rentrer. C'est le statu quo là bas. Je pense à mon Auvergnat. Ça gratte, là, au fond, encore, dans mon ventre.

En face de nous, dans la fumée des lacrymos qui se lève, les keufs sont bien là, en rangs d'oignons. Ils viennent de gazer et de pousser bien fort pour dépasser la barricade des Lascars, celle qui la veille m'avait ébloui : centrale, forte, un mirador, des murs en fer, il ne reste rien. tout est par terre.

Le truc grossit dans mon ventre. Je passe sur les bruits et les images d'explosion, sur les gens dans la fumée qui renvoient les lacrymos, sur les grenades au tnt qui font des trous dans le sol, la guerre dans la forêt, le chaos militaire : imaginez.

Mais on les arrête. Ils ne peuvent plus avancer. On est trop nombreux et trop organisés. Ça commence : on prend position par petits groupes, on avance avec les boucliers, on sécurise, on empile les projectiles, on agresse, ils commencent à reculer, on avance avec du plus lourd, de quoi faire des premières barricades de fortune. On fortifie à nouveau la position de Lascar, le même endroit où les flics avaient été arrêtés trois jours plus tôt. Ouf. On les a arrêtés pour l'instant mais à tout moment ça peut partir. Ventre. Je fais un peu de secourisme pour deux personnes, en renvoie un aux medics.

Les flics sont dans le champ. Ils filment tout et tous. Certains ont leurs armes braquées droit sur les gens. Mais ça se calme. On s'approche d'eux les mains en l'air. Et on essaye de parler. On leur dit des trucs forts. Parfois on s'fout d'eux aussi.

On leur dit que leurs chefs sont bien à l'abri loin derrière. Qu'on a autre chose à foutre que mettre un masque à gaz et se faire taper, qu'on a de la bouffe à préparer, des maisons à construire, des champs à cultiver, des coups à boire, de l'amour à faire. Je leur propose une orgie dans le champ tous ensemble. Ils essayent de résister à la puissance de la vanne foireuse mais y'en a trois quatre qui se marrent.

Puis on redevient sérieux, on leur dit qu'ils agressent des familles, qu'ils sont les chiens de garde des riches, qu'ils gazent des enfants, qu'ils utilisent des armes illégales, que dans les livres d'histoires on se rappellera de ça, et d'eux ainsi. Certains en mènent vraiment pas large.

Il y a ce jeune homme. Tant de tristesse dans son regard. D'incompréhension. Sur sa gueule ya écrit qu'est ce que je fous là, dans ma carapace de scarabée, entouré de cons, à gazer des gens qui me regardent dans les yeux... Il est beau, il a pas l'air con et je lui dis qu'il pourrait être au Brésil, à Tokyo ou à Sète, et que l'histoire se fait quand les flics se retournent et rejoignent enfin le peuple. Il a pas l'air frais.

Statu Quo, chacun campe sur ses positions.

Je me retourne, et vois de plus en plus de gens arriver. Ils sont là ! tous ces gens de partout en France, qui ont répondu à l'appel pour aujourd'hui, ils ne soupçonnent même pas à quel point le timing ! C'est sûr, les keufs vont reculer. Je finis de nettoyer les yeux et le visage d'un gars qui s'est fait gazer et lui refous du maalox dilué plein la gueule. Je lui file du citron et je pars en arrière pour évaluer :

Énormément de gens arrivent. Je me dis que c'est le moment de retourner faire le plein et de checker si y'a des choses urgentes à faire, et qu'est ce qu'il se passe à l'ouest parce qu'ici, y'a assez de monde.

Sur la route je croise un étrange mille pattes, une longue charpente en bois portée par des centaines de gens est emmenée : c'est ce qui doit devenir le marché du Gourbi, le grand marché à prix libre de la ZAD. Tout le monde arrive par l'ouest, je remonte le courant.

J'arrive à Bellevue, et tout de suite c'est la panique : on a une quinzaine de blessés à évacuer. Juste après que je sois parti, les gens ont avancé tranquillement, pacifiquement. Les flics se sont retirés, mais ont gazé et grenadé pour "couvrir" haha leur fuite.

Je vois passer une fille allongée à l'arrière du pick up, perf au bras et enroulée dans une couverture de survie. Elle a pris le gaz jaune qu'on sait pas ce que c'est. Une voiture arrive avec un blessé à la tête. Le médecin craint un éclat de grenade dans l'oeil et que le cerveau soit touché on doit évacuer d'urgence. truc. ventre.

Je pars avec la fille que j'appellerai mon héroïne, vers Rennes au plus vite pour emmener le blessé. On ne va pas à Nantes : Les keufs nous y attendent. On évite les barrages, on perd du temps, il perd du sang. déjà 7 paquets de 2 compresses utilisées. Il est incroyable. Stoïque. Un Homme. Il ne bouge pas. Patient. Conscient. Il souffre en silence. Au fond de moi la rage bouillonne. Je l'empêche de boire de l'eau et le tiens éveillé. Il me fait comprendre que je l'emmerde. Mon ventre. Je comprends. Je continue. Il a les yeux ouverts.

On arrive à Rennes presque deux heures après. Je passe les détails. On a l'impression d'être en pleine illégalité, on regarde partout autour de nous, on livre les infos aux toubibs au compte goutte en checkant bien à qui on a affaire. Encore ce sentiment qui me tourmente. Plus grand, je commence à le reconnaître. Il gratte au fond. Paria. Clandestin. Mon blessé est en sécurité ici. Je respire. On attend des nouvelles.

Il n'a rien dans l'oeil. Le scanner montre qu'il va bien. Hhaha. Il n'a que haha de multiples fractures au visage. Mon ventre encore. Mais moins. On repart.

Mon héroïne est forte, imperturbable. Elle est jeune, elle s'en fout, on dirait qu'elle a fait ça toute sa vie. Je l'admire. Je prends le volant au retour.

7h du mat, on est revenu sur la ZAD. On s'endort crevés dans ma tente. Le lendemain elle part à 9h pour aller passer un exam à la fac. une héroïne. J'appelle l'hôpital, pas mieux. Je sombre.

Je me réveille en catastrophe à 10h30 au son des explosions. Je me tranquillise, elles sont lointaines et rares. Je décide de me laver et de prendre soin de moi. Mais d'abord, des nouvelles du front, de la veille et surtout de tout le monde.

On a repris presque tout le terrain qu'ils avaient pris la veille. On a installé la charpente du Gourbi. On a sorti de terre les bâtons qu'on avait planté naguère en jurant de revenir les chercher le temps venu pour les planter devant l'opresseur. Des héros. Je contacte mon héroïne pour savoir comment elle va, elle gère, quelle surprise. J'appelle à nouveau l'hôpital. Mon blessé va bien, il devrait sortir aujourd'hui, et revenir plus tard pour se faire opérer quand la boule qui lui sert de visage aura dégonflé. Encore ce sentiment au fond de mon bide.

Je cherche à voir si ses proches ont des nouvelles. Je rencontre une femme, lui donne son téléphone et demande si elle a eu des nouvelles : oui, il a utilisé le téléphone qu'on lui a laissé pour ça. Tout va bien. OK. Je pars à la recherche de mon pote et de mon Auvergnat dont j'ai pas eu de nouvelles depuis 15 heures. Je finis par retrouver mon pote et mon Auvergnat, je mange avec eux à la Wardine. Mon Auvergnat me raconte son périple :

On l'avait laissé à 5h30 du mat sur une barricade bien avancée, celle de la Chèvrerie, juste à côté de Lama fâché, le front du front. A 6h30 il a vu du mouvement. Ils ont prévenu au talkie, et ont commencé à bouger. Mais ils étaient déjà entourés de flics.

S'en est suivi des heures de cache cache à travers champs et forêts, où il a considéré des cachettes sous des bouts de ruines, scavengé de l'eau, des vivres, puis il est arrivé à la Grée, où ils se sont faits encercler. Fidèle à lui même il a sorti sa flûte kena et a commencé à détendre l'atmosphère. Puis il a réussi à se tirer et rejoindre les copains, encore à travers champs je suppose.

J'me casse et arpente toute la ZAD en ravitaillant un peu mais je tiens plus debout. Je décide de rentrer, dors une heure et me lave enfin. J'ai des plaies un peu partout causées par les champs, les barbelés, les épines, le bordel et la construction de barricades ; elles se portent bien, je les ai bien désinfectées. Celles au bras droit par contre... Je n'arrive plus à fermer la main droite. J'ai vu un toubib qui a hésité à m'évacuer la veille, mais on a décidé de tenter le barbarisme désinfectant et les antibiotiques. Ma main commence à retrouver du mouvement.

La toubib avait d'ailleurs passé 5 minutes au téléphone avec d'autres toubibs, organisant de la relève médic, elle avait fini son coup de fil en disant 'ben c'est médecins du monde, là, hein, on en est là.'

Je passe le reste de la journée à ravitailler un peu et à la jouer molo : j'ai un genou en vrac, j'suis sous antibio, ma main va mieux mais c'est pas glorieux, et j'ai dormi genre 12 heures en trois nuits. Mais j'veux être là ! Les flics peuvent frapper à tout moment, il y a tant à faire, à manger, à ravitailler, à soigner, à porter, à discuter... C'est dur d'être raisonnable, surtout quand on sait que c'est moins dur que d'être au charbon.

La charpente du Gourbi est en voie de reconstruction. Les keufs l'ont détruite et filmé ça tout contents, une heure après on reconstruisait déjà hahahahaha

C'est la fin pour moi, je dois rentrer. C'est pas plus mal, j'suis dans un bel état. Ce week end je visiterai les étudiants de Montpellier à côté de chez moi. Semaine prochaine, Grenoble. Je sens le besoin de voir les camarades en lutte de partout. Je veux entendre ce qu'ils sentent, sentir ce qu'ils veulent, partager nos expériences et notre détermination, nous lier tous. Je me sens comme si j'avais plus l'choix.

Car cette boule, ce truc, qui gratte dans mon ventre prend trop de place, et grandit. Me fout les larmes aux yeux bordel. C'est le démon du Clandestin. Ce sentiment d'esclave en fuite à l'hôpital, cette horreur, cette peur au ventre du condamné, du fuyard, de celui qui attend la mort, couteau entre les dents.

La boule dans le ventre de l'homme qu'on tue et qui cherche encore à rire

Ce sentiment d'opprimé, de révolte, de clochard, de variable non importante, d'oublié, de piétiné, ce sentiment de paria, de spectateur de l'horreur, ce sentiment fou de dégoût, cette colère qui pulse dans mes veines,

Ces visages dans mes yeux...

...Mes p'tits belges qui prennent le café ...Mon ami Occitan que je n'ai pas pu aider à faire les pizzas ...Cette belle brune qui m'a fracturé l'oeil droit et tapé droit au cerveau ? Au coeur ? ...Cette guerrière en béquille ...Ce médecin si bon, si fort ...Ce black block camé pour tenir trois jours sans dormir ...Ce mec qui ne voulait pas qu'on dise d'où on vient, qui l'on est, qui cherchait un jean propre pour partir en stop, à la blondeur et pâleur lunaire, on aurait dit qu'il passait à travers les frontières ...Ce jeune couillon qui part au front la fleur au fusil ...Ce bébé qui joue sur l'herbe, dans la ferme, il est beau, mat de peau, des yeux clairs, il irradie la vie et tout brille autour de lui

...Je marche sur la route ensoleillée en revenant du front vers la Wardine. Je passe une barricade. Je me retourne : au pied du tas de bois et de fer, un homme assis. La boue contamine lentement son pantalon le long de ses rangiers noirs. Sa veste militaire a l'air confortable, les poches sont pratiques pour le sérum et les explosifs. A ses pieds son casque, barre de fer et ses lunettes, à son cou son masque. Il a l'air épuisé. Je regarde ses yeux clairs qui se découpent, deux ronds clairs sur une cagoule noire. A ses pieds son casque, barre de fer et ses lunettes, à son cou son masque. Je lui demande si ça va, il me dit oui. Je lui demande s'il a vu une personne de la zad que je cherche, il me dit oui, là bas. De sa main droite il me montre l'horizon. Il tient une grenade de keuf qui a foiré. Puis il ramène sa main droite vers sa main gauche qui entreprend de scotcher un explosif sur sa bombe artisanale, lentement. Un tour de scotch, puis un autre...

Je tourne les talons

...Et dans mon ventre le cri sourd des peuples qu'on emprisonne partout sur terre résonne et empoisonne mes veines et mes pensées, me vole mon âme et la remplace par amertume et détermination, remplit mes yeux du sel de la terre et mixe en un étrange mélange tout mon amour et toute ma haine dans un petit cocktail, qui brinquebale, dans la poche de mon cagoulé aux cercles clairs se découpant sur fond de fatigue et de boue séchée.

Ce matin j'avais mon ami de toujours au téléphone. J'entendais les poules derrière lui caqueter, je lui demande où il est

Il me dit qu'il est à la ferme avec des poules qui se baladent dans des bois brûlés. Il ajoute « Mad Max ».

Mad Max.

Ce texte est peu travaillé, il sort de moi d'un coup et je sais qu'il est long. Mais il est sincère et spontané, il est comme ça. J'espère que j'ai assez bien écrit pour toucher ne serait ce qu'une personne. Si c'est toi, merci.

Alors pourquoi (tous) ces mots, outre l'évidente catharsis pour ma petite gueule ?

Parce qu'il FAUT que ceux qui ont vu ces 10 jours bientôt quinze d'expulsions en parlent autour d'eux. Il faut répandre nos messages à tous, sur tous les lieux de luttes. Il faut partager dès maintenant, nous sommes à l'ère de la communication... Discuter, écouter, partager, parler vrai, ça commence par là ?

OU ON EN EST ET MON POINT DE VUE

A l'issue de la journée de dimanche, la situation semble se calmer quelque peu. Macron a envoyé Hulot la gentille marionnette. Il a donné un délai supplémentaire, jusqu'au 23 avril pour se régulariser.

Mais concrètement, on comprend. Pour moi ça veut dire qu'au 23 avril il veut tout virer. Manu militari. La suite s'annonce chaude, et c'est MAINTENANT

QUE FAIRE POUR AIDER LA (LES) ZAD ?

Renseignez vous sur leurs sites internet, c'est très bien organisé. Ne vous sous estimez pas. On peut tous faire quelque chose.

Mettez un drapeau zad partout à votre fenêtre. Faites un colis et envoyez le. Covoiturez. Venez. Parlez en autour de vous. Rejoignez les groupes de soutien près de chez vous. On peut tous faire quelque chose à notre niveau, même juste une fois, même un tout petit truc.

Y'a un appel à venir nombreux dès ce week end et surtout pour le début de la semaine prochaine !! N'hésitez pas, si vous pouvez y aller, allez-y !

Parce que quand on est là bas et qu'on vous voit arriver, qu'on vous entend parler, qu'on reçoit vos dons, ou même qu'on voit des tweets de soutien, ça donne de la force.

Et puis, si t'as tenu et lu jusqu'ici, ben voilà un cadeau de l'époque sarkozienne.

Peace.

Ju

COMMUNIQUÉ DES SANS FICHE

Le jeudi 19 Avril, certain-es d'entre nous ont été informé-es tardivement, voir par hasard, qu'une réunion était appelée au Camps des Cheveux Blancs. L'ordre du jour était : discuter de l'état des négociations après le refus de la COP globale par le gouvernement. Il s'agissait encore d'une énième dernière tentative d'arracher une gestion collective de la zad, cette fois-ci grâce à un dépôt de fiches de projets individuels, nominatifs mais inter-dépendants.

Certain-es d'entre nous ont préféré ne pas ou ne plus adhérer à ces « pirouettes » et nous nous réunissons aujourd'hui pour tenter d'expliquer pourquoi. Pour une partie, la négociation avec l'État n'a jamais été acceptable. D'autres, initialement relativement optimistes ont progressivement perdu toute confiance et enthousiasme ces dernières semaines et mois...

De plus, ce nouveau lâchage de lest a été présenté de telle sorte qu'il fallait que le « consentement », que le consensus des signatures individuelles soit total. Si un lieu refusait cela bloquait tout. Nous avons rejeté et cet ultimatum et ce paradoxe de consentement forcé. Nous prenions position : que notre refus de dépôt de projets ET signatures soit clair et respecté, mais pour ne pas faire barrage au processus, il n'y avait pas de veto.

Tous-tes refusons des pratiques jugées autoritaires, de chantages jouant sur la peur, d'imposition de logiques d'urgence, de lobbying etc, que tout cela vienne de l'intérieur ou de l'extérieur de la zone.

Nous n'acceptons pas que certain-es fassent abstraction de personnes luttant au quotidien contre les normes, qu'elles vivent ici ou ailleurs. Ni que d'autres en situations irrégulières puissent se retrouver muselées.... bien que parrainées.

Nous refusons de nous inscrire dans l'état de droit, collectivement et individuellement.

Nous comprenons ou imaginons bien que certain-es tentent des « petites histoires » légalistes, pour soit gagner du temps, ou re-re-regagner la solidarité d'autres composantes. Mais ici, au vu et déroulé de ces dernières semaines et mois, tout ceci est devenu futile sinon nuisible à nos yeux. On ne se reconnaît pas/plus dans cette stratégie molle.

Même dans le Meilleur Des Mondes, ces projets acceptés mèneraient à la longue très certainement vers le pire : une normalisation qui légitimera untel ou une-telle plus que d'autres à vivre ici.

Enfin, malgré les présentations et les promesses, on a le sentiment que le Légalisme pour Tous ternit d'autres luttes qui elles sont et resteront sans titre, sans chef, sans parcelle, sans frontière...

Merci pour les soutiens, ceux qui viennent et les bonnes énergies.

Une pensée pour tous et toutes nos ami-es blessé-es et/ou incarcéré-es.

Maintenant, débrouillons nous de tous ces « NOUS ». ← ----- ?

Signe ton formulaire et ferme ta gueule : Expression critique du processus de légalisation en cours sur la zad de nddl

Hola Compas,

Nous t'écrivons pour te tenir au courant de ce qui se passe sur la Zad de Notre Dame des Landes, une zone qui depuis des années veut se libérer de l'emprise de l'état sur les décisions des individu.e.s et des collectifs et cherche comment vivre et s'organiser. S'il y a eu une infinité d'expériences comme gérer le quotidien et les conflits sans autorités et règles étatiques, et qu'une cohabitation de logiques très diverses étaient possible grâce à la taille géographique de la zone qui promettait, dans une certaine mesure, de s'organiser à sa manière sans s'imposer aux autres ; la dégradation de la situation s'accélère rapidement !

Après que l'état ait abandonné le projet de l'aéroport qui réunissait des citoyen.ne.s et des subversi.f.ve.s dans une lutte face à un ennemi commun, il cherche maintenant toutes les raisons pour détruire cette zone qui échappe à son emprise. Comment croire qu'un état pourrait tolérer sur « son territoire » des endroits qui nient, par leur existence, la légitimité des lois qu'il impose.

Plus de 90 lieux coexistaient avec des conflits entre eux et tendaient à trouver des solutions. Aujourd'hui, certains choix et décisions prises ne peuvent plus cohabiter. La zone en tant que totalité a perdu sa négation du pouvoir de l'état.

L'état français a donné un ultimatum aux occupant.e.s de la zone pour remplir des fiches individuelles de légalisation de projet agricole jusqu'au 23 avril 2018. Avec à la clef une menace d'expulsion si ces fiches comprenant les terres de la zone n'étaient pas remplies et rendues. Il a souligné cette menace en commençant à détruire une trentaine de lieux dans la partie Est de la zone (principalement dans celle non-motorisée).

Beaucoup de gen.te.s utilisent l'argument de l'urgence pour sombrer elleux-même dans une logique de diplomatie et de paternalisme. Ielles se permettent de renforcer à l'intérieur de la zone des mécanismes autoritaires au travers d'attitudes manipulatrices pour faire ce qui leur paraît juste tout en prétendant agir pour le « bien commun » sur la zone. Le phénomène va aussi loin que certain.e.s occupant.e.s ont décidé de signer des fiches qui incluent les terres et lieux d'habitation des gen.te.s qui elleux refusent de faire légaliser « leur » lieu de vie, leur projet, leur quotidien !

Ces fiches ayant parfois été signées dans leur dos, sans aucune consultation. Il suffit de quelques personnes ou collectifs prêt.e.s à marchander avec l'état pour que celui-ci, avec ses mécanismes d'intoxication médiatique, puissent faire un tri, entre ses citoyen.ne.s qu'il prétend protéger et les « criminel.le.s » qu'il se devrait de réprimer au nom de la sécurité et du bien-être de sa population. N'est ce pas une hypocrisie totale de prétendre sauver une zone du joug de l'état en imposant la légalisation à toutes celles et ceux qui considèrent les lois et l'autorité comme deux facteurs majeurs de leurs oppressions ?!!

Pire que cela : prétendre agir en tant que collectif incluant toute la zone alors que les occupan.te.s / habitant.e.s des lieux déjà détruits ne sont même plus ni pris.es en compte, ni concerté.e.s après l'expulsion et la destruction de « leur » lieu. Et que le refus de négocier et de signer des groupes et des individu.e.s est piétiné et ignoré ! Prétendre protéger la lutte contre l'aéroport ET son monde en devenant propriétaire ou responsable légal est absurde ! La croyance en une victoire bureaucratique est sidérante. On a toujours vu des organisations institutionnelles tenter de récupérer des combats, ce mécanisme est désormais interne à la ZAD.

Croire pouvoir signer des contrats et faire ce qu'on veut derrière est illusoire. Comment pouvoir croire gagner un jeu dont les règles sont écrites et constamment modifiées par nos adversaires ?

Contrairement à certain.e.s légalistes, nous n'allons pas imposer nos choix aux autres. Mais il serait bien que tou.te.s ceux qui croient pouvoir gagner de la liberté en se soumettant aux conditions de leurs oppresseurs soient conscient.e.s du fait qu'ielles légitiment encore plus la répression contre ceux qui refusent de négocier avec les autorités. Même parmi les signataires, les idées, les raisons sont nombreuses et diverses. Certain.e.s espèrent que ce soit une sortie de secours pour ne pas perdre les lieux de la zad et continuer à créer et expérimenter des modes de vie. D'autres, de récupérer des terres de manière délibérée. D'autres encore, culpabilisent des personnes dubitatives en invoquant un processus de signature collectif qui serait entravé par d'éventuels refus de signature.

En effet, les cabanes et jardins peuvent être détruites parce que l'état détient la puissance militaire pour anéantir des structures physiques et matérielles et pour tuer. Donc une grosse partie des problèmes est là : sauver des idées au risque de perdre des espaces ou sauver des lieux en perdant ses idées.

Compa ! Ce ne sont pas les lieux qui nous font vivre mais nous qui faisons vivre les lieux. Donc même si les autorités internes ou étatiques rongent les espaces, il reste de l'espoir : les luttes contre TOUTE forme d'autorité sont toujours présentes ici à travers de nombreux groupes et individu.e.s. Les ami.e.s du pouvoir peuvent bien essayer de faire croire le contraire. Nous ne sommes pas dupes, à nous de les contrer !

Solidarité aux 4 copa.in.e.s incarcéré.e.s, aux autres et aux personnes coffrées.

Contre tous les placards !

D'innombrables occupant.e.s intemporelles et déterminé.e.s

Cussac-sur-Loire (Haute-Loire) : Les bureaux d'Eurovia au cocktail Molotov

Le Progrès / Vendredi 20 avril 2018

Les faits remontent à la **nuite de lundi à mardi: un incendie a causé de gros dégâts dans les locaux administratifs de l'entreprise de travaux publics Eurovia (groupe Vinci), sur la zone d'activité du « Comté-de-Foix » à Cussac-sur-Loire**. L'incendie s'est éteint de lui-même mais tout laisse à penser à une mise à feu volontaire, probablement au moyen d'un cocktail molotov. **Les bureaux portent effectivement les stigmates d'une importantes déflagration : outre le bureau sinistré, les plafonds des pièces adjacentes ont également été écroulés. Une fenêtre a également été cassée.**



Une enquête a été ouverte par la gendarmerie. Un rapprochement est fait avec la manifestation de soutien aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes, qui s'est tenue le lundi 9 avril en fin de journée devant la préfecture, puis dans le hall de la mairie du Puy-en-Velay.

On sait effectivement [qu'en janvier 2016, à Limoges, un autre dépôt d'Eurovia avait été incendié \(sept camions détruits\)](#) en signe de protestation au projet d'aéroport porté par le groupe Vinci. Des tags « ZAD Partout » avaient alors été retrouvés.

Pour le sinistre de Cussac-sur-Loire, aucune revendication n'a été retrouvée sur place. L'enquête se poursuit.

Lettre à nos voisin.e.s.

Nous habitons la zad et sommes conscient.e.s des tensions et incompréhensions qu'ont pu faire naître les événements des dernières semaines dans notre voisinage. Nous avons noué des liens et cotoyons beaucoup d'entre vous depuis des années. Nous sommes a minima voisin.e.s. Si nous vous écrivons c'est pour tenter d'explicitier notre point de vue sur la situation, et parce que nous nous soucions aussi de la manière dont elle vous a impacté.e.s. Les opérations menées par les forces de l'ordre la semaine dernière se sont traduites par la destruction d'un grand nombre de nos maisons, fermes, ateliers. Du jour au lendemain, beaucoup d'entre nous ont tout perdu des espaces dans lesquels ils habitaient. Tout cela a été extrêmement brutal. Une bonne partie de notre univers quotidien a été tout simplement rasé. Nous avons tenté de multiples manières de l'empêcher et de préserver ce que nous pouvions. Les attaques violentes de la gendarmerie ont fait plusieurs centaines de blessé.e.s.

Nous avons conscience que notre voisinage a aussi subi les conséquences de ces opérations, avec le blocage des axes routiers et les contrôles incessants autour de la zad. Certaines maisons de la zad qui n'étaient pas visées par cette vague d'expulsions ont été l'objet de coupures d'électricité longues de plusieurs jours malgré le fait qu'elles bénéficient d'abonnements réguliers. Ces coupures étaient un autre acte de pression digne d'une occupation militaire. Elles ont touché différents voisins avec des conséquences lourdes. La situation qui nous impacte tous et toutes ces derniers jours n'est vivable pour personne. Il était difficile pour nous de nous opposer à ces expulsions et de réduire les conséquences de ces opérations sur notre voisinage. L'arrivée de nombreuses

personnes venues en soutien a pu vous impacter. Leur accueil, au vu du contexte, n'a pas toujours pu se faire dans de bonnes conditions. Hors des réponses spécifiques à une tentative d'expulsion, nous avons communiqué à l'ensemble de nos soutiens la volonté de garder la D281, la D81 et la D42 ouvertes et circulantes. Les forces de l'ordre continuent néanmoins de bloquer régulièrement l'accès à ses routes. Nous comprenons votre éventuelle colère quant aux perturbations causées par la situation. Nous vous appelons aussi à comprendre la colère et la douleur qui nous animent face à la destruction de ce nous avons construit depuis des années, et ce alors que nous cherchions activement d'autres issues. Nous n'avons pas choisi de déclencher ce déferlement policier.

La lutte contre le projet d'aéroport nous a amené.e.s ici, initialement à l'appel d'habitant.e.s historiques menacé.e.s par le projet. Nous avons réussi avec tant d'autres à prendre soin de ce bocage et à le préserver de la destruction. L'abandon tant attendu devait permettre enfin pour les un.e.s et les autres, habitant.e.s de toujours ou installé.e.s dans les dix dernières années, de sortir de la menace constante. Nous sommes désormais ancré.e.s ici, y avons nos vies, nos logements, nos activités. Nous voulons nous inscrire dans le long terme dans l'avenir de ce territoire. Nous avons construit un projet avec les paysan.ne.s, associations, voisin.e.s, naturalistes et comités avec qui nous nous sommes lié.e.s dans la lutte contre le projet d'aéroport. Dans le contexte d'une amorce de dialogue avec la préfecture, des propositions de cadres légaux permettant de préserver les habitats et les activités de la zad ont été proposés. Le gouvernement, après avoir rompu unilatéralement le dialogue, s'est engagé dans cette grande opération policière. Par ce geste, il a fait preuve du plus grand mépris pour nos tentatives d'éviter le conflit. Ce qu'il a cherché à écraser c'est notre volonté de donner à nos existences et à nos pratiques un sens plus largement collectif et solidaire.

Cette fin de semaine, malgré les destructions d'une partie de nos maisons, nous avons repris le dialogue avec la Préfecture. Il fallait sortir de ce cycle infernal, et tenter de prévenir de nouvelles opérations policières dans les jours à venir. Certain.e.s d'entre nous avons fourni ce vendredi un dossier détaillant les activités agricoles et autres développées sur la zad. Nous avons rendu pour ce faire des fiches nominatives tout en défendant notre aspiration à continuer de lier nos activités et de les défendre collectivement. La Préfecture a reconnu ce geste, et annonce pour le moment un *status quo* fragile jusqu'à mardi.

Nous n'avons cependant aucune confiance dans la volonté de dialogue réel du gouvernement et aucune assurance sur le fait qu'ils ne s'engagent pas dans de nouvelles expulsions après mardi. Nous allons tout faire pour qu'il y renoncent. Mais si des événements venaient à vous mettre particulièrement en difficulté et que vous estimez pertinent de nous le signaler, vous pouvez nous appeler au 06 43 92 07 01. Si cette guerre qui nous est faite cesse et que nous retrouvons un semblant de sérénité, nous désirons poursuivre des échanges avec vous dans des espaces ouverts, entretenir et enrichir nos liens de voisinage, partager les infrastructures collectives que nous avons mis en place : boulangerie, non-marché, conserverie, bibliothèque, ateliers d'écritures, ateliers de menuiserie, sentiers, chantiers-école, espaces de formations, fêtes... Notre aspiration passionnée à un avenir commun dans ce bocage ne peut se faire sans vous.

Des habitant.e.s de la Z.A.D.

Pendant ce temps-là, à l'Est de la zad...

Depuis quelques jours, c'est « accalmie » d'un côté, destruction millimétrée de l'autre

Le bal triste des pelleteuses sillonne l'Est et massacre des années de soins minutieux et attentionnés envers cet espace particulièrement préservé de l'impact humaine. La Zone Non Motorisée s'est employée depuis 2014 à donner moins de place à l'humain.e et plus au non-humain.e. Minimiser nos traces, pour laisser plus de place au retentissement du reste vivant *qui n'est pas nous*. Parce que de manière générale, nous, on prend trop de place.

Les bois, les haies, les champs y sont habités d'une diversité d'espèces incroyables, faune/flore/fonge confondues. Ces 33 hectares n'avaient pas connus de moteurs depuis quatre ans (hors personnes mal informées ou malveillantes, très peu) et subissent depuis maintenant quinze jours les tronçonneuses, pelleteuses et autres engins de destruction massive de ce gouvernement qui se croient tout permis parce qu'il a finalement décidé de mettre fin à la blague de l'aéroport.

En contrepartie, il fait ça.

"Au niveau du chemin du sabot (entre 100 chenes et no name) ils ont tourné vers le sud à travers le bois en créant un boulevard (d'une largeur de machine, à peu près 4m), accompagnés de la pelleteuse (pas de la broyeuse). Ils sont allés jusque derrière le Kerdistan, ils ont continué à travers bois (toujours avec les grosses machines) pour aller au pied d'une cabane dans les arbres (en mettant à la benne ce qu'ils trouvaient sur leur passage). Ils ont continué la même distance (environ 600m) en contournant le Kerdistan par les bois jusqu'à une yourte qui se situait entre ce lieu et le Far west. Fait intéressant : cette yourte était dans une tranchée faite par une pelleteuse venue en 2012, défoncer une cabane... Ils ont pris ce qu'il restait à la Tour, le Port, le Far (les « décombres », autrement dit les restes d'habitats...). Ils sont aussi passés au No name. Ils sont passés à travers plusieurs marécages avec des machines (un bon kilomètre). Ils ont saccagé la haie près de la Tour, un jardin en face du No name (au sud) et ont massacré tous les arbres/ronces qui peuplaient le lieu."

Toutes ces destructions sont malheureusement bien silencieuses. Parce qu'il est compliqué de « passer à l'Est » maintenant que la route est occupée de manière quasi-permanente par les flics-massacreurs ou parce que pour beaucoup, retourner dans cet espace en sachant ce qui s'y passe est une douleur beaucoup trop vive.

Regarder le chemin que tu empruntais pieds nus le matin pour aller prendre ton café à la cabane collective du coin. Il y a maintenant d'énormes traces de la chenille venue dévaster ta maison. Le jardin où tu regardais le printemps arriver, les aubépines fleurir jour après jour, le rouge-gorge historique du lieu qui te chante bon matin. La petite mare aux salamandres que tu observais les soirs de pleine lune, lorsqu'elles se retrouvaient en masse à la lumière nocturne pour repeupler le bocage. Maintenant, c'est sillons de pelleteuses, carnage écologique, silence crispé. Images d'un gouvernement qui nourrit nos rages.

La politique-spectacle, au nom d'un soit-disant état de droit (les droits de qui ?) que l'on sait bien plus souvent dans l'illégalité que nous, a décidé d'anéantir toute tentative de prendre une autre direction qu'un monde qui va dans le mur.

Pas de méprise Jupiter, on sera toujours du côté des salamandres.

Fay-de-Bretagne (44): expulsion de l'Ancre noire

33e lieu expulsé sur Notre-Dame-des-Landes depuis le 9 avril 2018. Communiqué de l'Ancre noire.

L'Ancre Noire a été expulsée dans la foulée pendant la "trêve" que la délégation de l'assemblée des usages (organe du pouvoir bureaucrate sur la zad) a mendié à la Préfecture la semaine dernière, en échange de quelques formulaires légalistes – les mêmes que les sbires de l'État tendaient à la main des arrêté.e.s de la semaine dernière, en guise de blague de mauvais goût qui devient de plus en plus une réalité – « ce papier est le prix qu'on donne à ta liberté ».

L'État, on sait bien ce que c'est et ce que ça fait aux gens et espaces qui nient son emprise, depuis le début de son histoire. Les rebelles, dont ces gens et ces espaces (qui quelques fois représentent aussi des nouveaux ou anciens États), ont aussi une historique tendance à s'affronter, à poser des conséquences face aux offensives de l'État jusqu'à son *collapse*, ou jusqu'à à leur disparition ou assimilation.

Du coup, en parlant d'assimilation, on tient à dire que cette assemblée des usages et ses délégations font partie du spectacle institutionnel dégradant qui se déroule sur la zad depuis au moins un an, depuis la reddition progressive de la route des chicanes (chantiers de "nettoyage autogéré" de mars et décembre 2017, et chantier de la DDE avec occupation policière légitimée par l'AG des usages de janvier à mars 2018), depuis le comité de médiation pour l'abandon de l'aéroport (octobre 2017 – janvier 2018) jusqu'aux actes de torture le soir du 20 mars infligés à un ami à nous par les mains et coffres de bagnole de certains enfants de Toni Negri (suite à un symbolique et sympathique sabotage de la route fraîchement restaurée), quelques *repentis* basés sur zone et organisés sous la bannière du CMDO à la zad – et plus généralement dans le parti imaginaire français – qu'on appelle ici à se dissocier et bannir définitivement de tout espace dit "libéré", "occupé" et "auto-organisé" – dans la région, dans l'État français, et internationalement. A son temps, ces noms et ces faces seront rendus publics (encore plus), pour dissuader d'autres coups à la bolchevique dans le futur.

On fait appel ici aux camarades des espaces se déclarant antagonistes, partout dans l'État français et ailleurs, à ne plus héberger et s'organiser avec des tels personnages, meneurs d'une institutionnalisation fracturante dans le mouvement révolutionnaire, et d'actes d'agression de teneur corporative – de collaboration avec les intérêts répressifs et politiques de l'État.

On tient aussi à dire que début février, les occupant.e.s de l'Ancre Noire se sont définitivement dissocié.e.s de la zad institutionnelle quand les discussions pour une "envisageable" demande de légalisation des terres périphériques de la zad ont évoqué le squat. En la considérant à la fois comme foyer de beaucoup d'ami.e.s, on peut définir maintenant la "ZAD" comme une institution de plus à renverser, et un territoire de plus à libérer, avec ses logiques de pouvoir et son oppression structurelle.

On préfère tenir une existence comme des individus libres et sauvages en perpétuelle tension envers le pouvoir, tout pouvoir, de là d'où on vient, de là où on va, et surtout, de là où on est.

Toute notre solidarité aux enfermés.e.s par l'État français depuis le recommencement de la conflictualité sur la zad...

... see you in the barricades?

L'Ancre Noire, 24 avril 2018.

[Publié le 24 avril 2018 sur le blog de [L'Ancre noire](#).]

[censure, repression et babillages politicards en direct de la zad de nddl](#)

Petit aperçu du système répressif et autre manipulation interne aux habitant es/occupant-es

Au vu des dernières séquences d'enfumage massif sans lacrymo sur la zone, je trouve impératif de rappeler, souligner et informer sur l'inexistence d'unité. Les divergences sont multiples mais ne sont pas acceptées par tout le monde et le débat est plus que censuré. Voici un aperçu incomplet des différentes situations de répression, censure et collaboration sur zone :

- Comment bien collaborer avec les flics et les administrations ? Les bleus sont épaulés par des habitants de la zone (c'est pas une rumeur , c'est une observation faite sur place à Lama et à la saulce à plusieurs reprises, pétain de merde:-(pour maintenir circulants les axes principaux de la zone: la D281 et la D 81, ce afin de ne pas froisser la seigneurie préfectorale qui trie en ce moment même le grain de l'ivraie au milieu de tous ces formulaires/copies de bon élèves. La libre circulation sur ces axes rendue possible par nos voisins "zadistes" favorise le passage des blindés qui défoncent en 2/2 toute entrave à la circulation/ ben au moins ça fait coup

double: les copies des bon élèves seront sans doute mieux notées et les potes de l'Est expulsés en chient un peu plus pour tenter de se réinstaller. J'oubliais aussi, l'injonction faite par les aristosignataires de formulaire de rendre cette route praticable permet aussi aux pelleteuses, bennes et autres de continuer de progresser vers les spots expulsés pour finir de ramasser tous les débris, ce qui rend la tâche de reconstruction plus complexe. Ça tombe bien, la bourgeoisie locale de "zadistes formulaires" veut voir partir les schlags, hippies et autres improductifs pue des pieds, plus ielles galèrent à reconstruire, plus vite ielles vont se fatiguer et se barrer.

Les expulsions je le rappelle ont commencé au printemps 2017, ou des habitants "zadistes", agri et autres larbins de l'acipa sont venus une journée complète avec tracteurs et remorques et ont détruit une bonne partie du quartier Est ou vivaient des occupant-es: ielles ont dégagé tellement de trucs ce jour là que les bagnoles pouvaient rouler à 100 km/h rendant ce quartier de vie insécure: le lendemain un toutou était de fait renversé par une bagnole. Le dégagement de la D281 en mars 2017 a été acté comme un préalable aux négociations....ouais il fallait faire un pas vers la préfecture, montrer sa bonne volonté...et en commençant à virer la population la plus hors contrôle, c'était un gage de soumission des larbins de l'intérieur au yeux de la saigneurie!!

- Autres procédés de censure: une personne a été agressée par 6 OU 8 crevures de la zone, cagoulées, au petit matin, dans sa cabane parce qu'elle a commencé à arracher un bout de route bitumée sur la D281 toute propre toute neuve! Le mec se fait savatter, mettre dans un coffre, resavatter, puis un autre coffre puis déposer près d'un HP vers Blain! Ca s'est passé pendant les travaux menés sur la D281 au moment ou la zone Est était méga investie de flicaille chaque jour, d'engins de mise en conformité de la route, alors que la zone ouest était elle parfaitement à l'abri de la gentrification qui s'opèrait à l'est! Le pote agressé sorti de l'hôpital dans la soirée, se pointe à l'ag, des habitants aristocrasseux se font alors les défenseurs des violences qu'il a subi le matin même!!! y en a du collabo!

(dernièrement un "zadiste" signataire habitant près du carrefour de la saulce demandait en ag que la D81 soit balayée....on s'est dit qu'on allait surement passer l'aspirateur!!! ouais ouais :-)) lol

- Mais comment font-ils pour maintenir cette route circulante au vu des conséquences dramatiques que cela engendre ? Ielles surveillent en faisant régulièrement des rondes autour de ces carrefours non pas pour veiller sur les potes qui préparent des dispositifs de défense là ou ielles l'ont autorisé, mais pour réprimander et mettre fin à toute amorce de dispositif de défense qui viendrait égratigner les boulevards de leur ascension sociale...bien évidemment, ces actifs collabos qui ont passé les 10 jours d'expulsion à gratter de la papperasse, serrer des paluches, faire de la lèche...ont brillé par leur absence sur les réseaux de communication internes où on s'activait à donner les infos sur présence et attaques de flics, à envoyer du matos, donner des coups de main etc... C'est pas difficile de voir au milieu des infos et actions de terrain qui est sur le pont et qui a mis ses doigts dans son cul, ne se sentant pas menacé par le dispositif répressif puisque couvert d'un manteau juridique; (j'ai bien l'impression que ce manteau juridique devient une véritable cape d'invisibilité pour certain-es , quand il s'agit d'être ensemble pour affronter les keufs, mais c'est un détail de l'histoire, t'as qu'à voir ce qui est inscrit à l'entrée des fosses noires ou on te dit que si tu es cagoulé-e tu rentres pas chez elleux, même si les flics te courent au cul :-)) lol

Alors que des potes sont en taule, d'autres en gav, d'autres en attente de procès, que plein de personnes ont été blessées, mutilées depuis le début des expulsions, que nous sommes déter chaque jour à reconstruire, pécho du matos, soigner, nourrir, et empêcher les keufs d'avancer plus, une partie d'habitants en cours de légalisation nous fait la brillante démonstration de son mépris de classe tout en empêchant des expressions multiples dans les assemblées, précisons que celleux-là n'ont pas été expulsés et cherchent à tout crin par leur collaboration à

ne pas l'être: c'est plus important de garder sa maison au risque de perdre ses idées d'émancipation, euh de quelle d'émancipation peut-il bien s'agir d'ailleurs?

- Comment ça marche la censure dans les assemblées ? Alors pour des yeux nouveaux, tout le monde est ""zadiste", pour des yeux qui vivent dedans, nous savons qui engendre des démarches et porte activement la marchandisation de la zone puisque ce sont les mêmes qui brillent par leur autoritarisme depuis des années! Les ag sont verrouillées par des larbins qui à coup de facilitation recherchent l'efficacité des discussions et je sais pas quoi, la facilitation permet de laisser la parole à ses alliés et d'évincer ceux qui amorcent des débats qui mettent en question les procédés autoritaires. Le plus souvent, les gens se font censurer au motif que c'est pas de ça qu'on parle et je ne sais quelle autre couleur, c'est pas ça qui manque! C'est tellement caricatural, vas-y voir tu vas te régaler!!

Exemple de censure: en ag des abusages, la semaine dernière, les gens causent de c'est super de faire ces formulaires pour pérenniser la zad, alors il y a une meuf qui dit que elle et ses potes ont découvert que leur squat a été mis en asso il y a 3 semaines et elle veut savoir c'est quoi ce sboul? Direct, les facilitatrices lui disent d'aller discuter ailleurs de ça!!! Ces mêmes occupants apprennent 2 jours plus tard que des formulaires ont été signés incluant des parcelles de cabanes et jardins qu'elles occupent, ce sans aucune info, consultation alors que ces occupants ne veulent pas être légalisées....elles ont donc été tout simplement spoliées! Et ça s'est passé sur plusieurs spots de la zone!!

A l'heure où j'écris ce texte, l'ensemble des occupants de la zone n'a pas de visibilité sur la cartographie de ce qui est formulé, les infos ne sont pas accessibles et seules les signataires et leurs collabos sont invitées aux prochaines réu de "ou ils en sont dans leurs paperasses et serrages de paluches".

- Le processus de délégation intercomposante voué aux négociations n'a jamais été validé par les occupants de la zone tout simplement parce qu'une partie d'entre eux ne va pas dans les ag blabla ou la censure et le classisme, sexisme... fonctionnent depuis depuis depuis....une partie d'occupants ont d'autres pratiques d'organisation, non reconnues par les chasseurs de terre.

Comment se permettent-ils de poursuivre un processus de blabla avec la pref alors qu'une partie des occupants y est hostile et invisibilisée???

(dernièrement, une carte de la zad est rééditée par des acteurs de l'aristocratie, les habitats de la zone Est qui viennent d'être détruits ne figurent même plus sur leurs cartes!!) lol

- Des processus d'intimidation perpétuellement renouvelés: il y a des potes qui ont copieusement interpellé des aristocrates qui passaient à la saulce lundi en leur demandant combien ils avaient vendu la zone à l'état et pourquoi les formulaires ont été déposés en pref alors qu'il y avait un engagement que si des gens refusaient d'être légalisés aucun formulaire ne serait déposé...oups, zont oublié cette clause anecdotique!

Réponse: "On sait où tu habites" et on t'agresse physiquement dès fois que ça te ferait fermer ta gueule.

Après cette altercation entre des signataires et des occupants non légalisables, une rumeur circule que des gentils légalistes zadistes auraient été attaqués à la barre de fer? Illico des larbins s'organisent à l'ouest pour régler cette affaire au plus vite en mode milice, comme d'hab... ils ont été réfrénés par leurs hiérarques, stratégie oblige, pour l'instant.

- Lundi soir, il est question de faire une réu à la grée pour causer entre anti-autoritaires de la situation et s'organiser, 2 larbins du CMDO (groupe de pression constitué de citoyenistes, révolutionnaires dans un verre d'eau, appellos, fafs, larbins...) se pointent et cherchent qui fait quoi, des potes les ont observés tout le temps de leur présence sur ce lieu qu'ils ne fréquentent pas ordinairement car occupé de schlags, et on se mélange pas: ils sont venus, ont checké et se sont barrés, ils ne venaient pour rien d'autre!

Les légalisateurs ont gros à perdre: l'accès à la terre/ pour elleux cette opportunité d'accumulation doit se faire à tout prix: intox par le site zadnadir, instrumentalisation des comités et soutiens, répression, blessures et mutilations, injonctions paradoxales, surveillances des autres occupants, il s'agit de maîtriser la situation pour ne pas perdre au grand jeu concours des premiers de la classe!

-Sais-tu toi qui me lis que des habitants de Dallasad tiennent une liste de ceux qu'il faut expulser et/ou faire taire d'une manière ou d'une autre ? Les récalcitrants à l'ordre des collabos aristocrasseux de l'intérieur sont tagués et menacés! Des potes figurent sur cette liste qui n'est en rien une rumeur: des contacts proches de la frange légaliste locale ont assisté à des discussions sur comment se débarrasser de une-telle ou untel.

Il s'agit de définir comment s'en occuper ? Chercher des embrouilles en cherchant ce qui pourrait nuire à la réputation de la personne, et si il n'y a pas grand chose à se mettre sous la dent, alors menace, intimidation et si la personne ne part pas alors agression physique à plusieurs, c'est vrai savatter qq'un-e à 8, c'est plus sexy que tout-e seul-e!!! Et puis bien sûr, il s'agit de détruire ce qu'a cette personne: véhicule, cabane et fouiller ses affaires au cas où il serait possible de découvrir des info à utiliser pour lui nuire !

Bienvenu-es à DALLASZAZ, son univers impitoyable !

-et bien évidemment , la censure de zadnadir qui opère depuis, depuis, depuis.... à la dernière réu des zab, des gen-tes mentionnaient l'éviction de textes dissidents/ le duché local répondait alors que fichtre, mince, c'est toujours le même qui fait ça et personne d'autre, on le jure c'est pas nous....c'est pratique de désigner un pote décrit particulièrement mégalo ça fait diversion!mais juré ça se reproduira pas, ça fait plus de 2 ans que le site et le groupe presse sont noyautés par des appels et larbins...dans la série foutage de gueule....circulez!

Pour finir en beauté sur les discours truqués des collabos, je vous invite à lire la prose qu'ielles ont encore diffusé sur zadnadir ce mercredi 25 avril avec un appel à mobilisation et reconstruction. ielles ont la trouille que l'état prenne pas en compte les formulaires et que du coup, ielles parviennent pas à obtenir leur lopin de terre alors qu'ielles ont selon leurs termes "posé un geste d'apaisement", font tout pour être gentil et papa les gratifie pas, merde alors! tu déconnes papa macron!!!

faut donc remobiliser parce-que ielles se sentent pas encore assez safe après leurs paluchages avec la pref qui n'apporte pas toutes les garanties nécessaires à la captation des terres et au maintien dans leurs lieux de vie. ielles parlent même de reconstruire des habitats et cultiver, ce, au futur , parce que en fait quand t'as les pieds dans la moquette, tu vois pas ce qui se passe dans la vraie vie, au présent: depuis le début des expulsions, tous les jours, des dynamiques de reconstructions sont actives!!avis aux moquettocrates de la zad, mais je jurerais qu'ielles parlent de la reconstruction de leurs lieux perso, ielles auront besoin de petit personnel ;-), celui qu'on recrute au nom de la zad.

IL est flagrant pour qui connaît la zone et ses occupant-es que les potes de l'est ne sont soutenu-es que par une portion des occupants de l'ouest. les autres ont mieux à faire avec leur glorieux objectif politique: on est trop fort d'avoir fait abandonner un aéroport, maintenant on veut des terres gratis et négociées et l'instrumentalisation du "mouvement", "des soutiens" pourrait bien leur permettre de s'embourgeoiser un peu plus si tu ne sais pas ce que tu viens défendre sur la zone!.

Les politicards locaux ont déjà brisé des solidarités et revendiquent un projet d'une zad qui soulève de l'espoir?? l'espoir que les formulaires obtiennent des bonnes notes assurément et qu'ils puissent poursuivre leur gentrification vers le boboland de leurs rêves.

Si tu viens sur zone et que tu sais pas qui est qui, ben renseigne toi: est-ce que tu viens défendre la mise sous statut des parcelles ou est-ce que tu viens défendre une zone qui a été hors contrôle de flics d'état pendant 5 ans???est ce que tu viens défendre des groupes politicards classistes, validistes, sexistes, racistes... qui ont eu de cesse d'utiliser leurs privilèges et continuent d'en abuser pour avilir d'autres ou est-ce que tu viens pour contribuer à réoccuper l'est de la zone et soutenir des modes d'organisation incontrôlables et horizontaux.....

Rubicon: Attaque de l'ambassade de France et du consulat de France

Rubicon: Attaque de l'ambassade de France et du consulat de France

Il est temps de réviser nos certitudes concernant la façon dont l'équilibre mondial est établi. Si la guerre froide et les deux grands blocs mondiaux sont, en termes de temps historique concentré, du récit «ancien», le monde unipolaire qui lui a succédé, celui de la domination du bloc euro-atlantique et de la mondialisation, est aussi de l'histoire ancienne.

Aujourd'hui, nombreux sont les joueurs assis à la table du pouvoir et chacun a de bonnes cartes dans sa manche. La France émerge, encore une fois, en une puissance impérialiste régionale qui veut et peut avoir une influence pratique dans la zone eurasiennne. Avec le soutien de l'axe empoisonné franco-allemand au sein de l'UE et de l'OTAN, ainsi qu'avec des outils parfaitement organisés, la conscience d'un Etat profond, une diplomatie efficace aux perspectives globales et aux connexions souterraines, une solide industrie de guerre et une bourgeoisie nationale agressive, le pouvoir français est déjà sur la voie de l'expansion impérialiste.

Récemment, l'État français a signé 18 milliards de dollars de contrats de vente d'armes avec l'Arabie saoudite (qui serviront à achever le Yémen ou aboutiront sur les fronts syriens). En échange de la collaboration des deux pôles impérialistes régionaux, il recevra une reconnaissance sur le plan des organisations internationales (par exemple, la France se fait l'ambassadeur des intérêts saoudiens à l'ONU et au Conseil de sécurité) ainsi que sur le plan géopolitique, comme on peut l'observer au Maghreb, au Liban et maintenant en Syrie.

La flotte française a participé au récent bombardement syrien alors que le déploiement des forces terrestres placées aux côtés des États-Unis sur le territoire syrien a presque été annoncé. Il y a quelques années, l'armée française bombardait la Libye et les forces du dictateur Kadhafi, qui avait financé illégalement le parti du premier ministre français. Des entreprises françaises exploitent les gisements d'hydrocarbures en Méditerranée orientale et dans la ZEE chypriote. La France apporte son soutien à l'Etat grec dans la récente bagarre avec les Turcs et vend des frégates tout comme elle l'avait fait sous Karamanlis, où elle avait soutenu l'Etat grec dans son veto au sommet de l'OTAN à Bucarest, lui vendant par la suite des... frégates.

Du moins sur le plan des communications, l'impérialisme français a surpassé l'allemand et tente de se hisser au rang de deuxième puissance après les États-Unis dans une alliance euro-atlantique de plus en plus faible.

Qu'est-ce que cela signifie pour nous? Cela signifie qu'un autre monstre affamé s'est installé dans notre voisinage et qu'il aiguise ses dents. Cela signifie que le chaos s'étend et que la guerre se rapproche.

Cela signifie d'autres choses aussi.

Le nouveau rôle international renforcé et revendiqué par la puissance française se reflète dans l'intérieur du pays. Le banquier Macron, qui sémantiquement combine l'harmonie des intérêts entre l'État et le capital, se démène pour introduire des réformes libérales et menace l'essence même de l'État social français. Un aspect porteur de sens à échelle mondiale. Le grand secteur public paternaliste français, imposé par l'État comme le médiateur soit disant objectif de la lutte des classes, se transforme en un signal mondial de la nouvelle expansion libérale et antisocial. La répression brutale des foyers de lutte l'accompagne.

On voit la barbarie étatique s'étendre avec la militarisation de la répression sous prétexte du terrorisme islamique, on voit la violence étatique envers les réfugiés dans la jungle de Calais, on voit l'assaut massif de la ZAD, le matraquage d'ouvriers lors des manifestations...

Dans l'ensemble, le pouvoir français envoie un message d'intervention militaire, de militarisation, de réformes libérales et de répression.

De son côté, le monde de la lutte livre sa propre bataille. Les grandes grèves qui ont éclaté et dont leur succès, bien qu'hypothéqué par un syndicalisme systémique, sera décisif. La résistance de la ZAD continue. Le monde de la résistance reprend la rue.

Il n'y a pas une Grèce, une Turquie, et encore moins une France. Nous sommes du côté de la France qui lutte, des sans-culottes, des Communards, des révoltes anarchistes, du syndicalisme sauvage, de l'internationalisme, du refuge pour tous les persécutés du monde, de mai 68.

Nous nous opposons à la France coloniale, de la France d'Adolphe Thiers, des lois anti-anarchistes, à la France de Gaulle et de l'OAS, à la France qui bombardent la Syrie, réclamant sa part de domination mondiale.

A bas les projets de guerres impérialistes, vive la communauté des opprimés !

Solidarité aux ZAD et à tous les foyers de combat!

Victoire des grèves des travailleurs en France!

Collectif Anarchiste Rubicon

Solidarité intergalactique avec la ZAD, de Bruxelles à Philadelphie

Bruxelles, Belgique : Attaque d'une officine de l'Union Européenne – 15 avril 2018

Dans la nuit de samedi à dimanche 15 avril, le bâtiment de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, situé place de Louvain, 14 à Bruxelles, a été attaqué: de la peinture a été projeté sur la façade, des débris balancés sur l'entrée principale.

Un tag a été inscrit sur une des entrées, disant: « ZAD not dead ».

[Reformulé de la presse belge]

Philadelphie, USA : Sabotage d'un bulldozer de chantier

Cher voyous anarchistes du monde entier, illégalistes, casseurs, défenseurs de la sauvagerie.

Nous nous adressons à vous en direct de Philadelphie. Une attaque vient d'être faite, mettant des bâtons dans les roues de la machine du progrès... de manière plus concise, des câbles ont été coupés et des vitres détruites sur un de leurs bulldozers de merde.

Nous savons que cette attaque a été réalisée en solidarité avec la ZAD et le Camp White Pine (tous deux sont confrontés aux bulldozers locaux). Les assaillants ont également envoyés des salutations rebelles aux anarchistes du coin qui gardent la pêche (et spécialement à celles et ceux qui partagent les spécificités de leurs attaques afin de donner la possibilité à d'autres de les reproduire).

Nique le travail.

Nique le progrès.

C'est tout pour le moment.

Equipe illégal.

[Traduit de l'anglais de itsgoingdown.org, 04.14.2018]

La main tendue et le coup de pied au cul

Commentaire sur les récentes prises de position de Julien Durand et Françoise Verchère.

Pour éviter toute confusion sur ce que je vais dire je crois que je dois d'abord me situer. Au printemps 1990, habitant Vigneux de Bretagne depuis deux ans, j'ai rédigé avec deux autres personnes le premier tract d'opposition (après ceux des années 60-70) contre le réveil du projet d'aéroport : « Que sera notre région prochainement ? Une banlieue industrielle sans âme » qui était une réponse à un article du « Petit journal » de la municipalité vignolaise annonçant ce projet comme un bienfait. J'ai continué à manifester cette opposition au sein de l'association « Bien vivre à Vigneux », y rédigeant un tract de 4 pages intitulé « Vigilance » avertissant sur les dégâts que ferait un aéroport, et contribuant à l'organisation des premières manifestations d'opposition. J'ai, avec quelques autres, constitué un « Collectif contre l'aéroport » qui a eu une brève existence car il s'est fondu dans l'Acipa, fondée en novembre 2000 par 9 personnes dont j'étais (ma carte d'adhérent à l'Acipa porte le numéro 4). J'ai ensuite été membre du conseil d'administration de l'Acipa et son porte parole de 2004 à 2006. Ayant démissionné de ce rôle en juillet 2006 pour des raisons personnelles qui m'éloignaient de Vigneux, mais restant dans la région, je n'ai jamais cessé par la suite de participer au mouvement d'opposition, à ses manifestations, débats, confrontations, et j'ai gobé de bonnes doses de lacrymogènes par les bons soins de César 1 et 2. J'étais encore sur la Zad dimanche dernier.

Ceci n'étant pas dit pour me flatter mais pour montrer que j'ai quelque légitimité à dire ce que je pense de ce qui s'est joué ces derniers jours.

Etant dès le départ, y compris dans l'Acipa où je ne m'en suis pas caché, contre l'aéroport et son monde, je me suis réjoui de voir l'opposition à ce projet grossir et évoluer d'un maigre « Nimby » (Not in my backyard = Pas dans ma cour) à une contestation plus large prenant en compte des problèmes écologiques, économiques et sociologiques indéniablement liés à ce grand projet inutile et imposé.

Je me suis réjoui encore plus de voir des gens venir s'installer sur la Zad dans une dynamique impressionnante et me suis carrément émerveillé de voir leurs constructions imaginatives, leurs jardins, leurs charpentes, leurs ateliers, leurs pains, leur bibliothèque, etc. Et surtout leur immense énergie créatrice et résistante.

J'ai aussi beaucoup aimé le fait que la rencontre de ces gens avec des opposants historiques, des paysans et toutes sortes d'habitants des environs et de plus loin, crée un mouvement original dans lequel les divergences et désaccords pouvaient s'exprimer et s'engueuler mais qui savait tout de même fabriquer un consensus pouvant faire fortement front contre les bétonneurs et leurs majordomes d'Etat. Un mouvement qui savait concilier différentes tactiques pour être le plus efficace possible et où la résistance à la violence d'état n'était pas diabolisée même si elle empêchait les purs pacifistes de se coucher, et surtout si elle les protégeait du massacre.

Il est vrai de dire et bon de rappeler que sans cette solide résistance l'aéroport serait construit aujourd'hui car l'opposition legaliste (sur laquelle l'Etat et « Bruxelles » n'ont cessé de cracher) et non-violente aurait été rapidement écrasée.

J'ai longtemps eu de l'estime pour Julien Durand et Françoise Verchère. J'ai apprécié leur engagement tenace contre le projet d'aéroport et admiré leur capacité à démolir les arguments ennemis. Mais leurs prises de position de ces derniers jours me les rendent méprisables.

On a le droit d'être fatigué et de quitter une activité trop usante. Nul ne peut en tenir rigueur à ceux qui le font. La lutte a été longue et souvent difficile. Mais lâcher ceux que l'on a appelés à l'aide hier, auxquels on doit en assez grande part l'abandon du projet d'aéroport, c'est tristement dégueulasse.

Et les arguments étalés pour le faire sont d'une bassesse écœurante. Ils ont beau être déguisés en volonté d'arrêter le massacre (qui est bien réel) et de sauver l'essentiel, ils sont une négation de l'esprit même de la Zad, et des engagements pris pour défendre le collectif, les « communs » pourtant si bien énoncés dans nombre de proclamations.

L'excuse principale : si on ne cède pas l'Etat va tout raser. Hier pourtant on affirmait une opposition résolue face à la même menace. On était moins pressé de baisser culotte à la préfecture. Il est vrai que depuis on sait que l'aéroport ne se fera pas. On a gagné. On a une maison, une ferme, pas une cabane et un jardin expulsables. On peut s'y retirer peinard. Peut être même, Julien, faire une petite carrière à la Bové. On ne va pas se laisser emmerder par ces jusqu'aboutistes.

Alors on leur demande d'être raisonnables, c'est-à-dire d'accepter les conditions dictées par l'Etat. On ne pourra pas avoir plus. C'est ce que disaient hier les résignés à la venue d'un aéroport. S'y opposer ? Pas raisonnable. Intéressant comment la notion de « raison » évolue en fonction de la situation.

Pourtant il est clair que si la volonté de maîtrise de l'avenir de la Zad par son propre collectif est battue en brèche c'est, demain, chacun qui sera rejeté dans une individualité fragile et le retour à la « normale », c'est-à-dire au règne de tous les prédateurs que la Zad a su repousser, qui s'imposera. Insidieusement d'abord, bien sûr, mais sûrement, avec toujours le gendarme pas loin, qui pourra mieux faire son boulot face à une résistance émiettée.

Cela, Julien, Françoise, vous ne l'ignorez pas, mais vous préférez médire contre ceux qui vous reprochent votre lâchage. Dénoncer une prétendue omerta que vous prétendez rompre. Vous pour lesquels les micros ont toutes les bienveillances, qu'ils montrent bien moins à vos contradicteurs. On a vu d'autres démagogues, y compris les pires, pratiquer l'exercice. On n'attendait pas ça de vous. C'est cette fable de la « terrorisation » des zadistes « constructifs », tellement dans l'air du temps, qui rend votre volte-face sordide. Attribuer aux Zadistes « radicaux » la responsabilité des affrontements avec les gendarmes c'est reprocher au mouton d'avoir cherché la bagarre avec le loup. Tout ça sent très mauvais.

Loin de moi l'idée de vouloir pousser les Zadistes à un affrontement inconsidéré. Je comprends bien que chacun essaie de concilier ses opinions, ses engagements, avec la sauvegarde de ce qu'il a construit. Et je conçois bien aussi que peu d'entre eux se leurrent sur le fait de pouvoir bâtir un Chiapas à Notre Dame des Landes. Je veux juste faire remarquer que ce mouvement est fort encore, quoiqu'on en dise, et même renforcé par tous ceux que l'agression a réveillés en France et dans le monde. Et que l'encourager à suivre des stratégies défaitistes ne lui rend pas service. La libération de la route des chicanes l'a montré : Quand on baisse son froc pour montrer à l'ennemi qu'on est de bonne volonté, tout ce qu'il voit c'est qu'on sera plus facile à violer. Sans doute, cela choque ceux qui prennent l'Etat pour un « partenaire », ceux qui se croient « citoyens » pouvant discuter d'égal à égal avec lui. Ils n'ont pas fini de se désoler de son arrogance et de son cynisme.

Julien, Françoise : Quitter le convoi quand les indiens attaquent ce n'est pas bien beau. Prêter la main à ce qui affaiblit ses défenses, ce l'est encore moins. Mais il se défendra quand même. Le grand esprit de la Zad veille sur lui. S'il est vaincu ici, il renaîtra ailleurs. Il essaime déjà largement. Il est guidé par le désir de sortir du chaos capitaliste, le désir d'un monde meilleur. Quelques trahisons ne le tueront pas.

Je ne déchire pas ma carte de l'Acipa, bien que je ne veuille plus en être membre. Elle reste pour moi la trace d'un temps où l'on y chantait de plus belles chansons. J'espère d'ailleurs que tous les membres de l'Acipa ne

pensent pas comme leur porte-parole inamovible, celui que Ouest-France gratifie du titre de « leader » d'un mouvement qui affirme n'en pas vouloir ; que tous les membres du Cédépa ne sont pas aussi fatigués que leur égérie. Je reste fidèle à la lutte de la Zad et à cette volonté : Des Zad partout.

Gérard Lambert

20 avril 2018

Expulsions low cost ?

Expulsions low cost ?

Salut,

Pour celles et ceux qui en douterait encore, les expulsions de la semaine dernière sur la ZAD ont été faites dans la plus pure hypocrisie. Quand on s'est fait sortir de chez nous à coup de gazeuse et de matraque, on a demandé à récupérer nos affaires personnelles. En réponse le mec qui se faisait passer pour un huissier (il a jamais voulu nous donner son nom) nous a refilé un petit coupon avec écrit dessus le lieu de stockage de nos affaires qui allaient être déménagées. Une adresse et un numéro de portable et wallou.

Dans les faits nos meubles et affaires ont été foutus dans une benne de chantier et une bonne partie est restée dans la maison qu'ils ont détruite dans la foulée de l'expulsion.

Dans leur magnanimité il nous ont aussi filé un papier pour pouvoir faire une demande d'hébergement à Nantes en passant par le SIAO 44. Ils auraient pu juste nous filer le numéro du 115 cela aurait été pareil et il y a assez de solidarité sur la ZAD pour ne pas dormir à la rach. Merci de nous avoir expulsé ça permet de passer des super soirées chez les potes qu'on avaient pu le temps de voir avec cette connerie d'aéroport.

Ces derniers jours, lorsque la guerre civile s'est atténuée et qu'on a pu s'occuper d'autre chose que d'éviter d'être blessé et gazé par les militaires, on a pris le temps d'appeler le 06 indiqué. Sans trop de surprise on tombe sur un répondeur anonyme et aucune réponse. On persévère et on va à Nantes à l'adresse indiquée. Et là surprise, on tombe sur une maison avec des palmiers dans le jardin, taguée et murée. Genre ils nous proposent une maison à squatter en échange de nos affaires perso !

Morale de l'histoire, je pense pas revoir le canapé de ma grand mère de si tôt. Les autorités essayent de donner une image d'expulsions propres et humaines mais ça marche pas on sait que c'est des crapules mais ils assument pas. Tant pis pour eux.

A bientôt, et que la fête continue.

Un camille expulsé et toujours déterminé.